



Onzième séance

Lundi 15 juin 2009, 9 h 10

Présidence de M. Hossain

SOMMET DE L'OIT SUR LA CRISE MONDIALE DE L'EMPLOI

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Je déclare ouverte la onzième séance de la 98^e session de la Conférence internationale du Travail.

Nous allons commencer le Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi. Comme vous le savez, nous aurons l'honneur, au cours de ce sommet, de recevoir la visite d'un grand nombre de chefs d'Etat et de gouvernement. J'invite instamment tous les ministres et partenaires sociaux qui prendront la parole pendant ces deux jours et demi à s'en tenir très précisément au temps de parole de cinq minutes qui leur est accordé.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, qui va nous expliquer la procédure avant que nous n'entamions nos travaux.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
de la CONFÉRENCE

Bienvenue à ce Sommet de 2009 de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi. Notre mot d'ordre aujourd'hui est le leadership, la mobilisation et l'initiative à tous les échelons, et c'est de cela dont vont parler aujourd'hui les dirigeants qui s'adresseront à nous.

Les défis que nous avons à relever sont parfaitement clairs. Le monde ne peut se permettre d'attendre que l'emploi revienne plusieurs années après la reprise de la croissance économique. Un redémarrage rapide de l'emploi et des besoins de protection sociale qui y sont associés sont absolument essentiels pour les décisions publiques et des entreprises.

En même temps, nous avons besoin de rebâtir une économie de marché sociale et efficace qui évitera de retomber dans les excès et les inégalités du passé.

Nous devons être extrêmement attentifs car nous voyons déjà certains intérêts qui attendent impatiemment que les affaires reprennent comme par le passé. Notre objectif est clair: une économie mondiale qui fonctionne pour tous, qui assure un travail décent aux femmes comme aux hommes, la justice sociale dans nos pays et une mondialisation équitable dans le monde. Telle est la tâche qui nous attend, tel est le mandat que nous donne la Déclaration de 2008. Il faut agir sans retard, particulièrement en cette situation de crise.

Nous sommes très honorés aujourd'hui. Nous nous trouvons dans une situation extraordinaire

puisque, dans toute l'histoire de l'OIT, c'est le rassemblement le plus important de chefs d'Etat et de gouvernement, de vice-présidents, de ministres du travail, de présidents d'organisations syndicales, de dirigeants d'organisations d'employeurs et de personnalités éminentes de la communauté internationale. Au cours de ces deux jours et demi, ce sera, je le répète, le plus grand rassemblement de ce type de toute l'histoire de notre Organisation.

La présence de ces personnalités honore l'OIT et je les remercie par avance de leur engagement constant ainsi que des orientations qu'ils vont nous donner et, surtout, de l'élan politique qu'ils impriment à notre action.

Ce sommet est un hommage à l'importance et au rôle de l'OIT à l'occasion de son 90^e anniversaire. Une date que vous avez commémorée de façon très éloquente dans vos pays respectifs. Je tiens à vous remercier de cet engagement merveilleux. Il y a eu 200 manifestations dans 120 pays en l'espace d'une semaine, et il y en aura d'autres. Je tiens encore une fois à vous en remercier très chaleureusement.

L'OIT a déjà connu à maintes reprises l'épreuve de l'histoire et, aujourd'hui, une fois de plus, l'histoire nous met à l'épreuve. Nous sommes réunis pour nous entendre sur le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT qui doit permettre le redressement du travail décent en sortant de la crise. Le président et les vice-présidents du Comité plénier nous présenteront tout à l'heure les activités du comité. Je tiens à les remercier du fond du cœur pour le travail intense qu'ils ont accompli et pour les résultats qu'ils ont obtenus, avec le groupe de rédaction et les membres du Comité plénier. Notre tâche sera d'appliquer les politiques définies dans le Pacte mondial pour l'emploi qui seront adoptées, afin de relancer l'économie dans nos pays et de coordonner les initiatives au plan international, de façon telle que tous seront concernés et que personne ne sera exclu.

Pour cela, beaucoup doit être fait, mais ce qu'il nous faut avant tout c'est un leadership, dont l'action sera orientée par des critères moraux. Un leadership courageux pour suivre de nouvelles approches, pour réparer ce qui n'a pas fonctionné, un leadership qui sache écouter, ouvrir des portes, dégager un terrain d'entente dans un monde de nations façonnées par des cultures et des réalités différentes. Il nous faut un esprit de mobilisation et d'initiative qui aboutisse à des accords nationaux et internationaux qui mettent les personnes au premier plan. Il nous faut un esprit d'initiative et de mobilisation fort qui donne vie au Pacte mondial pour l'emploi,

dans chaque pays, dans les entreprises, sur le lieu de travail, aux Nations Unies, au G20, dans les organismes régionaux, dans les organisations internationales et dans les communautés locales. Il faut que tout cela débouche sur des actes concrets.

Sur cette voie, nous pouvons compter sur une OIT forte, fidèle à ses idéaux pour réaliser notre mandat et répondre aux attentes de nos mandants.

Une dimension essentielle de cet esprit de leadership est la capacité d'agir ensemble, de coordonner, de coopérer, de négocier, de travailler en équipe. La coopération et le dialogue sont des tâches urgentes, cruciales et indispensables. En une époque comme celle-ci, les partenaires sociaux ont avec les gouvernements beaucoup plus de points de convergence que de différences, et l'on voit ici ou là des signes de reprise du dialogue social qui doivent se multiplier. Pourtant, nous savons que nous sommes confrontés à un des plus difficiles défis que nous ayons connu pour que le dialogue social fonctionne dans chacun de nos pays. La tâche n'est pas facile, nous le savons. Nous trouvons des excuses lorsque le dialogue est absent, lorsqu'il ne fonctionne pas assez bien. Nous n'hésitons pas, parfois, à rejeter la faute sur l'autre, mais le résultat final, lorsque le dialogue social est absent, c'est que nous sommes tous perdants. Si le dialogue social n'est pas enraciné dans chacun de nos pays en temps de crise, alors nous affaiblirons le plein potentiel du Pacte mondial pour l'emploi. C'est à vous de faire en sorte que le pacte prenne vraiment son essor.

Nous avons également besoin d'une mobilisation renouvelée en matière de coopération internationale. Le G20 a pris la responsabilité d'agir, il a pris des décisions urgentes et je crois qu'il l'a fait au moment opportun. Nous avons accueilli très favorablement l'appel qu'a lancé le G20 à l'OIT.

Des formes nouvelles de gouvernance à l'échelle locale sont indispensables, sur la base de la composition démocratique des Nations Unies. Le Conseil des chefs de secrétariat des Nations Unies travaille sur neuf initiatives conjointes avec l'OIT pour faire face à la crise, y compris en matière d'emploi et de protection sociale, domaines dans lesquelles l'OIT est le chef de file.

Mais nous n'avons pas encore véritablement une direction politique d'ensemble pour mettre en place un système multilatéral convergent. Il faudra donc des décisions courageuses et cette crise doit être l'occasion d'accélérer les réformes indispensables. Il est urgent que nous mettions en route un processus de convergence et de coopération plus fortes et plus cohérentes entre les institutions multilatérales. Cette convergence et cette coopération doivent prendre diverses formes dans de nombreux domaines: commerce, finance, coopération pour le développement, environnement, changement climatique, marchés de l'emploi et travail décent, besoins fondamentaux et sécurité alimentaire, santé, éducation, et innovation, autant de piliers fondamentaux d'une gouvernance mondiale renouvelée.

Il ne fait aucun doute que la coopération pour mettre en œuvre le Pacte mondial pour l'emploi sera une priorité pour nous, mais également un besoin. L'OIT ne pourra appliquer seule le pacte. Enfin, le leadership est aussi affaire de légitimité et de pertinence. Légitimité signifie non seulement pouvoir prendre des décisions, mais aussi avoir la capacité d'identifier des solutions qui fonctionnent et qui répondent aux besoins de chacun, et devoir rendre compte de nos actes.

Je crois que toutes les organisations internationales devront tôt ou tard – et le plus tôt sera le mieux – prouver leur légitimité et leur pertinence en ce début de XXI^e siècle, y compris en ce qui concerne les politiques qui ont conduit à la crise d'aujourd'hui. Je pense que l'OIT remplit toutes les conditions pour le démontrer. Nos concepts du travail décent et d'une mondialisation équitable ont reçu un large soutien. Ce sont maintenant des objectifs mondiaux et cela peut certainement ouvrir la voie au Pacte mondial pour l'emploi.

Lorsque nous agissons de façon satisfaisante, nous parvenons à formuler des politiques et des solutions qui sont équilibrées et en prise sur l'économie, qui permettent une économie véritablement productive, et qui sont près de la vie des gens. Grâce à notre vision tripartite, nous pouvons avoir une vision plus large des intérêts qui nous sont communs plutôt que de trébucher sur les différences qui nous séparent, même si ces différences sont parfois importantes. Tel est le sens du Pacte mondial pour l'emploi.

Le pacte reflète notre conviction quant à ce qui est nécessaire aujourd'hui: des niveaux d'emploi et de travail décent pour tous; élevés; une économie ouverte qui assure l'égalité des chances; l'équité dans un environnement durable, avec une faible augmentation des émissions de carbone, un filet de sécurité de base, une protection sociale accessible à tous, des systèmes de sécurité sociale forts et peu coûteux, des droits au travail qui seront source de dignité et de négociations collectives, un dialogue social qui débouche sur des accords.

Notre avenir commun dépend de ces initiatives publiques en tant qu'objectif mondial. Nous pensons que ces méthodes sont bonnes pour aboutir à des économies productives, à des sociétés stables, à des démocraties vivantes et à une paix durable. Nous souhaitons voir ces valeurs et ces principes façonner les politiques et guider les réformes pour aboutir au changement dans les pays et à un système renouvelé de gouvernance mondiale.

Ce sommet peut mobiliser l'initiative de chacun pour surmonter la crise et tracer une voie nouvelle pour une mondialisation juste, en offrant à chacun des possibilités de travail décent. Je suis persuadé que les gouvernements, les employeurs et les travailleurs qui sont réunis ici retourneront dans leurs pays respectifs emplis d'une énergie nouvelle grâce à cette session de la Conférence. Ils seront porteurs des messages et des solutions qui auront été conçus ici. Il faudra des initiatives courageuses à tous les niveaux, aussi bien à celui des entreprises qu'à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale pour aller de l'avant. Notre responsabilité collective consiste à faire entendre la voix de l'OIT, à traduire immédiatement en acte des solutions concrètes en partenariat avec les autres.

Je vous appelle tous à agir. Votre regard doit être fixé sur un horizon nouveau, sur un avenir formé par nos valeurs qui ont résisté à l'épreuve du temps, sur la volonté collective de surmonter cette crise, sur la conviction que nous finirons par l'emporter, quelles que soient les difficultés. Voilà ce qui doit nous inspirer. Dans ce voyage, nous serons inspirés également par les dirigeants du monde entier qui nous font l'honneur aujourd'hui de leur présence en ce moment critique. Nous les remercions de leur appui. Nous attendons leurs orientations fidèles à nos valeurs, et nous savons qu'avec eux nous réussirons.

Vous nous aviez confié la tâche d'élaborer une approche propre à l'OIT face à la crise et en vue de la reprise. C'est en pleine confiance que je puis vous informer que nous avons bien avancé dans cette tâche.

Nous avons à présent un projet de document à soumettre pour adoption à la Conférence, document que nous envisageons d'appeler *La reprise au lendemain de la crise: un Pacte mondial pour l'emploi*. Nous nous réjouissons de ces deux jours et demi de discussion à très haut niveau pour enrichir encore davantage ce pacte. Il s'agit à la fois d'un cadre de travail décent pour l'avenir proche et d'un instrument de ressources et de politiques pratiques à l'adresse du système multilatéral des gouvernements, des travailleurs et des employeurs.

Le défi à relever consiste à éviter de tomber dans le piège d'une solution identique pour tous, tout en veillant à ce que nous coordonnions nos efforts et coopérons afin de multiplier l'impact des mesures que nous prendrons à l'échelle nationale.

L'OIT est particulièrement bien placée pour ce faire et pour aider le monde à se concentrer sur cette priorité, à savoir satisfaire l'attente universelle que chacun ait une chance d'avoir un emploi décent. Pourquoi? La réponse réside dans notre tripartisme. Une approche coordonnée à l'échelle mondiale, qui reflète et respecte la diversité des situations nationales, dépend en premier lieu d'une base solide de valeurs et de principes partagés; ensuite, de la nécessité absolue d'un solide mécanisme de dialogue qui permette d'identifier les priorités; enfin, de la confiance que toutes les parties tiendront leurs engagements.

Le tripartisme possède toutes ces qualités et cette Conférence en donne la preuve au monde entier. Le Pacte mondial pour l'emploi rassemble des politiques, dont nous savons qu'elles fonctionnent, pour les concentrer sur les gigantesques défis que nous avons à affronter: tout d'abord, soutenir les entreprises et les emplois tout au long de la crise; ensuite, préparer les hommes et les femmes, et surtout les jeunes travailleurs, à acquérir les nouvelles compétences dont ils auront besoin lors de la reprise; d'établir un socle minimal de protection sociale pour les personnes les plus vulnérables, même dans les pays les plus vulnérables; enfin, protéger et promouvoir les droits au travail et renforcer les organisations gouvernementales et les organisations des partenaires sociaux pour s'assurer que les hommes et les femmes puissent avoir pleinement accès à ces droits.

Cette Salle des Assemblées rassemble des personnes expérimentées qui savent comment traduire dans la pratique ces politiques et qui s'engagent à le faire. Elles peuvent compter sur un Bureau de fonctionnaires internationaux tout aussi engagés, à même d'aider les pays à tirer parti de leurs expériences mutuelles.

Ces trains de mesures d'orientation générale ont un coût, mais ils possèdent deux qualités dont nos gouvernements auront besoin au cours des mois et années à venir. Tout d'abord, s'ils sont certes onéreux, ils sont également rentables. Ils concentrent des ressources à mettre les gens au travail rapidement et à s'assurer que, en cas de période de chômage entre deux emplois, leur risque de tomber dans la pauvreté soit réduit. Ensuite, ces ensembles

de mesures sont tournés vers l'avenir. Ils cherchent non à lancer la reprise au lendemain de cette crise, mais aussi à sortir de la crise structurelle déjà ancienne du développement mondial inégal et du chômage massif, qui laisse la moitié des travailleurs du monde lutter pour permettre de maintenir leur famille hors de la pauvreté.

Je puis vous dire, d'ores et déjà, que notre Organisation, vous, Mesdames et Messieurs les délégués, êtes en train de vous préparer pour la prochaine étape, en emportant chez vous notre Pacte mondial pour l'emploi pour le mettre en pratique. Je pense que nous avons à la fois la compétence technique et la volonté politique de le faire. Mais je ne suis toutefois pas aussi certain que nous aurons les ressources financières pour faire tout cela. Il nous faudra convaincre les gouvernements, le monde des affaires ainsi que les institutions internationales que ce Pacte mondial pour l'emploi et son ensemble de politiques et d'outils constituent le meilleur investissement politique disponible à l'heure actuelle compte tenu de la faiblesse des ressources; et il nous faudra peut-être les exhorter à accorder la priorité, à l'heure de prendre des décisions et d'affecter des ressources et des investissements, aux objectifs et aux moyens d'action du Pacte mondial pour l'emploi. Mais, je crois que, cela aussi, nous pouvons et nous devons le faire.

Pour conclure, je rappellerai que la plupart d'entre nous sont venus à cette Conférence historique inquiets, en colère, et en nous demandant si nous parviendrions à donner aux hommes et aux femmes qui nous ont envoyés ici un espoir quelconque de pouvoir sortir de cette récession catastrophique. Je suis convaincu que, tous ensemble, nous sommes parvenus à faire renaître un espoir et, si tel est le cas, nous aurons fait un excellent travail.

Cette crise financière et de l'emploi est sans conteste le grand défi de notre époque. La crise a de plus en plus de conséquences sur l'emploi et elle compromet la pérennité des entreprises et des communautés et le niveau de développement des diverses régions.

La crise nous frappe tous. La forte baisse de la demande, l'augmentation des coûts et la raréfaction du crédit menacent l'existence des employeurs du monde entier.

La fermeture d'une entreprise, d'une PME en particulier, signifie une perte de revenu personnel, une perte des investissements et de la sécurité financière, conséquences comparables à celles que subissent les travailleurs qui sont mis à pied.

La crise menace aussi la capacité à offrir de l'emploi et des revenus productifs aux travailleurs en contre partie de leur travail. Au niveau micro-économique, c'est une menace aux prestations sociales qui accompagnent l'emploi. Au niveau macro-économique, elle compromet la cohésion sociale, le développement national et le niveau de vie en général.

Quelles sont donc les grandes préoccupations, les grandes priorités du Comité plénier à l'heure où nous parlons de crise? Premièrement, il nous faut rétablir la confiance, trouver des solutions inspirées des principes du marché et maintenir les flux de crédit. Il est très important de nous définir des ob-

jectifs précis pour faire redémarrer l'économie, dans une perspective de durabilité et de productivité.

Deuxièmement, les gouvernements doivent prendre des mesures résolues, claires et transparentes, de sorte à regagner la confiance des consommateurs comme des investisseurs. Il faut des mesures de création d'emploi efficaces, qui soient favorables aux entreprises et respectent les principes et droits fondamentaux au travail, tels qu'énoncés dans la Déclaration de 1998.

Troisièmement, il faut instaurer des conditions propices aux activités commerciales, promouvoir l'entrepreneuriat et aider les employeurs à créer des emplois et à les préserver: les pouvoirs publics doivent aider les employeurs à faire croître leur entreprise, pour ainsi favoriser l'investissement et l'embauche, surtout en ce qui concerne les PME, qui joueront un rôle décisif dans la reprise. Il est désormais temps de s'affranchir des entraves des réglementations et des lourdeurs administratives.

Quatrièmement, il faut encourager les dépenses visant à élaborer des politiques du marché du travail dynamiques, qu'il s'agisse de formuler des politiques de l'emploi ou d'adopter des mesures visant à renforcer les compétences.

Cinquièmement, il nous faut stabiliser le secteur financier, qui doit se remettre de la crise pour ainsi soutenir la croissance des entreprises et permettre de créer de l'emploi, notamment au moyen des réglementations financières.

Sixièmement, il nous faut maintenir inchangés les budgets consacrés à l'éducation et à la formation, soutenir la création de compétences et l'adapter aux besoins du marché du travail. Il faut voir plus loin, à plus long terme, dans la gestion des ressources humaines: la crise devrait être une occasion de faire un examen de conscience et de renforcer nos ressources humaines à tous les niveaux.

Septièmement, il faut tout faire pour soutenir la protection sociale et l'employabilité. Les dépenses sociales devraient viser à soutenir l'employabilité, le retour sur le marché du travail, et ce, le plus rapidement possible.

Huitièmement, il faut concevoir une politique environnementale qui soit compatible avec l'économie de marché et qui reflète un souci de durabilité et d'efficacité.

Neuvièmement, nous devons soutenir l'ouverture des marchés car celle-ci est essentielle et le cycle des négociations commerciales de Doha devrait parvenir à sa conclusion.

Dixièmement, le dialogue social et la coopération syndicats-employeurs seront là des cartes maîtresses pour la viabilité des entreprises et le retour à la croissance.

Voilà donc les priorités pour les employeurs devant la crise. Ces mesures sont incontournables si on veut stimuler la reprise: si l'on procède autrement, on risque d'aggraver le problème ou de dilapider des ressources pour un résultat quasi nul.

Les mesures prises dans différentes régions du monde ont permis de constater que les droits de propriété, l'état de droit et le libre-échange sont des piliers de la reprise. Il faut arrêter de les stigmatiser à tort. Nous sommes là, prêts à jouer notre rôle, nous les employeurs, pour lutter contre la crise, stimuler la reprise et créer de nouveaux emplois.

Les gouvernements, les travailleurs et les employeurs sont face au même défi: faire le nécessaire pour relancer l'économie, et à cet égard, le Pacte mondial pour l'emploi sera sans doute une mesure

tout à fait adaptée aux circonstances car il est l'expression d'un véritable consensus.

Original anglais: M. TROTMAN (travailleur, Barbade; vice-président du Comité plénier sur les réponses à la crise)

Nous traversons une époque pavée de dangers, marquée par l'insécurité. Le monde a sombré dans une crise économique et financière sans précédent depuis la Grande Dépression, qui a entraîné dans son sillage une grave crise sociale, caractérisée principalement par une crise de l'emploi et une augmentation de la pauvreté extrême. L'OIT prévoit en conséquence une augmentation sensible du chômage. Quelque 200 millions de personnes risquent ainsi de sombrer dans la pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour pour vivre. Telle est la triste réalité aujourd'hui. Wall Street a déclenché une crise d'ampleur mondiale qui affecte l'homme de la rue.

Cependant, la crise ne découle pas uniquement de la déréglementation des marchés financiers. Elle trouve ses racines aussi dans deux décennies dominées par le fondamentalisme de marché, le consensus de Washington et l'idée, hélas erronée, selon laquelle il faut laisser libre cours au jeu du marché. C'est cette histoire, ainsi que le creusement des inégalités et l'absence de mécanismes institutionnels adéquats pour diriger la mondialisation, qui sont à l'origine de la crise actuelle.

Ces quinze derniers jours, les mandants de l'OIT ont négocié ensemble une riposte à la crise et aux diverses difficultés qui en découlent. Tous ensemble, gouvernements, travailleurs et employeurs réunis, nous avons négocié un Pacte mondial pour l'emploi, nous engageant à lutter contre l'impact très néfaste de la crise sur le monde du travail mais aussi à construire, sur la base du travail décent et de la justice sociale, une société meilleure pour demain.

Aujourd'hui, nous sommes fiers de présenter un projet de Pacte mondial pour l'emploi aux dirigeants des différents pays du monde. Nous restons dans l'attente de leurs observations et propositions à ce sujet. Le pacte propose aux gouvernements un certain nombre de moyens d'action pour lutter contre la crise et favoriser la reprise de l'emploi. Nous sommes convaincus qu'un monde meilleur est possible mais croyons tout aussi fermement qu'il faut pour cela mettre le pacte mondial à exécution.

Le pacte énonce plusieurs principes suscitant notre soutien indéfectible, sur lesquels je me permets de revenir.

Tout d'abord, l'Agenda du travail décent et la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable constituent un cadre adéquat pour la définition, par le système multilatéral comme par les mandants de l'OIT, de mesures de lutte contre la crise. Ensuite, il faut tout faire pour que les notions de travail décent et de plein emploi inspirent les mesures et plans de relance. Il faut aussi s'appliquer à titre prioritaire à relancer la demande globale et éviter la déflation salariale, et ce, en assurant que les plans de relance prévoient aussi des mesures pour l'augmentation de la demande interne, la création d'un filet de protection sociale de base et l'instauration de salaires minimums. Il faut encore veiller à ce que le principe de l'égalité hommes-femmes soit au cœur de l'action pour la reprise de l'emploi. Il faut aussi susciter un engagement ferme en faveur d'une coordination mondiale des mesures visant à contrer la crise, élément essentiel si nous voulons stimuler la croissance,

étayer les efforts lancés par les pays pour protéger et promouvoir l'emploi et éviter les gaspillages. Il faut en outre réitérer l'engagement en faveur du respect des normes internationales du travail, notamment de ceux des instruments de l'OIT qui revêtent une importance particulière dans le contexte de la crise. Enfin, il faut prendre acte de l'importance cruciale du dialogue social et de la négociation collective aux fins de la lutte contre la crise. A cet égard, les gouvernements doivent s'appliquer à créer un environnement propice sur ce plan, sur la base de la liberté syndicale, et traiter les syndicats comme des interlocuteurs à part entière dans les pourparlers sur la riposte à la crise. Les négociations tripartites sur le pacte mondial ont montré la voie à suivre pour ce faire à mon sens.

Ce dont nous sommes convenus aussi, c'est que nous ne pouvons pas nous contenter d'un retour à la situation antérieure, et le pacte lui-même établit que le monde qu'il s'agit aujourd'hui de construire ne peut pas rester le même. Nous sommes convenus ainsi qu'il fallait réformer les marchés financiers et les soumettre à une réglementation plus stricte pour veiller à les mettre au service de l'économie réelle. Un consensus s'est dégagé en outre sur l'idée que l'accès à une couverture sociale minimum devait être assurée dans tous les pays et qu'ils fallait renforcer les systèmes de protection sociale existants. Nous sommes également tombés d'accord qu'il fallait des salaires minimums, c'est-à-dire un minimum salarial valable pour l'ensemble du marché du travail assurant que les travailleurs et les travailleuses gagnent au moins de quoi assurer leur subsistance. En ce qui concerne la politique de développement, nous nous sommes engagés en faveur de programmes novateurs axés sur le travail décent et la réduction de la pauvreté, ce qui signifie que les pays en développement doivent disposer d'une marge de manœuvre accrue leur permettant de diversifier leur économie, d'investir dans leurs capacités de production et de ne pas rester dépendants de quelques produits d'exportation à faible valeur ajoutée soutenant l'économie tout entière. Les accords commerciaux doivent tenir compte que l'existence d'une marge de manœuvre suffisante constitue une nécessité impérieuse pour les pays en développement. Dans un autre registre, nous avons dit une fois encore qu'il fallait mettre un terme au consensus de Washington et son système de conditionnalité et réitérer l'engagement en faveur du maintien de l'aide au développement promise aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Enfin, nous sommes convenus qu'il fallait consentir davantage d'efforts pour parvenir à la gouvernance mondiale et la cohérence des politiques nécessaires à une mondialisation plus équitable. A cet égard, nous répétons qu'il nous faut un cadre de gouvernance économique et sociale sous l'égide des Nations Unies.

En revanche, nous ne sommes pas parvenus à tomber d'accord – ce que je regrette – sur l'idée des travailleurs qui appelaient à un élargissement de la marge de manœuvre en matière budgétaire en vue du financement du Pacte mondial pour l'emploi et des plans de relance. Plutôt que les propositions du FMI relative à l'approfondissement des réformes des retraites, il faut prévoir un système d'imposition progressif propre à décourager l'évasion fiscale ou la concurrence entre pays en matière fiscale. En outre, les ressources fournies par le G20 doivent être utilisées en priorité pour financer le Pacte mon-

dial pour l'emploi. Nous appelons les dirigeants ici présents à veiller à ce qu'il en soit ainsi, comme nous invitons les organisations du système multilatéral – OMC, FMI et Banque mondiale – à travailler de concert avec l'OIT aux fins de l'application du Pacte mondial pour l'emploi.

Les travailleurs sont les premières victimes de la crise. Rien ne justifie pourtant qu'ils fassent les frais de la cupidité des autres. C'est pourquoi nous ne pouvons continuer de préconiser toujours les mêmes mesures usées, plus d'ouverture des marchés, plus de déréglementation, plus de flexibilité. Les travailleurs, c'est-à-dire les victimes, méritent mieux que cela. Nous appelons les dirigeants du système multilatéral à défendre le Pacte mondial pour l'emploi avec nous et œuvrer à nos côtés pour sa mise en œuvre. Nous espérons que, comme nous, ils s'engageront en faveur des principes qui le sous-tendent et qu'ensemble nous parviendrons à construire l'avenir meilleur auquel tous les individus peuvent prétendre de par le monde.

Le groupe des travailleurs estime que la Conférence devrait charger le Conseil d'administration de proposer un ensemble de recommandations concrètes appelant à la mise en application rapide des mesures prévues par le pacte en vue d'éviter une résurgence de la crise.

L'histoire nous jugera sans complaisance si nous n'agissons pas avec détermination et équité dans les circonstances actuelles. Ceux et celles qui perdent leur emploi aujourd'hui, qui sombrent dans la pauvreté extrême, auront beau jeu de nous mépriser si nous ne faisons rien pour améliorer leur sort. Le groupe des travailleurs est convaincu que, sur la base des valeurs que nous avons en commun et de notre ferme engagement en faveur de la justice sociale, nous pouvons et devons relever les défis qui nous attendent.

Original allemand: M. BRANDNER (Secrétaire d'Etat parlementaire, ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, Allemagne)

Au cours de ces deux dernières semaines, nous avons travaillé d'arrache-pied sur ce Pacte mondial pour l'emploi. Il est question de voir comment nous pourrions, le plus rapidement possible, relancer l'emploi en tant que riposte, face à la crise. Mais il ne s'agit pas de n'importe quels emplois. Il nous faut des emplois de bonne qualité et des emplois dignes.

Le projet du Pacte mondial pour l'emploi, je l'ai parcouru, il me paraît très bon. Je m'en félicite expressément et j'espère que tous les Membres de l'OIT mettront en œuvre ce pacte. Ce pacte montre que nous sommes unis pour saisir la chance qu'offre cette crise pour renforcer le travail décent et la protection sociale et les placer au centre des efforts nationaux et internationaux. Nous sommes unis par la volonté d'agir ensemble, main dans la main, en dépit des points de départ très différents que connaissent les partenaires sociaux et les gouvernements, compte tenu des tâches qui leur sont propres.

Cette volonté commune et forte, nous en aurons besoin tant au plan national qu'au plan international car l'expérience du passé nous montre que la reprise de l'emploi ne se fait qu'avec un certain retard après la reprise économique. Voilà pourquoi cette année-ci et l'année prochaine également nous devons nous attendre à une nouvelle hausse du chômage.

En Allemagne, depuis novembre 2008, nous avons lancé deux paquets conjoncturels en tant que réaction face à la crise. Entre autres, nous aidons les entreprises à éviter les licenciements grâce à des programmes d'allocations salariales temporaires, une sorte de prime au travail temporaire qui permet d'éviter les licenciements.

Ce programme qui était, au départ, prévu pour six mois a été prolongé de 24 mois. Cet instrument qui s'accompagne de mesures de formation intenses est très efficace et est très bien accueilli. C'est ainsi qu'au printemps de cette année nous avons pu préserver plus d'un million d'emplois, et le taux de chômage, au mois de mai, a même reculé légèrement.

Ainsi, nous concrétisons le principe qui veut qu'il vaut mieux former que licencier.

Grâce à ces mesures, nous avons obtenu une certaine cohérence politique car, outre la préservation et la promotion de l'emploi, nous avons pu soutenir le pouvoir d'achat, stimulant ainsi l'économie et la consommation.

Avec toutes ces mesures, nous voulons faire en sorte que les progrès réalisés et les progrès en cours s'agissant de l'égalité entre hommes et femmes ne soient pas remis en question. L'Organisation internationale du Travail a d'ailleurs beaucoup insisté sur l'importance de l'égalité hommes-femmes.

Mais la crise est loin d'être surmontée et il nous faut encore continuer à travailler à des mesures politiques d'aide à l'emploi et à des solutions cohérentes.

Le Pacte mondial pour l'emploi souligne que la croissance doit être marquée par la justice sociale et une mondialisation juste qui doivent accompagner la riposte. On y souligne les circonstances et les points de départ très différents d'une région à l'autre et on y souligne également que cette crise ne doit pas se faire au détriment des pays les plus pauvres.

Nous pouvons ainsi réaliser l'Agenda pour le travail décent, qui a un impact sur les politiques économique et financière. Cela permettra à ces politiques d'assumer leur responsabilité, qui est d'être au service de l'être humain.

Nous voulons une cohérence politique, une cohérence entre les Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, c'est-à-dire le FMI et la Banque mondiale. Il nous faut également veiller à la cohérence entre toutes les mesures adoptées par les Etats du monde entier pour faire face à la crise et, enfin, il nous faut veiller à la cohérence entre les différents domaines politiques, avant tout la politique sociale, la politique économique et la politique financière.

C'est grâce à la structure tripartite propre à l'OIT que le Pacte mondial pour l'emploi pourra devenir un instrument de gouvernance mondial, tant par son contenu que par ses procédures. Il permet d'ouvrir la voie vers une économie de marché social. Le Pacte mondial pour l'emploi aura, j'en suis certain, un impact durable et positif sur le monde du travail.

Original chinois: M. YIN (ministre des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, Chine)

Le sommet joue un rôle important pour nous aider à aboutir à un consensus, renforcer la confiance et améliorer la coopération entre les pays, afin de trouver une réponse à la crise financière et éviter qu'elle ne débouche sur une crise mondiale de l'emploi.

La crise financière internationale actuelle pose de nombreux défis pour l'emploi dans le monde. La Chine, le pays en développement le plus peuplé du monde, est aussi confrontée à de graves difficultés en ce qui concerne l'emploi, dans ce XXI^e siècle. Dans les efforts que nous déployons pour assurer la croissance économique, des moyens de subsistance pour la population et la stabilité sociale, l'emploi occupe une place essentielle. A cette fin, le gouvernement chinois a adopté un programme de relance pour assurer un développement rapide et continu de l'économie, en donnant la priorité à l'emploi, et a mis en œuvre une politique de l'emploi plus dynamique, afin de promouvoir la création d'emplois d'une manière globale.

Premièrement, nous augmentons la demande intérieure afin de favoriser l'emploi, un objectif important du plan de relance de 4 trillions de yuans, qui devrait générer 22 millions d'emplois sur deux ans.

Deuxièmement, nous aidons les entreprises à maintenir les emplois. Les entreprises qui sont en difficulté sont autorisées à reporter et à réduire le versement de leurs charges sociales. Pour les entreprises qui licencient peu ou pas du tout, nous subventionnons l'assurance sociale et l'emploi et apportons un soutien financier aux programmes de formation. Ces mesures devraient nous permettre de conserver 20 millions d'emplois.

Troisièmement, nous adoptons des politiques de l'emploi plus dynamiques, pour que les entreprises embauchent des chômeurs. Nous leur accordons des facilités fiscales et nous subventionnons l'assurance sociale. Pour les demandeurs d'emploi qui créent leur entreprise ou deviennent travailleurs indépendants, nous accordons des exonérations et des réductions fiscales, des garanties en matière de micro-crédit, des aides financières avec des intérêts à long terme et une formation. Nous nous employons aussi à créer davantage d'emplois dans les services publics. Nous espérons ainsi que les personnes trouveront un emploi de diverses manières dans un cadre flexible.

Quatrièmement, nous renforçons les services de la fonction publique, en fournissant un service gratuit de recherche d'emploi et de conseils, en particulier pour les universitaires, les travailleurs migrants et les habitants des villes qui ont du mal à trouver un emploi.

Cinquièmement, nous avons mis en place un programme de formation professionnelle qui vise à donner une formation ciblée, subventionnée par l'Etat, aux employés d'entreprises en difficulté, aux travailleurs migrants qui sont rentrés chez eux, aux chômeurs et aux personnes qui cherchent un emploi pour la première fois.

Sixièmement, nous favorisons le dialogue, les consultations triparties et la coopération entre les gouvernements, les employeurs et les syndicats afin de surmonter les difficultés.

Septièmement, nous améliorons le système de sécurité sociale. Nous nous employons à augmenter les contributions financières à la sécurité sociale et à étendre la couverture sociale, pour qu'un nombre plus important de personnes puisse bénéficier de la sécurité sociale de base.

Ces mesures ont commencé à porter leurs fruits. On estime que cette année, le taux de chômage en Chine sera en dessous de 4,6 pour cent. Plus de 9 millions de nouveaux emplois seront créés dans les zones urbaines; 5 millions de chômeurs vont retrouver un emploi, 1 million de personnes qui

avaient des difficultés à trouver un travail seront embauchées et 8 millions de travailleurs migrants feront l'objet d'un transfert.

En outre, 15 millions de personnes recevront une formation professionnelle particulière. Nous pensons que des emplois stables en Chine faciliteront la croissance économique et la stabilité sociale, mais contribueront aussi, dans une large mesure, à la reprise de l'économie mondiale et à la croissance de l'emploi.

La crise financière internationale pose un défi pour tous les pays. Si nous voulons la surmonter, la communauté internationale doit unir ses efforts et l'OIT doit jouer un rôle plus important.

J'apprécie la vision du Directeur général qui consiste à placer la promotion de l'emploi au cœur de la réponse des pays à la crise et de parvenir au redressement en mettant en place des politiques axées sur le travail décent.

Je souhaite faire les propositions suivantes en vue d'une action menée en coopération, visant à surmonter l'impact de la crise sur l'emploi.

Tout d'abord, il faut accorder la priorité à la stabilisation et à l'augmentation des emplois dans les stratégies de développement économique et social. L'emploi est le fondement du bien-être des personnes. La communauté internationale doit continuer à prendre toutes les mesures qui permettront de restaurer la confiance sur les marchés, promouvoir la croissance économique et stimuler l'emploi. Dans le même temps, il faut encourager et respecter les pays qui s'efforcent de mettre au point leurs propres plans de relance économique et de cerner les priorités en matière de redressement, en tenant compte des conditions nationales.

Ensuite, nous devons nous engager à maintenir l'ouverture et la coopération afin de promouvoir la croissance de l'emploi. Pour éviter que la crise financière ne devienne une crise mondiale de l'emploi, la communauté internationale doit renforcer la coopération, le dialogue et le partage des expériences, s'opposer au protectionnisme dans le commerce et faire en sorte que tout le monde y gagne en faisant preuve d'ouverture et de coopération, et créer davantage de possibilités d'emploi pour les travailleurs de tous les pays.

Il faut également renforcer les consultations et la coopération triparties entre les gouvernements, les employeurs et les syndicats. Pour venir à bout des difficultés, nous devons mettre en avant le tripartisme de l'OIT et encourager fortement les gouvernements, les entreprises et les syndicats à renforcer la coopération et le dialogue tripartites pour surmonter ensemble la crise.

Enfin, il faut prendre des mesures concrètes pour protéger les intérêts des pays en développement et favoriser un développement commun. La communauté internationale, notamment les pays développés, doit assumer plus de responsabilités et d'obligations pour aider les pays en développement à maintenir la stabilité financière, la croissance économique et la stabilité de l'emploi, en particulier. Les organisations internationales doivent prendre des mesures telles que l'assistance économique, la coopération technique et des services de consultation pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'autodéveloppement.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

J'ai l'honneur d'accueillir son Excellence Monsieur le Président Kaczyński de la République de

Pologne à la 98^e session de la Conférence internationale du Travail. Je donne la parole à Monsieur le Secrétaire général pour présenter notre illustre orateur.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
de la CONFÉRENCE

Monsieur le Président Kaczyński, c'est un grand honneur de vous accueillir à ce Sommet sur la crise mondiale de l'emploi qui coïncide avec le 90^e anniversaire de l'OIT.

Votre présence ici est hautement symbolique en raison des liens de votre pays et de vous-même avec l'OIT. Vous êtes docteur en droit du travail, ancien sénateur, membre du parlement, ministre de la Justice et maire de Varsovie. Mais, ce qui est plus important encore à nos yeux, c'est que vous avez été l'un des pionniers de la lutte pour la démocratie et que vous avez été un syndicaliste – l'un des leaders de Solidarnosc.

L'OIT et mon prédécesseur, Francis Blanchard, étaient à vos côtés lors de la naissance de Solidarnosc. Solidarnosc a non seulement illustré la contribution vitale du mouvement syndical et de l'OIT à la liberté syndicale en Pologne dans un contexte autoritaire, mais il a fait tourner le vent de l'Histoire dans toute l'Europe.

Nous n'avons pas oublié votre présence, de 1989 à 1991, aux sessions du Conseil d'administration et de la Conférence, en qualité de membre de la délégation des travailleurs de la Pologne. Soyez donc le bienvenu à nouveau!

Je suis particulièrement heureux de vous accueillir parmi nous en cette période où le Conseil d'administration du BIT se trouve sous la conduite éclairée de l'ambassadeur Rapacki. Vous avez fait de la crise mondiale actuelle et de ses conséquences sur la situation économique et sociale de la Pologne la préoccupation numéro un de votre présidence. Lors de vos récentes réunions avec le gouvernement et les partenaires sociaux ainsi que dans votre allocution au parlement, vous avez mis l'accent sur l'importance du dialogue et de la coopération. Vous avez dit, et je vous cite: «Nous ne pourrions surmonter cette crise que si nous unissons nos forces et nos idées. En cette période difficile, nous avons plus que jamais besoin de solidarité». Ce sont vos paroles.

Unir les forces, c'est exactement ce qui nous réunit ici. C'est aussi l'objectif du Pacte mondial pour l'emploi.

Monsieur le Président, nous attendons vos lumières et vos idées.

Original polonais: M. KACZYŃSKI (*Président de la République de Pologne*)

Permettez-moi, en premier lieu, de vous remercier pour l'honneur que vous me faites de m'avoir convié à m'exprimer devant cette Conférence internationale du Travail, l'année du 90^e anniversaire de la création de l'OIT.

A vrai dire, il y a de cela bien des années, j'ai participé régulièrement aux réunions de l'OIT et, pendant une période plus brève, j'ai aussi été membre adjoint du Conseil d'administration du BIT.

Je connais donc la structure de l'Organisation, je connais aussi ses tâches et c'est précisément la raison pour laquelle je suis persuadé qu'il est de la plus haute importance aujourd'hui pour l'OIT de continuer à porter ses activités toujours plus loin, mais aussi de devenir une instance au sein de la-

quelle il est possible de formuler des idées nouvelles, et ceci dans une mesure encore plus grande que par le passé. La question qui se pose est: pourquoi?

La raison principale n'est pas tant la crise que nous connaissons aujourd'hui, la crise qui s'étend au monde entier et qui est apparue en 2008, mais plutôt les circonstances particulières de cette crise.

Nous savons tous depuis longtemps que l'économie connaît des phases, des cycles, et nous avons déjà connu des crises à l'échelon national, continental ou mondial. Cela n'est pas un phénomène nouveau.

Or les raisons de la crise que nous connaissons aujourd'hui sont différentes, elles sont beaucoup plus complexes que par le passé.

Je suis bien conscient du fait que ce je dis ici n'est pas nouveau, mais je pense qu'il s'agit de choses qu'il est bon de rappeler. Rappelons que ce sont certains faits spécifiques du secteur financier international qui sont la cause de cette crise, et je pense notamment au secteur financier des pays les plus importants du monde.

Nous avons affaire à une crise de crédibilité liée au caractère fictif ou virtuel de certaines opérations du secteur financier et à la complexité extrême des produits financiers qui ont été créés par les banques. Les banques d'investissement se sont différenciées des banques de crédit, et il en a résulté une crise du marché de l'immobilier.

Cette crise a donc commencé dans le secteur financier puis s'est en quelque sorte autoentretenu. Elle n'a pas tardé à avoir des répercussions sur l'économie réelle, notamment une augmentation très importante du chômage.

Même parmi les pays riches comme ceux de l'Union européenne, certains connaissent aujourd'hui des taux de chômage qui atteignent les 18 pour cent, quoique dans d'autres pays ce taux ne dépasse pas les 3 pour cent.

Par ailleurs, nous devons garder à l'esprit le fait que chaque année, 45 millions de nouveaux travailleurs arriveront sur le marché du travail, comme l'a indiqué le Directeur général du BIT, M. Somavia, soit environ 300 millions de nouveaux venus sur le marché du travail pour les six à huit prochaines années, ce qui représente une menace considérable en termes de chômage et de crise sociale.

J'aimerais rappeler l'exposé qui a été fait par M. Somavia le 3 juin dernier à ce sujet, et demander ce que nous pouvons faire pour éviter les conséquences les plus néfastes de cette crise. Je pense qu'en sus des mesures qui ont déjà été prises, il faut revoir notre façon de voir les choses. Il faut réfléchir aux mécanismes mêmes de l'économie mondiale, qui ne sont plus les mêmes qu'il y a vingt ou trente ans.

La pensée libérale a toujours présenté un certain nombre de risques. A l'époque, les pays qui mettaient en œuvre des politiques s'éloignant de l'interventionnisme, mais aussi des mesures de protection sociale de plus en plus importantes, ont ressenti des effets négatifs: une inflation élevée associée à une absence de croissance et à une montée du chômage.

Ces théories l'ont emportée pendant une période de vingt à vingt-cinq ans mais aujourd'hui, bien que personne ne puisse en avoir la certitude, il semblerait qu'elles aient atteint leurs limites. Il faut donc trouver de nouvelles façons de voir les choses qui seront peut-être de nature mixte, qui mêleront peut-

être diverses réflexions, qui allieront diverses théories apparues au cours des dernières années tout en préservant les règles du marché libre.

Peut-être faut-il élargir la réflexion et se poser la question des meilleures réglementations pour le fonctionnement de l'économie mondiale, mais il faut reconnaître qu'une réglementation excessive n'a jamais été bénéfique. Je représente un pays qui, pendant quarante ans, a appliqué un système de contrôle de l'économie par l'Etat, et cette expérience s'est achevée par la banqueroute.

Le principe de l'économie planifiée s'est révélé inefficace et inapplicable, mais d'autre part, les règles du marché ne peuvent pas non plus être valables pour tout et pour tous.

Voilà donc quel doit être l'objet de notre réflexion. Il est essentiel de se pencher sur la situation actuelle, d'y réfléchir, de l'analyser. Tout comme l'Organisation internationale du Travail a consacré les dernières des 188 conventions qu'elle a adoptées au cours de son histoire aux structures de sécurité et de santé au travail, il faut également mener une réflexion sur les structures de l'économie mondiale.

Ces structures sont dominées aujourd'hui par des institutions qui, quels que soient par ailleurs leurs mérites, appréhendent les choses de façons différentes. Je pense ici au Fonds monétaire international et, dans une moindre mesure, à la Banque mondiale.

La question est de savoir si les modes de fonctionnement du FMI et de la Banque mondiale changeront à brève échéance. Je n'ai pas la réponse à cette question, mais je sais qu'ici, à Genève, une organisation qui emploie plus de 2 500 fonctionnaires et compte, sauf erreur de ma part, 181 Etats Membres, devrait être à l'origine de nouvelles stratégies. Je pense, bien entendu, à l'Organisation internationale du Travail, et je crois qu'elle constitue une base solide pour une nouvelle structure.

Le Pacte mondial pour l'emploi est une preuve de cette vision novatrice. L'Organisation internationale du Travail a été conçue comme une organisation de dialogue, une Organisation qui est censée unir trois parties: les employeurs, les travailleurs et les gouvernements. Cette structure tripartite, qui a été créée voilà plus de 90 ans, est toujours efficace, et pertinente, il ne saurait y avoir de doutes à cet égard.

Cependant, on ne saurait douter non plus du fait qu'une structure fondée sur la coopération entre les parties à la relation de travail, et sur des syndicats forts n'est pas aussi efficace qu'une structure fondée sur les principes d'une relation de travail individuelle, plus proche d'une relation de droit civil.

Au cours des 25 dernières années, un grand nombre de pays, y compris la Pologne – pays dont j'ai l'honneur d'être le Président –, ont dû changer leur façon de penser, s'affranchir d'un régime et s'ouvrir au monde. L'Organisation internationale du Travail nous a aidé à opérer ce changement.

Je vis dans un pays où le Code du travail comprend deux dispositions qui interdisent clairement qu'une personne puisse être contrainte de travailler dans un cadre imposé par l'employeur, que celui-ci soit une institution ou un employeur individuel. La pratique est toutefois différente. En effet, il existe des travailleurs indépendants qui travaillent pour des entreprises. Cette pratique est courante et je crois qu'elle est commune à un grand nombre de pays.

Je considère qu'il s'agit d'un problème très important de nos jours, et que, à cet égard, l'Organisation internationale du Travail, qui a déjà

adopté un grand nombre de recommandations, devrait se pencher sur ces questions, afin d'éliminer des pratiques dangereuses pour éviter le chômage. Ces pratiques devraient donc être limitées, dans toute la mesure possible. Cela est de la plus haute importance.

En ce qui concerne le temps qu'il faudra pour sortir de la crise, les prévisions diffèrent selon qu'elles concernent l'Europe, l'Amérique, l'Asie ou l'Afrique; les pays les plus grands et les plus puissants – dont l'économie influence l'économie mondiale – sont optimistes, d'autres le sont moins. En ce qui me concerne, je suis citoyen et président d'un pays qui, à ce jour, a été relativement peu touché par la crise. Certes, nous constatons une forte montée du chômage mais il reste pour l'instant moins élevé qu'à la fin des années quatre-vingt-dix ou au début des années 2000.

L'économie s'est beaucoup ralentie mais nous n'avons toujours pas de données indiquant une baisse de notre produit intérieur brut. Il est possible cependant que, cette année, notre croissance soit nulle, mais un tel résultat serait encore positif compte tenu du contexte européen et mondial. Je devrais donc m'en féliciter, mais je suis bien conscient que cette situation tient aux différences qui existent entre notre pays et les autres. En effet, l'économie polonaise est moins dépendante des exportations, ce qui, en principe, n'est pas un bon point pour l'économie. Cependant, nous sommes parvenus à éviter la crise du système financier, ce qui est un point positif. De plus, la Pologne compte un très grand nombre de petites et moyennes entreprises qui n'ont pas recours au crédit bancaire, et étaient donc en dehors du système financier. De ce fait, les PME, qui représentent 90 pour cent de l'économie polonaise, ont été peu affectées par la crise financière.

Mais une telle recette ne fonctionnerait pas à l'échelle du monde et nous devons précisément trouver des réponses globales à cette crise mondiale. J'en reviens à ce que je disais au début de ce discours: nous devons ouvrir de nouveaux horizons et réfléchir à de nouvelles structures. Je pense qu'au sein du système des Nations Unies, l'Organisation internationale du Travail dispose d'une structure fondamentale dans ce contexte.

C'est pourquoi je souhaite au Conseil d'administration – présidé pour la première fois par un ressortissant polonais – et au Directeur général, M. Somavia, plein succès dans cette tâche. Ce succès sera non seulement un succès personnel et pour l'Organisation, mais également un succès pour l'humanité toute entière dans la lutte contre ces phénomènes très graves que sont le chômage et les troubles sociaux.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Merci infiniment, Excellence, pour ces réflexions très profondes et merci d'avoir honoré la Conférence en nous rendant cette visite malgré votre emploi du temps très chargé.

Original portugais: M. FONSECA VIEIRA da SILVA (ministre du Travail et de la Solidarité sociale, Portugal)

La situation que connaît l'économie mondiale exige, sans tarder, qu'un sens profond de responsabilité soit développé par tous les acteurs et toutes les institutions.

Une simple lecture des indicateurs de croissance économique, du commerce international et du chô-

mage font voir très clairement combien nous sommes loin des débats qui ont été engagés lors des dernières conférences annuelles de l'OIT.

La crise internationale nous réunit pour diverses raisons. Au-delà de son envergure et de sa profondeur, le seul précédent possible pour la comparaison serait la Grande dépression, mais, structurellement parlant, la crise que nous traversons aujourd'hui est beaucoup plus complexe.

Premièrement, la profonde intégration des différentes composantes du système économique et, notamment, l'ampleur et la prépondérance des marchés financiers sur l'économie réelle, ont fait que la crise qui était au départ financière est devenue très rapidement et de façon durable une crise économique qui s'est promptement reflétée sur les emplois, avec des conséquences sur les dynamiques de récession que ce type de cycle bien connu, implique. Deuxièmement, l'ouverture et l'intégration des marchés au plan mondial est bien plus ample et complète que dans le passé. Des marchés mondialisés amplifient et répercutent les ondes de choc de la crise, d'une façon sans précédent par rapport à ce qui se passait encore il y a peu. C'est pourquoi, virtuellement, il n'y a pratiquement aucune région au monde qui ne soit épargnée.

Pour toutes les personnes qui se sentent concernées par les perspectives du travail décent dans le monde, la situation est extrêmement alarmante. La crise de l'emploi, qui est le résultat d'une détérioration profonde de la situation économique internationale, sape les effets que les stratégies de travail décent soutenues par des perspectives de croissance mondiale devaient produire, à savoir sortir de la pauvreté absolue des millions d'êtres humains et ouvrir de nouveaux horizons de développement.

Aujourd'hui, ces résultats, qui devaient produire des modèles acceptables de bien-être à des millions et des millions de personnes, sont vraiment mis en péril.

Dans ce sens, une convergence mondiale élargie est nécessaire, en y associant les pouvoirs publics, les acteurs économiques et du monde du travail, en vue de mettre en œuvre une action stratégique, à savoir, promouvoir la reprise économique au plan mondial et faire en sorte que l'emploi et le bien-être deviennent une partie productive et inaliénable de cette équation.

Nous devons ainsi soutenir sans réserve le Pacte mondial pour l'emploi proposé par l'Organisation internationale du Travail. Je pense que nous devons absolument, sur cette ligne, soutenir tous les efforts qui iraient dans ce sens. Ceci n'est pas une convergence facile, nous en sommes conscients.

Récemment, la réunion de l'OIT pour la région Europe, malgré la grande implication et l'importance données à ce débat, a produit des résultats bien en deçà de ce que l'on attendait. Je vous invite donc à nourrir un dialogue très étroit entre tous les acteurs économiques et sociaux, et je pense que l'OIT est l'enceinte appropriée pour ce dialogue et celui entre toutes les organisations internationales pour conjuguer leurs efforts et arriver à des stratégies communes pour lutter contre la crise.

J'insiste sur l'importance de soutenir une stratégie de récupération économique et de l'emploi, également dans le cadre du programme du travail décent, de la protection sociale et d'un développement environnemental durable.

Cette vision intégrée est vitale pour nous tous, tant pour les millions de personnes qui se trouvent

aujourd'hui dans la pauvreté absolue que pour ceux qui connaissent des situations extrêmement précaires, et qui ne sont pas bien loin du seuil de pauvreté; et ce tout aussi bien dans les pays et les régions du monde où le niveau de développement et de bien-être sont plus faibles que dans les régions plus riches de la planète où un certain nombre de personnes – une quantité non négligeable – se trouvent en situation de vulnérabilité. Il ne faut pas oublier que ce débat sur la situation économique et sociale à l'échelle mondiale est également important dans les pays plus développés. En effet, personne n'est immunisé contre la crise. Répondre au défi de l'emploi est la question centrale. La baisse des niveaux d'emploi est le résultat de la récession.

Certes, mais aujourd'hui cette crise générale constitue l'un des freins les plus sérieux à la reprise des économies et c'est la plus grande menace de recul des progrès effectués jusqu'alors dans la lutte contre la pauvreté et pour le bien-être.

C'est pour ces raisons que le dialogue social, dans ce contexte, n'est pas uniquement une valeur intrinsèque sur les marchés du travail, mais également un instrument fondamental de concertation d'intérêts, de recherche de solutions négociées et de créations d'équilibres qui soient les plus avantageux et plus durables possibles pour toutes les parties prenantes.

Dans la situation de crise que nous vivons actuellement, l'importance du dialogue social à tous les niveaux ne peut que sortir renforcée. Le coût de cette crise, en particulier sur le plan de l'emploi et de la pauvreté, nous oblige à penser que, si, certes, nous avons besoin de davantage et de meilleures réglementations financières, nous ne pouvons oublier que la compétitivité entre les économies doit être façonnée selon un objectif, celui d'une croissance plus solide, équitable et durable, qui soit orientée vers l'emploi et qui garantisse des minima sociaux.

C'est cela que l'époque exige de nous et c'est là notre mission, une mission que nous devons porter bien haut à l'occasion de notre rencontre dans l'enceinte de l'OIT. C'est cela le fondement du Pacte mondial pour l'emploi proposé par l'OIT et nous devons soutenir sans réserve tous les efforts qui iraient dans ce sens. Ceci n'est pas une convergence facile, nous en sommes conscients. Nous en avons fait l'expérience récemment dans la réunion régionale européenne de l'OIT, où, malgré la grande implication et l'importance données aux débats, répondre aux attentes qui en découlaient s'est avéré extrêmement difficile.

Original anglais: M. KUDATGOBILIK (employeur, Turquie)

Permettez-moi en premier lieu de vous saluer, à titre personnel ainsi qu'au nom de la Confédération turque des associations d'employeurs, qui est l'unique fédération représentative des employeurs turcs. Elle regroupe en effet 23 organisations d'employeurs avec quelque 9 600 entreprises qui emploient au total plus de 1 200 000 personnes.

On n'aurait sans doute guère pu trouver thème plus approprié pour la session de la Conférence internationale du Travail de cette année que la crise mondiale de l'emploi pour refléter la tempête actuelle qui secoue presque tous les pays de la planète de manière similaire.

Nous constatons des chutes considérables de la production, des revenus, des volumes des échanges internationaux et une baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises, ainsi que des prix

des denrées alimentaires et des matières premières. L'aspect le plus préoccupant est sans doute le taux de chômage qui augmente rapidement dans la quasi-totalité des pays développés et des pays émergents.

La crise mondiale a aussi touché la Turquie, au même titre que les autres économies émergentes, bien que nous soyons entrés dans cette ère de troubles financiers avec un niveau de régulation du secteur financier adéquat.

En Turquie, l'organe de contrôle du secteur financier réalisait déjà des tests de résistance des banques depuis cinq ans. Néanmoins, le fait d'avoir un système bancaire relativement solide n'a pas protégé l'économie réelle du pays contre les bourrasques qui soufflent aujourd'hui dans toutes les directions.

Les exportations ont baissé, le taux de chômage a augmenté et nous pensons que, cette année, notre économie connaîtra une récession en termes réels.

Parallèlement aux efforts entrepris par le gouvernement pour réduire le plus possible les effets néfastes de la crise mondiale sur la production et l'emploi, neuf organisations importantes de la société civile, y compris notre confédération, ont récemment lancé une campagne pour la consommation à l'échelle du pays, avec des slogans tels que «Faire des courses pour sauver des emplois». Cette campagne, soutenue par le gouvernement, certains partis politiques d'opposition et la presse turque, a déjà attiré l'attention du public et mobilisé la population dans l'ensemble du pays.

Nous avons constaté que les mesures prises contre la crise mondiale, si l'on excepte certaines initiatives du G20 et de l'Union européenne, sont, la plupart du temps, restées à l'échelon national. Or nous sommes convaincus, en tant qu'employeurs turcs, qu'il faut combattre une crise mondiale par des mesures mondiales.

Nous pensons que l'Union européenne devrait voir en la Turquie une lueur d'espoir pour sortir de la crise. Avec l'Union douanière que nous avons conclue avec l'Union européenne en 1996, nous réalisons aujourd'hui la moitié de notre commerce extérieur avec les pays membres de l'Union.

En outre, plus de 55 pour cent des sociétés étrangères qui ont investi en Turquie viennent de l'Union européenne. Nous sommes persuadés que ces chiffres vont augmenter rapidement dès que nous serons sortis de la crise. La Turquie est membre du Conseil de sécurité de l'ONU et du G20. C'est également la sixième économie de l'Europe. C'est donc un partenaire politique et économique indispensable, avec une population jeune comptant plus de 70 millions de personnes, un emplacement géographique stratégique et des opportunités qu'elle peut offrir à l'Europe en matière de sécurité, et en particulier de sécurité de l'approvisionnement énergétique.

La Turquie a aujourd'hui un rôle vital à jouer dans sa région. C'est un partenaire important pour les Balkans, le Caucase, le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Les accords de coopération récemment conclus avec des pays africains ont montré l'influence de la Turquie sur ce vaste continent.

En bref, la Turquie est idéalement placée pour jouer le rôle d'une base de production, surtout pour nos partenaires européens sur la voie de la reprise économique. Avec l'Union européenne à l'ouest, le Caucase et l'Asie centrale à l'est et l'Afrique au sud, la Turquie offre des possibilités remarquables, et nous pensons par ailleurs que l'OIT a un rôle vi-

tal à jouer pour coordonner les efforts de lutte contre la crise à l'échelon international.

Permettez-moi, avant de conclure, de répéter que nous sommes convaincus de l'importance du système mondial. Les employeurs turcs continueront à défendre le processus de mondialisation fondé sur le système de marché et sur le secteur privé, qu'il convient de conserver tout en introduisant certaines réformes et certaines mesures de régulation.

Représentant les employeurs d'un pays qui a ratifié la plupart des conventions de l'OIT, nous sommes bien placés pour demander des conditions égales pour tous. A nos yeux, il faut concentrer les efforts sur des organisations internationales telles que l'OIT et l'OMC.

Enfin, et c'est très important, nous sommes persuadés qu'il faut combattre les tendances protectionnistes. Le libre échange doit être au cœur de notre réponse à la crise économique et nous espérons vivement pouvoir débattre de questions d'après crise lors de la prochaine session de la Conférence internationale du Travail.

Original japonais: M. KOGA (travailleur, Japon)

Pour renforcer la viabilité des initiatives, il faut affronter la situation actuelle, et pour cela, il est primordial que les politiques nationales de relance s'appuient sur le travail décent. Depuis la détérioration de la distribution du travail, les syndicats insistent depuis plusieurs années pour que le marché soit réorienté, et que l'on ne se fonde plus exclusivement sur la demande extérieure mais aussi sur la stimulation de la demande intérieure.

Malheureusement, les gouvernements n'ont pas mis en place en temps utile les politiques économiques nécessaires, et de ce fait, de nombreux employeurs ont dû procéder à des licenciements, mettant ainsi en péril les moyens d'existence de nombreux travailleurs.

Comme l'indique le rapport du Directeur général, les accords conclus au Japon en matière de stabilisation et de création d'emplois l'ont été par des organes tripartites à l'échelon national.

Ces accords entre travailleurs et employeurs à l'échelon des entreprises visaient à préserver l'emploi par diverses mesures, telles que le transfert temporaire de travailleurs en passe d'être licenciés dans d'autres sites où il y avait encore du travail.

On a beaucoup discuté durant cette session de la Conférence de la notion de partage du travail. Personnellement, je ne pense pas, que ce soit une panacée. J'ai plutôt peur que le partage du travail n'aboutisse à un partage des salaires entre travailleurs ou plutôt entre travailleurs de l'économie formelle et informelle tandis que la masse salariale demeurerait inchangée ou diminuerait.

Le partage du travail ne conduira à une situation satisfaisante pour tous (gouvernements, employeurs et travailleurs) que si l'on met en place des mesures instaurant l'égalité de traitement entre tous les travailleurs, réguliers et non réguliers, et si des mesures de protection particulières sont adoptées pour les travailleurs non réguliers.

Les politiques de relance doivent être fondées sur une distribution équitable. Sans cela, la situation des travailleurs ne fera que s'aggraver et débouchera inévitablement sur une instabilité sociale. La reprise dans de telles conditions serait compromise.

Le Pacte mondial pour l'emploi, dont nous discutons à la présente session de la Conférence doit inclure une politique visant à renforcer la protection

des travailleurs et à stimuler la demande pour favoriser la reprise économique en assurant une distribution équitable des revenus aux travailleurs.

Plus concrètement, ce type de politique doit mettre en place une politique de salaire minimal, de prestations de chômage et accorder également les ressources nécessaires aux programmes de formation, notamment en garantissant le maintien du niveau de vie pendant les périodes de formation.

Si l'on veut que les politiques mises en place permettent de surmonter la crise, il est indispensable de mener des consultations et des négociations collectives à l'échelon national mais aussi, dans les secteurs d'activité et dans les entreprises.

L'OIT est une institution tripartite unique en son genre. Le tripartisme est un cadre démocratique qui reflète l'équilibre entre le rôle de l'Etat et les voix des travailleurs et des employeurs, qui sont ensemble les moteurs de l'économie réelle.

Je considère que seul un tripartisme vigoureux permettra de surmonter cette crise mondiale, qui a été déclenchée par un processus de mondialisation déséquilibré.

Je ne doute pas que sous la conduite avisée de M. Somavia, le Directeur général et grâce à l'initiative de l'OIT, nous verrons bientôt la lumière au bout du tunnel et que nous sortirons de cette crise.

Original espagnol: M. BONOMI (gouvernement, Uruguay)

Cette Conférence est la cinquième à laquelle nous participons depuis que M. Tabaré Vazquez a assumé la présidence de la République de l'Uruguay. Nous tenterons, cette année, de dresser un bilan des actions réalisées par notre gouvernement au cours de ce mandat qui arrive à son terme, dans la mesure où à partir du 1^{er} mars de cette année un nouveau président sera élu en Uruguay.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons dû faire face à une situation peu reluisante en matière de travail. Les salaires minimums étaient alors fixés par un marché du travail profondément marqué par le chômage. Le salaire minimum national, fixé quant à lui par décret, équivalait en moyenne sous le précédent gouvernement à moins de 50 dollars par mois. Il avoisine aujourd'hui les 200 dollars par mois. La négociation collective était quasiment inexistante et la liberté syndicale régulièrement violée. La législation enfreignait parfois ouvertement les conventions internationales du travail. A titre d'exemple, nous pouvons citer le cas des travailleurs ruraux et des travailleuses domestiques qui n'étaient pas soumis à une limitation du temps de travail et ne pouvaient participer à la négociation collective au sein des Conseils de salaires. Ces organes n'étaient pas convoqués depuis 1991, et notre pays était dans la ligne de mire du système de surveillance et de contrôle de l'OIT pour non-respect de la convention n° 131.

Dans un tel contexte, les mesures que nous avons prises ont servi à nous préparer à la crise en l'abordant sous un angle différent.

Six jours à peine après avoir assumé le pouvoir, notre gouvernement a convoqué les Conseils de salaires, y compris ceux du secteur rural et du secteur domestique. Nous avons organisé trois séries de négociations, ce qui nous a permis d'obtenir des accords, dans plus de 85 pour cent des cas, par consensus. Dans les quelques cas où il a été nécessaire de voter pour fixer les salaires minimums par secteur et déterminer les augmentations salariales, nous

avons compté avec la participation, dans la moitié des cas, des employeurs et, dans l'autre moitié des cas, des travailleurs, ce qui témoigne du caractère équilibré de nos négociations.

Nous avons d'autre part au cours de notre mandat, adopté une loi de promotion de l'activité syndicale (loi sur la protection syndicale).

Notre gouvernement a également adopté toute une série de réformes législatives qui se sont avérées très utiles par la suite en matière de lutte pour l'emploi, notamment: la loi de sous-traitance, modifiée par le ministère du Travail, qui a réduit la responsabilité des entreprises, passant de solidaire à subsidiaire pour le personnel sous-traité; la loi sur les travailleurs domestiques; la loi de limitation de la journée de travail pour les travailleurs ruraux; la loi sur les migrations, qui prévoit la pénalisation du trafic et de la traite des êtres humains.

Nous affirmons, sans ambages, que notre pays a, sous ce gouvernement, vu s'installer un véritable tripartisme et un dialogue social basés sur la nécessité de négocier, mais non sur l'obligation d'arriver à un accord à tout prix.

Nous avons créé de nombreux espaces favorisant le tripartisme et le dialogue social. Nous avons ainsi mis en place un dispositif dit d'engagement national et un Conseil d'économie nationale.

Nous avons aussi assuré l'intégration tripartite d'une série d'organismes, notamment: la Commission pour l'élimination du travail des enfants, la Commission pour l'égalité entre hommes et femmes, la Commission pour la santé et la sécurité au travail, la Commission pour le classement et le regroupement des activités professionnelles, la Commission tripartite de l'industrie du bâtiment et du fonds de chômage et de retraite des travailleurs du bâtiment, la Commission tripartite du secteur métallurgique et naval, la Commission tripartite de l'industrie laitière, la Commission tripartite de l'industrie chimique et la Commission tripartite pour la réglementation de la convention n° 184 sur le dialogue social. Nous pourrions citer bien d'autres organismes, comme ceux concernant le travail des policiers ou ceux portant sur le travail informel.

Beaucoup de ces commissions ont permis l'adoption de lois et décrets. Le dernier exemple en date est le projet de loi sur le harcèlement sexuel, approuvé il y a trois jours à l'unanimité par le sénat. Ce projet est issu d'un accord obtenu par consensus au sein de la Commission tripartite sur l'égalité des chances et de traitement dans l'emploi.

Il faut souligner que ces débats tripartites ont, bien sûr, parfois donné lieu à des désaccords plus ou moins importants. L'un des désaccords les plus importants auquel nous ayons été confrontés est celui portant sur un projet de loi sur la négociation collective. Le secteur employeur a décidé unilatéralement de se retirer de la table des négociations et est allé remettre durement en question, dans les médias, certains éléments du projet en cours de négociation.

Le projet en question vise à articuler trois niveaux de négociation différents: le premier niveau portant sur la détermination du salaire minimum national minimum fixé par décret après consultation des parties; le deuxième niveau, concernant la négociation par programme de travail tripartite, basé sur la loi sur les Conseils de salaires de 1943, actualise la législation et prévoit que les salaires minimums par secteur et les augmentations salariales soient fixés via ce mécanisme. Il prévoit également, comme cela

est habituel dans notre pays, que lorsqu'un accord est obtenu entre les parties, sans intervention du gouvernement, ce qui est prévu dans l'accord soit automatiquement inclus dans les conditions de travail; le troisième niveau de négociation, prévoyant la négociation bipartite au sein des entreprises pour résoudre toutes les questions qui ne sont pas résolues par les Conseils de salaires, comme les programmes de production, les programmes de santé et de sécurité au travail, les plans de formation professionnelle et de stimulation de la production, etc.

Telles sont certaines des mesures que notre gouvernement a pu prendre au cours de son mandat. Nous espérons pouvoir consolider et renforcer nos politiques et les principes que nous défendons au cours des prochaines années dans le cadre d'un engagement mondial en faveur de l'emploi.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

C'est pour moi un privilège d'accueillir chaleureusement à la 98^e session de la Conférence internationale du Travail son Excellence Madame la Présidente Halonen et de la remercier de nous honorer de sa présence.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général de la Conférence qui va nous présenter notre oratrice distinguée.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Madame la Présidente, chère amie, c'est un grand honneur que de vous souhaiter de nouveau la bienvenue à l'OIT à l'occasion du 90^e anniversaire de l'Organisation et du Sommet sur la crise mondiale de l'emploi. Pour nous, vous faites partie de la famille.

Je vous remercie encore d'avoir coprésidé, il y a cinq ans, les travaux de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, auxquels vous avez donné une impulsion politique. Vous aviez présenté les conclusions de la commission, dont la proposition relative à une mondialisation juste est maintenant universellement acceptée. Merci pour vos efforts inlassables.

Votre rapport, intitulé *Une mondialisation juste: créer des opportunités pour tous*, était visionnaire. Il décrivait bon nombre des déséquilibres qui nous ont menés à la crise actuelle. Les dangers annoncés dans le rapport n'ont rien perdu de leur actualité. Il en va de même des recommandations, que nous devons réexaminer sans tarder à l'OIT.

Vous avez dit que ce rapport, auquel ont participé des personnes venues d'horizon très divers, démontrait le pouvoir de la discussion et du dialogue, et c'était certainement le cas.

Vous représentez aussi, Madame la Présidente, un pays qui a une longue tradition de prise en charge des plus vulnérables. Voilà pourquoi le Pacte mondial pour l'emploi vise à accélérer la reprise de l'emploi et à élargir la protection sociale. Votre conviction qu'il faut faire passer les gens d'abord, votre soutien indéfectible à l'Agenda du travail décent et l'engagement communicatif que vous avez pris de parvenir à une mondialisation juste nous ont tous inspirés. Je suis fier de pouvoir dire que vous avez ouvert la voie quand d'autres pensaient encore que tout allait bien dans le meilleur des mondes avec la mondialisation. Merci d'être avec nous aujourd'hui.

C'est un immense plaisir que d'être ici, une fois de plus, et de pouvoir prendre la parole à l'occasion de ce sommet.

Je tiens à remercier l'OIT pour l'attention qu'elle accorde à la situation mondiale de l'emploi. Je remercie également l'OIT pour son engagement à l'égard des questions sociales, politiques et économiques qui y sont liées, particulièrement utile dans le contexte actuel.

Il y a d'abord eu la crise financière suivie de la crise économique qui s'est propagée à une vitesse alarmante d'un pays à l'autre. Nous avons toutes les raisons de déployer des efforts sérieux pour trouver les mesures destinées à arrêter ce phénomène et réduire ses conséquences économiques et sociales. Lorsque nous envisagerons différentes solutions, nous devons veiller tant aux conséquences sur la situation actuelle qu'aux possibilités d'empêcher qu'un tel phénomène ne se reproduise à l'avenir. Les mesures nécessaires exigent aussi bien une vaste coopération qu'un leadership politique.

Les «G-teams» ont été les bienvenus pour freiner l'avalanche d'événements négatifs, mais la participation active des Nations Unies et d'autres institutions internationales est nécessaire pour parvenir aux changements qui s'imposent dans l'architecture financière et pour instaurer une éthique saine à l'échelle mondiale.

Le manque de confiance vis-à-vis des institutions financières est un grave problème. Les faiblesses des structures financières mondiales sont connues depuis fort longtemps, comme vous venez de le dire, M. Somavia. Ces faiblesses ont déjà été identifiées par la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation dès 2004. Tout s'est produit en l'espace de trois ans et nous ne pouvons pas dire que nous ne le savions pas. Bien sûr, nous le savions. Mais nous ne savions pas quand, ni comment, ni à partir de quel pays, mais nous connaissions les faiblesses du système financier.

Face à la crise actuelle, les recommandations de la commission restent, comme vous venez de le dire, valables. La crise économique a également provoqué des souffrances humaines qui peuvent mener à des troubles sociaux et politiques. Nous devons trouver les moyens de moderniser le système financier international pour qu'il remplisse les critères nécessaires de sécurité et de transparence. Il nous faut promouvoir une mondialisation plus juste qui se concentre davantage sur l'être humain et qui réponde aux besoins des travailleurs en matière d'emplois décents.

Nous devons investir dans l'éducation afin de surmonter la crise économique d'aujourd'hui. Nous devons accorder une attention toute particulière à l'égalité hommes-femmes tant au niveau de l'éducation que dans la vie professionnelle. Pour faire face aux défis de demain, nous devons rassembler toutes nos ressources et toutes nos capacités. Nous ne saurions négliger la moitié de l'humanité. Un des fondements essentiels de la société de bien-être nordique est l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie. Je pense que ce modèle est durable et est capable de se renouveler dans le contexte actuel.

Les effets dévastateurs de la crise économique et financière se font particulièrement sentir dans les pays en développement. Nous devons faire preuve

de solidarité face aux groupes les plus vulnérables et ne pas renoncer à notre engagement de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

La Finlande et les autres pays de l'Union européenne se sont engagés à réaliser l'objectif du Millénaire, qui est de consacrer 0.7 pour cent du PIB pour l'aide au développement d'ici 2015. Les pauvres de ce monde représentent une ressource humaine non utilisée. Il s'agit ici d'une forme de solidarité en vue de l'utilisation des ressources humaines. Il est important de leur offrir cette chance.

Aux fins de résoudre les problèmes d'aujourd'hui, nous n'avons pas besoin de repartir à zéro. Le Sommet des Nations Unies de 2005 a adopté le concept de mondialisation juste et d'emploi productif et décent. Le travail décent pour tous, notamment pour les femmes et les jeunes est devenu l'objectif central des programmes d'action nationaux et internationaux qui font partie intégrante de la concrétisation des objectifs du Millénaire.

La Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée l'année dernière, est la preuve d'un engagement clair pour que le travail décent devienne une réalité pour tous. La solution à la crise actuelle devra pleinement respecter cet engagement. La Finlande apporte son plein appui à l'initiative du Pacte mondial pour l'emploi qui traite des besoins immédiats des travailleurs, de leurs familles et des employeurs. Il faut que les gouvernements, les employeurs et les travailleurs coopèrent étroitement dans la mise en œuvre de cette initiative.

Je vous félicite de tout cœur et nous vous apportons notre plein appui.

La crise économique mondiale doit être surmontée mais ni la nature, ni notre planète commune, ne peuvent attendre que la situation économique s'améliore. Nous sommes face à une étape décisive dans la lutte contre les changements climatiques. Nous devons, comme l'a dit le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, déployer tous les efforts possibles afin de parvenir à un accord lors du Sommet de Copenhague sur le climat, en décembre prochain.

La Finlande, tout comme les autres pays de l'Union européenne, s'est engagée pour la période postérieure à 2012 dans un processus ambitieux. Tous les pays, les pays industrialisés et les pays en développement, les grandes économies et les autres, tous devront participer à ce vaste objectif.

Nous devrions considérer les défis économiques actuels comme un révélateur. Nous devons mettre au point des stratégies de relance économique vertes qui encouragent les innovations et le développement d'autres technologies favorables à l'environnement, et offrir les possibilités d'un bien-être économique pour nous tous à l'avenir. L'aspect positif de telles stratégies par rapport à l'objet de cette conférence, est qu'elles permettent également de créer de nouveaux emplois dans le monde entier.

Il est aussi crucial de faire participer les femmes à la lutte contre les changements climatiques ainsi qu'aux négociations visant à instaurer un nouveau modèle climatique mondial surtout dans les pays pauvres où les conséquences des changements climatiques se feront le plus durement sentir. C'est aux femmes qu'il revient d'assumer le fardeau de la vie quotidienne. Des solutions durables ne pourront être trouvées que lorsque les femmes, comme les hommes, participeront sur un pied d'égalité à la prise de décisions et à la mise en œuvre de ce modèle.

Il existe enfin des solutions pour réaliser la prospérité et garantir le développement durable à l'échelle mondiale, mais la tâche, il est vrai, est loin d'être aisée. Toutefois, nous connaissons les problèmes, et nous avons tous à notre disposition de nombreuses mesures qui peuvent améliorer la situation. Remettre les choses à demain n'améliorera pas la situation. Il est grand temps de dégager une volonté commune en faveur d'un développement durable pour le bien de l'humanité et de la nature. Je vous fais pleinement confiance.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Madame la Présidente, je vous remercie au nom de la Conférence internationale du Travail. Grâce à votre exposé, nous sommes maintenant inspirés.

Nous allons maintenant recevoir la visite de Son Excellence M. Guebuza, Président de la République du Mozambique. C'est un honneur et un privilège pour moi que de souhaiter la bienvenue à son Excellence, le Président Guebuza de la République du Mozambique. Merci, Monsieur le Président, de nous honorer de votre présence.

Je vais donner la parole au Secrétaire général afin qu'il dise quelques mots de présentation.

Original français: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Monsieur le Président, nous sommes très fiers de vous accueillir au Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi, en ce 90^e anniversaire de l'OIT. C'est un grand honneur que vous nous faites en étant parmi nous aujourd'hui.

Nous saluons votre parcours, votre engagement et votre leadership.

(L'orateur poursuit en espagnol.)

Si je puis me le permettre, je vais m'adresser à Monsieur le Président en espagnol. Nous saluons au passage le combattant de la liberté, l'artisan du dialogue et de la paix. Vous vous êtes engagé très jeune dans le combat pour la cause nationale et avez été une cheville ouvrière de la lutte pour l'indépendance de votre pays. Vous connaissez bien le prix de la liberté, pour avoir été en prison et en exil. Vous connaissez aussi le prix des traumatismes de la guerre, et vous avez joué un rôle essentiel dans les négociations de paix qui ont mis fin à seize années de guerre civile.

Monsieur le Président, au cours de votre carrière politique vous avez montré qu'un pays confronté à d'énormes défis peut néanmoins avancer, sortir de l'ornière grâce à une ferme volonté nationale.

Nous sommes tout à fait d'accord lorsque vous dites que nous avons le devoir historique de lutter contre la pauvreté et que ceci ne se fera que grâce au dialogue et à la participation de tous. Cela signifie que le rôle des employeurs et des travailleurs au sein de la société doit être reconnu.

Nous vous suivons également lorsque vous insistez sur l'importance de l'investissement public dans des initiatives locales, afin d'assurer la sécurité alimentaire et la création d'emplois dans les campagnes.

Enfin, nous sommes ici extrêmement satisfaits de pouvoir écouter un grand leader africain, un grand leader mozambicain qui a construit la paix – une paix qu'à l'Organisation internationale du Travail nous jugeons essentielle, parce que nous pensons qu'elle est le résultat de la justice sociale. Merci infiniment de nous honorer de votre présence.

Original portugais: M. GUEBUZA (Président de la République du Mozambique)

Le peuple mozambicain vous salue très chaleureusement et vous transmet ses vœux de plein succès pour cette 98^e session de la Conférence internationale du Travail.

Nous saluons l'OIT et la remercions de nous avoir invités à son 90^e anniversaire, après des années de lutte tenace et persistante au nom de la justice sociale, du progrès économique de nos peuples et de nos pays.

Nous félicitons par ailleurs, le Président de cette Conférence et les membres du Bureau, et nous vous félicitons pour votre élection à la tête des travaux de cette Conférence.

De cette tribune, nous voulons aussi remercier Monsieur le Directeur général du BIT, M. Juan Somavia. Nous le remercions de nous avoir invités à prendre la parole devant cette auguste assemblée.

Nous voulons aussi féliciter une fois encore M. Somavia pour sa réélection au gouvernail de cette prestigieuse Organisation pour un nouveau mandat.

Sa réélection, pour nous, est le témoin de la bonne opinion que les États Membres ont eu de son engagement, de ses travaux et de notre confiance en ses capacités de continuer à porter bien haut la bannière de l'OIT et ses programmes au centre des attentions du monde.

Mesdames et Messieurs, partant des synergies du modèle tripartite et en les renforçant, l'OIT, au cours de ces dernières années, a réussi à porter et maintenir à l'ordre du jour de la communauté internationale la question du travail décent dans le cadre de la promotion et de la protection des droits de l'homme qui sont consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, texte qui, en décembre dernier, a fêté ses 60 ans.

Et c'est par l'application de ces droits que l'OIT s'est également affirmée, d'une manière très active et clairvoyante, comme une organisation engagée à favoriser des programmes de prévention de la lutte contre le VIH/sida dans le monde du travail, en élaborant des politiques et des stratégies de promotion du travail décent et de la justice sociale. Dans le même contexte s'intègre son engagement pour le renforcement du modèle tripartite, qui va, à titre d'incitation au dialogue, renforcer la confiance entre les partenaires, mobiliser les parties pour qu'elles se consacrent, de façon encore plus désintéressée, au développement durable de leur pays et du monde entier.

Le Mozambique se félicite du programme de l'OIT. Nous sommes extrêmement fiers d'en être l'une des chevilles ouvrières, en tant qu'État Membre de l'Organisation.

Le Programme de travail est le reflet de nos politiques sociales et du travail, qui figurent dans notre Constitution mozambicaine, en particulier dans la loi du travail et dans la loi qui régit les relations du travail au sein de la fonction publique.

Dans ces lois, comme dans d'autres lois de notre édifice juridique, nous défendons les principes de la promotion du droit au travail et des droits des travailleurs. Et c'est dans ce domaine également qu'au Mozambique nous défendons et appliquons le principe du dialogue social tripartite, structuré par l'esprit de partenariat et mis en place dans le cadre

d'actions multisectorielles visant à promouvoir l'emploi et la formation professionnelle.

L'un de ces instruments de poids est la Stratégie nationale de l'emploi et de la formation professionnelle approuvée par le gouvernement pour la décennie 2006-2015. C'est le fruit d'un travail conjoint avec nos partenaires sociaux, et dont l'élaboration a bénéficié de l'assistance technique de l'Organisation internationale du Travail que nous remercions encore une fois pour ce soutien.

Autre élément positif: citons la loi nouvelle du travail, la loi de la protection sociale et, tout récemment, le nouveau statut général des fonctionnaires et agents de la fonction publique. Par exemple, la protection sociale est devenue beaucoup plus étendue et inclusive, et les travailleurs de la fonction publique ont pu créer un syndicat. Ceci fait partie d'autres prérogatives que le nouveau statut de fonctionnaire public a engendrées. Toutes ces actions et dispositions, dans une vaste mesure, sont le fruit du tripartisme et d'un dialogue permanent qui permet d'avancer sur la ligne des objectifs de la politique sociale.

Et dans le cadre du renforcement du partenariat, le dialogue tripartite se consolide au Mozambique, en particulier avec des sessions de travail dans lesquelles le gouvernement, les employeurs et les syndicats s'assoient à la même table pour faire un bilan des performances économiques et pour décider d'une série de principes qui permettront d'améliorer les indices de performance et de perfectionner les mécanismes de partage juste et durable des résultats de l'économie nationale.

La Conférence annuelle du secteur privé fait se rencontrer les gouvernements et les entrepreneurs afin de faire un bilan des plans mis en place l'année précédente et assurer ainsi une amélioration du secteur des affaires au Mozambique.

Cela fait dix ans que nous fonctionnons ainsi et cela montre bien que c'est un instrument tout à fait pertinent et de grande valeur qui approfondit le dialogue et la construction de consensus entre les parties pour la prise de décision.

Avec cet ensemble de politiques et de pratiques législatives, nous avons réussi à offrir davantage de possibilités et de souplesse sur le marché du travail.

Nous avons créé des conditions qui nous permettent d'améliorer en permanence les services aux citoyens de l'administration du travail et nous avons renforcé les bases d'une croissance économique ouverte et inclusive, qui se fondent sur des principes de partenariat qui favorisent tous les acteurs du monde social. Ces mesures ont des impacts sur l'attrait d'investissements, sur la création de nouveaux emplois, sur l'amélioration du niveau de vie de notre peuple et sur la projection de notre pays comme un terrain de multiples opportunités, potentialités, et un lieu sûr pour les investissements locaux et étrangers.

Au Mozambique, ce sont les Mozambicains qui se chargent de la lutte contre la pauvreté, avec le gouvernement à ses côtés. C'est un programme national, c'est pourquoi notre Programme quinquennal 2005-2009 joue un rôle essentiel dans la réalisation des engagements du Programme de soulagement et de réduction de la pauvreté absolue (PARPA) et des objectifs du Millénaire pour le développement.

Ces deux plans sont soutenus par un partenariat très solide composé de différentes organisations de la société civile, d'employeurs et de syndicats. Dans le cadre de cette lutte contre la pauvreté, le gouver-

nement mozambicain a pris la décision très ferme de consacrer les deux tiers des ressources du budget national aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, du développement rural, des infrastructures de base, de la bonne gouvernance et de la gestion macroéconomique et financière.

Nous avons en outre adopté des mesures qui visent à stimuler le secteur privé et à accélérer la création d'un grand nombre de postes de travail allant dans le sens de la création d'opportunités d'auto-emploi.

Dans le cadre du développement rural intégré, nous avons défini les zones rurales comme étant nos pôles de développement; les conseils consultatifs, à différents niveaux, comme étant des mécanismes de coordination de ce développement; la décentralisation des ressources humaines, financières et matérielles comme étant un facteur dynamisant pour la mise en œuvre rapide de ces décisions.

Dans les zones rurales réside la majorité de notre population et c'est là qu'on trouve aussi l'essentiel de nos ressources naturelles. Cependant, c'est dans les zones rurales que la pauvreté est la plus accentuée et que la plupart de ses manifestations, telles que la faim et les maladies endémiques, se ressentent de façon plus aiguë.

La décision de créer des conseils consultatifs, qui sont des organes constitués par des citoyens, élus locaux choisis en fonction de leur vie exemplaire, de leur intégrité, de leur crédibilité vise à changer les paradigmes de développement. Notre perspective est d'assurer, par le biais de ces organes, que les bénéficiaires de nos actions pour le développement participent activement à la prise de décision qui précède toute application des programmes et projets déterminés.

Pour nous, la création du bien-être et d'un niveau de vie correct est aussi importante que tout l'ensemble du processus qui nous amène à cette fin et si, à travers les conseils consultatifs, nous accordons une attention toute particulière aux besoins des bénéficiaires, nous faisons tout pour qu'ils comprennent et participent à l'identification des problèmes et des opportunités, et qu'ils contribuent à la recherche de solutions et à l'application des ressources mises à leur disposition pour permettre le développement local.

Les bénéficiaires sont ainsi appelés à ériger des priorités entre les besoins locaux à la fois différents et simultanés. Le choix des priorités est un exercice très complexe et qui, dans le cas des conseils consultatifs, signifie parvenir à un consensus entre les membres.

Ainsi, dans cet exercice de définition de priorités et d'attribution et de suivi de l'utilisation des ressources, on assiste, de la part de nos compatriotes, à une grande prise de conscience de leur responsabilité vis-à-vis de la prise en charge du développement local.

Pour ce faire, ils doivent connaître leur environnement; élaborer et suivre des projets; créer une plateforme pour qu'il y ait une synergie entre les connaissances millénaires héritées de notre peuple et les expériences et connaissances nouvelles.

Un des effets directs immédiats des ressources décentralisées, que j'ai mentionné plus haut, est la création de nouveaux emplois, en insistant particulièrement sur le secteur agricole, la construction, la production de matériaux de construction, la restauration d'infrastructures publiques et privées.

Et, plus important encore, il convient de mentionner l'apparition de la capacité locale de ces nouveaux emplois d'en générer d'autres à leur tour, en générant ainsi les conditions pour que toujours plus de Mozambicains prennent part de façon active à la création de la richesse nationale.

Afin d'assurer la préparation d'un nombre maximum de Mozambicains aux nombreuses possibilités de création d'emplois, nous avons lancé le Programme intégré de la réforme de la formation professionnelle.

Ce programme a été conçu avec une participation très active des employeurs, des syndicats et d'autres organisations de la société civile.

La mise en œuvre de ce programme va permettre d'augmenter le nombre d'établissements de formation professionnelle, niveau élémentaire et supérieur. Nous espérons en faire sortir des diplômés qui stimuleront la création d'un grand nombre d'emplois, en particulier dans le milieu rural.

Le programme Vacances dans le district, encourage des étudiants à utiliser leurs vacances et les encadre afin qu'ils participent au développement rural. D'ailleurs de plus en plus de jeunes, à l'issue de cette expérience, s'établissent dans ces régions et ce processus est renforcé ultérieurement par le programme de décentralisation que nous sommes en train de mettre en œuvre.

Ces jeunes trouvent plus facilement des postes dans la fonction publique et dans le secteur privé; ce dernier répond de façon appropriée au défi lancé par le gouvernement.

Les cas les plus parlants sont le secteur de la banque, l'agro-industriel qui reçoivent des encouragements par le biais du Programme du gouvernement pour l'électrification des campagnes, la réparation des ponts et chaussées et les questions de réseau de téléphonie fixe et mobile. Toutes ces initiatives ont généré des emplois en milieu rural.

Dans le milieu urbain, nous défendons les initiatives émergentes, spontanées, naissantes des vendeurs de rue qui pourraient devenir l'objet de projets plus organisés, qui permettraient de générer de la richesse, une croissance économique et de la prospérité pour nos concitoyens.

Il y a donc des opportunités pour un partenariat très fort entre les municipalités et ses résidents, avec comme point de départ les secteurs publics, tels que la voirie, le drainage, l'assainissement des services d'hygiène, de nettoyage et le ramassage de résidus solides.

Selon cette optique, il est même possible d'imaginer des agents qui commenceraient comme vendeurs ambulants et évolueraient en passant à la catégorie de petits commerçants, et ensuite à celle d'opérateurs extrêmement importants sur le marché.

La crise financière internationale peut avoir des répercussions plus négatives encore sur le marché de l'emploi et déstabiliser nos sociétés.

Nous sommes absolument convaincus que l'Organisation internationale du Travail, dépositaire des connaissances spécialisées en matière d'emploi, saura être un pionnier de taille dans la conception de développement d'actions qui puissent réduire les impacts négatifs de la crise.

Elle dispose un immense avantage: c'est son modèle du dialogue tripartite, un ingrédient extrêmement important pour ses succès.

En outre, au-delà de son mandat de surveillance du monde du travail d'aujourd'hui, l'OIT doit, par le biais de l'action normative et des mécanismes de

contrôle et d'application des normes, s'affirmer en qualité de conscience sociale de l'humanité contre les injustices. Effectivement, l'ensemble des textes, décisions et conventions dont elle est dépositaire sont d'abord et avant tout des instruments importants pour atteindre l'objectif de la justice sociale.

Nous voudrions redire combien nous sommes reconnaissants à l'OIT et à son Directeur général pour l'appui qu'ils nous prêtent au Mozambique en matière de promotion du travail décent pour tous.

Travail décent signifie pour nous: promouvoir des salaires justes; garantir des postes de travail; sauvegarder le système d'assurance et de protection sociale des travailleurs et de leur famille.

En ce qui concerne le développement des capacités individuelles, nous garantissons l'exercice de la liberté d'expression et nous créons les conditions pour que davantage d'acteurs du développement puissent participer au processus décisionnel relatif aux questions ayant une incidence directe sur la création de la richesse nationale.

Nous sommes convaincus que, avec notre engagement total, notre abnégation, notre bonne volonté, nous pouvons tous ensemble donner à ce monde d'aujourd'hui une véritablement dimension sociale et juste, sans pauvreté et avec davantage d'emplois et une prospérité basée sur la justice sociale.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Merci, Monsieur le Président, pour ces paroles éclairées. La présente session se tient à un moment critique et ces perspectives seront particulièrement précieuses pour les importants travaux de nos participants. Merci infiniment de cette intervention.

Original russe: M. SHOKHIN (*employeur, Fédération de Russie*)

Avant tout, je voudrais vous saluer au nom de la Confédération russe des employeurs, qui est la plus importante de Russie, et qui représente une grande partie des employeurs ainsi que les deux tiers du PIB du pays.

Le monde du travail traverse une crise mondiale et celle-ci donne l'occasion à la communauté internationale de chercher à avancer tout en établissant un juste équilibre entre compétitivité et maintien des emplois. Dans tous les pays, comme en Fédération de Russie, des mesures de riposte à la crise ont été adoptées et mises en œuvre. Ces mesures doivent faire l'objet d'évaluations et de contrôles permanents afin d'être rectifiées si nécessaire. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra arriver à des mesures efficaces et productives.

Les employeurs de la Fédération de Russie estiment qu'un certain nombre d'éléments essentiels sont à prendre en compte pour mettre en place des programmes contre la crise.

Premièrement, il convient de rétablir nos systèmes financiers le plus rapidement possible. Au plan international, des accords ont d'ores et déjà été conclus pour modifier la régulation des marchés financiers internationaux. Néanmoins, il convient maintenant d'agir au niveau des marchés nationaux car ceux-ci fonctionnent selon leurs propres lois et sont parfois soutenus par des mesures protectionnistes. En conséquence, il nous faut reconnaître que les mesures prises jusqu'à présent ont parfois eu des effets négatifs. Dans notre pays, les gens gardent parfois leur argent et bien souvent, les banques ne disposent pas d'argent pour ceux qui en ont réellement besoin ou qui pourraient l'investir dans

l'économie productive. C'est la raison pour laquelle nous devons continuer à travailler sur cet aspect de la tâche qui nous attend.

Il faut également être réalistes dans notre façon d'évaluer les risques pour les emprunteurs et les investisseurs potentiels. Nous devons créer les conditions nécessaires à une situation plus prévisible sur les marchés du crédit. Cela est d'une importance capitale et constitue la première étape de notre travail.

Deuxièmement, il faut élaborer des mesures de relance internationales et plutôt que de soutenir certaines entreprises, nous devons adopter une approche globale. Bien entendu des problèmes de corruption ont émergé dans certains cas mais il est impossible de résoudre le problème dans un contexte plus large si nous nous limitons à aider certaines entreprises uniquement.

Nous devons tous œuvrer ensemble si nous souhaitons vraiment créer une économie viable et compétitive sur le long terme, nous ne devons pas adopter des solutions au coup par coup. C'est pour cela que nous, employeurs russes, pensons que des mesures de relance économique doivent être adoptées par tous. Il convient ici de prendre en compte les politiques budgétaires et d'essayer de favoriser l'investissement et la modernisation de nos processus économiques.

Sur les plans international et gouvernemental, il est important de s'assurer que nous échangeons des informations correctes. Nous pensons qu'il est souhaitable que l'OIT soutienne la position adoptée par les employeurs afin que nous ne prenions pas de mesures susceptibles d'alourdir la charge fiscale des entreprises en période de crise. En effet, le développement des entreprises est crucial et si nous souhaitons progresser dans ce domaine, il est essentiel de résoudre les problèmes qui se présentent à nous, tels que le chômage et d'éventuels mouvements sociaux.

Troisièmement, les projets d'infrastructure sont une question essentielle. Même en période de crise, il est important de maintenir les investissements publics car cela nous permettrait, dans le contexte actuel, d'accroître les possibilités d'emploi. Nous devons élaborer des projets publics ou en partenariat avec le privé. Cela est la bonne voie à suivre et vaut bien mieux que le protectionnisme, en particulier si l'on se projette sur le long terme et si l'on pense à l'après crise des économies nationales mais également de l'économie mondiale. J'aimerais souligner à cet égard que les mesures de développement des infrastructures doivent être mises en œuvre non pas seulement pour des motifs d'ordre social, mais également pour d'autres raisons au premier rang desquelles la création d'infrastructures modernes, adéquates et capables de répondre aux questions de l'avenir.

Quatrièmement, la formation constitue un autre élément essentiel. Notre économie a besoin de nouvelles recrues, des personnes dotées de compétences nouvelles et cela est valable pour la Russie comme pour le reste du monde. Il est important de saisir l'occasion que nous donne la crise pour créer une économie plus innovante. Il ne s'agit pas uniquement de créer de nouveaux emplois car nous devons nous assurer que les emplois que nous créons correspondent aux besoins du développement après la crise. Nous devons pour ce faire nous assurer que nos travailleurs soient dotés des compétences requises dans ce nouveau contexte. Nous devons

commencer à former les gens pour le monde futur. Dans cette optique et en étant conscient de la nécessité d'une compétitivité et de travailleurs hautement qualifiés, les employeurs russes sont d'ardents défenseurs d'une formation professionnelle de qualité et appropriée. Une telle approche devrait nous permettre de faire face à toute pénurie de main-d'œuvre qualifiée à l'avenir.

Il est en outre très important de reconnaître que nous ne pouvons accomplir de progrès qu'à la condition que nous accordions nos politiques économiques. Nous essayons déjà de créer des emplois, de stimuler la demande interne, de lever les obstacles administratifs et autres qui entravent la création et le développement des petites et moyennes entreprises, nous essayons de résoudre un large éventail de problèmes et nous devons faire tout cela d'une manière coordonnée et intégrée. Il ne suffit pas de s'occuper uniquement de politique économique, il convient également de se doter de mécanismes juridiques appropriés et d'établir un cadre législatif adéquat. Ainsi, les employeurs russes pensent qu'il est important de modifier notre législation, en particulier pour réduire le nombre des procédures bureaucratiques et administratives actuelles car cela gêne le développement de notre économie. En outre, nous devons bien entendu reconnaître les droits de nos travailleurs.

Quel est donc le rôle de l'OIT dans tout cela? L'OIT permet aux employeurs, aux travailleurs et aux gouvernements de s'exprimer et de dialoguer, et, en cette période de crise mondiale, son rôle ne peut être qu'accru. L'expérience de l'OIT est unique, en particulier en ce qui concerne l'Agenda du travail décent et le dialogue social.

Cette expérience doit maintenant être mise au service des systèmes bancaires et de stratégies contre la crise afin que nous puissions bâtir l'avenir auquel nous aspirons. L'influence de l'OIT peut s'accroître à l'heure où nous cherchons à élaborer des programmes pour contrer la crise dans le monde entier. Notre démarche doit être fondée sur le pragmatisme et l'universalité des activités menées par l'OIT grâce à sa structure tripartite.

L'invitation de l'OIT à participer au Pacte mondial pour l'emploi est une étape très importante à cet égard. C'est une base essentielle dans la mesure où elle jette les bases de prochains accords entre les partenaires sociaux, et à tous les niveaux.

En Russie, notre conception du dialogue social est parfaitement en accord avec les propositions émises par l'OIT, mais nous sommes également conscients de la réalité de la vie économique russe actuelle. Ainsi, en mai dernier, plusieurs recommandations ont été adoptées sur l'interaction des partenaires sociaux en période de crise. C'est là un pacte d'un genre unique dans lequel tous les partenaires sociaux œuvrent de concert pour surmonter la crise.

En conclusion, j'aimerais dire que nous sommes convaincus que les activités de l'OIT et les discussions entre ses mandants permettront d'aboutir à une stratégie de sortie de la crise, et tous ces efforts doivent être incarnés dans d'autres programmes internationaux tels que ceux du FMI, de la Banque mondiale, ou d'autres organisations telles que le G20.

Je pense que si nous œuvrons tous ensemble et faisons preuve de solidarité, nous pouvons vraiment progresser. Nous avons des raisons d'être optimistes avec la perspective du G8 en juillet, où des propositions et des recommandations pertinentes seront

émises. J'espère vraiment que celles-ci seront adoptées dans leur totalité.

M^{me} DIALLO (*travailleuse, Guinée*)

Permettez-moi tout d'abord de féliciter le Directeur général du BIT de faire suite à la décision du Conseil d'administration du BIT et d'organiser ce Sommet de l'emploi.

Nous soutenons totalement le principe du Pacte mondial pour l'emploi dont l'objectif est de rechercher les solutions à long terme de la crise sociale éminente. Nous, les travailleurs, nous attachons une importance particulière aux débats de cette conférence parce qu'ils nous donnent l'occasion d'introduire les préoccupations des travailleurs de notre région d'Afrique dans l'agenda international.

Je voudrais mentionner que le principal souci des travailleurs est que la crise financière et ses conséquences pourraient mener à une crise humanitaire dans notre région.

Nous le disons parce que les zones de choc des marchés mondiaux déclenchent déjà des faillites d'entreprises dans nos pays et cela nuira de manière disproportionnée à des millions de personnes qui souffrent déjà de l'inflation des prix des aliments et du pétrole.

Beaucoup d'économistes prévoient que la crise financière va avoir un impact à long terme sur la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. Ils expriment leurs craintes qu'une grande part des fonds qui devaient aller au développement servira à remettre en ordre le secteur de la finance. Donc la sévérité de la crise actuelle et le dommage potentiel qu'elle portera à la croissance et à la réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu pourrait remettre en cause la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Comme si cela ne suffisait pas, on nous dit que le pire est à venir si les pays riches prétextent de la crise financière pour couper l'aide et le commerce. Si l'histoire se répète, ceci est une grande inquiétude. La réduction de l'aide et du commerce signifierait que les populations des pays les plus pauvres paieraient un prix élevé pour l'imprudence des marchés financiers de l'Amérique du Nord et de l'Europe.

Je voudrais axer mon intervention sur deux points qui me tiennent à cœur, les implications de la crise sur un marché du travail peu rassurant quant à l'égalité et l'économie informelle.

Pour ce qui est de l'égalité, nous nous inquiétons sérieusement que le progrès réalisé dans ce domaine en arrive à stagner et même qu'à l'horizon il recule.

En général, le secteur portant sur l'exportation, qui dans de nombreux pays en développement est fournisseur d'emplois formels, surtout pour les femmes, fait face à une perspective de rétrécissement rapide des marchés mondiaux.

En outre, des politiques et des programmes pertinents doivent être développés pour prévenir l'érosion des droits des femmes et contribuer à réduire la pauvreté et la faim.

Parmi les éléments clés de la réponse à la crise qui sont les plus pertinents pour la protection de l'égalité, il y a entre autres, la promotion des conventions fondamentales et des autres conventions internationales de l'OIT, qui soutiennent le redressement de l'économie et de l'emploi et la réduction de l'inégalité entre hommes et femmes.

La réduction de la différence salariale entre hommes et femmes, les changements fondamentaux

dans le modèle de développement soutenu par les institutions financières internationales et l'OMC, en vue de réaliser une cohérence de la politique basée sur le travail décent ainsi que l'égalité et l'extension de la sécurité sociale et des services publics pour tous sont indispensables.

En ce qui concerne l'économie informelle, c'est la source principale d'emplois et de protection économique dans la plupart des pays en développement et il est éprouvant de soutenir la croissance en période de crise financière mondiale.

En outre, la crise menace de saper les droits des travailleurs et de leurs familles par des licenciements à grande échelle, la raréfaction des opportunités pour les nouveaux chercheurs d'emplois et la détérioration des conditions dans l'économie informelle.

Dans la plupart de nos pays, nous avons constaté des travailleurs qualifiés de l'économie formelle qui glissaient dans des activités informelles improvisées, se retrouvant dans des conditions de travail plus contraignantes.

Nous avons besoin d'un nouveau paradigme mondial, l'émergence de la crise actuelle est une manifestation claire que le néolibéralisme a échoué.

En conséquence, le Pacte mondial pour l'emploi que nous sommes en train de préparer ici, doit être une contribution pour ce changement vers un régime économique plus durable et plus équitable qui serait plus apte à réduire l'inégalité, à vaincre la pauvreté et à créer le travail décent.

Cela est en droite ligne de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable adoptée par la Conférence internationale du Travail de juin 2008.

Pour conclure, Monsieur le Président, la crise financière internationale a mis en relief le besoin pour l'OIT de s'engager avec ardeur dans le débat sur la politique macroéconomique.

Plusieurs gouvernements ont pris des mesures d'urgence pour sauver les banques et les institutions financières, cependant, ce qui a véritablement manqué dans ces efforts, c'est le besoin de maintenir et soutenir le système de protection sociale pour assister les travailleurs et leurs familles qui souffrent actuellement de pertes d'emplois et de revenus à cause de la crise dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité.

La crise actuelle, aussi douloureuse qu'elle soit, nous fournit l'occasion de corriger le déséquilibre mondial pour l'avenir des générations futures.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Au nom du bureau de la Conférence et de la Conférence elle-même, c'est un grand privilège pour moi que de souhaiter une bienvenue cordiale au Président Lula à cette assemblée générale annuelle de l'Organisation internationale du Travail.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général qui va présenter notre illustre hôte.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Monsieur le Président, c'est un très grand plaisir pour moi et un grand honneur de vous accueillir une fois de plus à l'OIT. Parallèlement à ce Sommet mondial sur la crise de l'emploi, nous célébrons le 90^e anniversaire de l'OIT.

Monsieur le Président, avant tout, je tiens à rendre hommage ici, au sein de l'OIT, au leader syndical qui a œuvré sans relâche, qui a souffert et qui a

remporté la lutte pour la liberté syndicale et la démocratie.

Je me souviens de votre première visite en juin 2003, lorsque votre gouvernement était une promesse d'espoir pour le peuple brésilien. Depuis lors, j'ai été le témoin des énormes progrès réalisés au Brésil sur les plans, par exemple, du dialogue, de divers objectifs de l'Agenda du travail décent, de la pauvreté, de l'emploi informel, du travail des enfants, du travail forcé et ainsi que de l'égalité entre les sexes et les races. Vous avez transformé l'espoir en réalité, et beaucoup de pays se sont inspirés de votre politique et, dans cette tâche, Monsieur le Président, nous sommes à vos côtés.

Chaque fois que je vous rencontre, j'apprends que de nouvelles mesures, de nouvelles initiatives, de nouvelles politiques vont être appliquées. Cela vient de se produire il y a cinq minutes, lorsque vous m'avez informé des thèmes de ces prochaines semaines et ces prochains mois.

Par conséquent, il semble important de signaler que nous venons de signer il y a quelques instants un nouvel accord de coopération pour la mise en place du Plan national pour le travail décent au Brésil, qui est animé d'un esprit tripartite très puissant. Nous sommes également à vos côtés pour la réalisation de ce plan national.

Mais j'accueille également ici le leader mondial qui représente et défend les intérêts des peuples et pays victimes d'une mondialisation injuste, qui sont encore plus fragilisés aujourd'hui par une crise causée par d'autres.

Ce sommet a pour principal objectif de définir les politiques économiques et sociales nécessaires pour affronter les conséquences immédiates de la crise mondiale par le biais du Pacte mondial pour l'emploi. C'est sur cette base qu'il faut commencer à forger une mondialisation juste et équitable.

Votre rôle de leader au sein du G20 et des Nations Unies revêt une importance décisive. Nous remercions également le G20 de nous avoir proposé de collaborer à leur prochaine réunion.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président et cher ami, je vous remercie de votre présence ici qui, indubitablement, sera fondamentale pour assurer le succès de cette Conférence.

Original portugais: M. LULA da SILVA (Président de la République fédérative du Brésil)

C'est avec émotion que je viens ici à Genève pour commémorer les 90 ans de l'OIT. C'est en effet ici que, en mai 2003, j'ai prononcé mon premier discours à une tribune des Nations Unies. À cette occasion, j'avais évoqué mon parcours dans le monde du travail en tant qu'ouvrier mécanicien, dirigeant syndical, fondateur du Parti des travailleurs et de la Centrale unique des travailleurs. J'avais, à cette occasion, souligné que le programme de l'OIT correspondait à mon programme personnel et politique.

Je tiens à féliciter l'OIT d'avoir organisé cette réunion mondiale sur la crise de l'emploi. À un moment où nous connaissons la pire récession économique mondiale depuis des décennies, il est essentiel que la communauté internationale s'unisse dans la recherche de réponses.

L'OIT est le lieu le plus adapté pour chercher des solutions coordonnées pour faire face à l'impact d'une crise qui nous touche tous. Rien que cette année, 50 millions de travailleurs pourraient perdre leur emploi. Certains essaient de faire porter le poids de la crise sur les plus faibles, et c'est là que

l'on voit le visage caché et cruel de la mondialisation. La xénophobie monte et les travailleurs migrants deviennent des boucs émissaires. Or la communauté internationale ne peut pas permettre cela.

Il y a un peu plus de deux mois, au Sommet de Londres, les dirigeants du G20 ont reconnu que la priorité ne consiste pas à sauver les banques ou les institutions financières, mais à défendre les emplois. Nous avons pris l'engagement de soutenir les pays les plus touchés, surtout les plus pauvres, afin de créer des postes de travail, de générer et de distribuer des revenus.

Au moment où tant de paradigmes volent en éclats, l'OIT représente un havre politique mais également un havre éthique et moral. Nous le voyons avec la proposition de Pacte mondial pour l'emploi soumise par le Directeur général. Là figurent des contributions importantes pour la création d'un nouveau modèle qui concentre moins les richesses, qui soit plus solidaire, plus humain et plus juste. Ce pacte peut contribuer de façon significative à la mise en œuvre d'actions réellement solidaires, à la fois aux niveaux interne et international.

Le Brésil a soutenu la participation de l'OIT au G20, et j'ai eu le plaisir, avec la Présidente M^{me} Fernández de Kirchner, d'envoyer une lettre au Premier ministre Gordon Brown pour souligner combien il importe que l'OIT participe aux débats.

Quand cette crise s'est déclenchée dans les pays riches, le Brésil était prêt à y faire face. Les politiques anticycliques que nous avons adoptées depuis 2003 ont permis d'améliorer l'emploi et les revenus des travailleurs. Nous avons créé un vaste réseau de protection sociale. Le programme «*Bolsa família*», pour ne citer que celui-là, répond aux besoins de 11 millions de familles brésiliennes et commence à s'étendre à la périphérie des zones urbaines touchées par la crise. En liant ces prestations à des engagements en matière de santé et d'éducation, le programme contient un élément important de développement humain et aide à maintenir les enfants à l'école. Contrairement à la pensée économique conservatrice, nous avons montré qu'il est possible de rendre compatibles investissements publics et programmes sociaux de grande ampleur, et équilibre macroéconomique.

Des millions de Brésiliens ont été intégrés dans le marché du travail, laissant derrière eux la faim et la pauvreté. Les Brésiliens pourvus d'un emploi dans le secteur formel sont passés de 49 pour cent du nombre total de travailleurs en 2003 à 53 pour cent en 2008. Les revenus ont augmenté, surtout chez les couches les plus pauvres de la population. Cela se reflète dans la mobilité sociale accrue. Entre 2003 et 2008, 10 millions d'emplois ont été créés dans le secteur formel; le salaire minimum réel a quant à lui augmenté de 65 pour cent.

Nous avons conjugué l'expansion de nos exportations – qui ont triplé – et la formation d'un grand marché de biens de consommation de masse. En dépit du grand impact de la crise sur le marché du travail, nous avons réussi à créer des emplois pendant les quatre premiers mois de 2009.

Tous les travaux publics et d'infrastructure du plan d'accélération de la croissance, qui prévoit des investissements à hauteur de 300 milliards de dollars, ont été maintenus. Nous avons lancé un programme pour construire un million de logements destinés principalement aux familles les plus pauvres, tout en créant des centaines de milliers de nouveaux emplois.

J'ai toujours fait le pari que la solidarité est la voie du développement social. Le Brésil souhaite partager ses expériences réussies, car il croit en la coopération Sud-Sud, il croit dans l'alliance entre ceux qui vivent des réalités semblables. Avec le soutien de l'OIT, nous renforçons notre coopération avec les pays latino-américains, les pays des Caraïbes et les pays africains en matière de protection sociale. Nous aidons le Timor oriental à élaborer sa législation en matière de prévoyance. Nous avons également aidé le Cap-Vert. Les syndicats en Angola ont bénéficié de l'enseignement à distance avec l'aide de l'OIT et du Brésil.

Nous soutenons la lutte contre le travail des enfants au Mozambique et en Haïti, et nous collaborons à l'application des conventions fondamentales de l'OIT. Ces initiatives de coopération ne sont soumises à aucune condition. Elles renforcent les connaissances et la capacité des nations qui en bénéficient à gérer elles-mêmes les résultats des projets.

Alors que cette année nous fêtons le dixième anniversaire de la convention sur les pires formes de travail des enfants, je souhaite rappeler que le Brésil a été le premier pays des Amériques à ratifier cette convention. Obliger un enfant à travailler, c'est lui dérober son avenir.

Notre condamnation du travail forcé est également exemplaire. Le travail forcé est un crime qui porte gravement atteinte à la dignité de l'homme. Pour l'éradiquer de façon définitive, nous avons pris des mesures de réinsertion et d'indemnisation des victimes, et nous poursuivons les criminels. Le Brésil a accueilli favorablement le rapport global sur le coût de la coercition et les références élogieuses qui y sont faites au gouvernement du Brésil.

Nous misons aussi sur le dialogue social pour rendre le travail plus humain. La semaine prochaine nous allons signer – travailleurs, patronat et gouvernement – un accord historique pour améliorer les conditions et les relations de travail dans le secteur de la canne à sucre. Le travail dans ce secteur va devenir beaucoup plus digne et plus sûr. La production brésilienne de biocarburants se rapprochera de plus en plus des garanties exigées par les travailleurs, par les défenseurs de l'environnement, et permettra une plus grande sécurité alimentaire.

Construire un marché du travail juste pour tous signifie également lutter contre toutes les formes de discrimination, surtout celles qui sont fondées sur la race et le sexe, et prendre en compte bien entendu les besoins des familles des travailleurs. Tous ces fronts seront reflétés dans le Plan national pour un travail décent dont je viens de signer la déclaration avec le Directeur général. Des représentants des travailleurs et des employeurs brésiliens sont ici présents, chacun reconnaissant que le plan est élaboré avec la pleine participation de la société civile.

Chers amis, lorsque je suis venu ici en 2003, j'ai dit que mon gouvernement ferait pour le monde du travail beaucoup plus que ce qui avait été fait jusque-là dans mon pays. Six ans se sont écoulés, et j'ai le plaisir de dire aujourd'hui qu'effectivement nous avons fait de grands progrès, des progrès dans la lutte contre les formes les plus inhumaines de travail, pour l'augmentation des revenus, pour l'éducation, pour le travail, pour la création d'emplois dans le secteur formel et pour la maturité du dialogue social. Je suis certain que le Brésil pourra continuer à compter sur l'OIT dans cette grande entreprise.

A propos du Conseil d'administration, je tiens à remercier l'Organisation du vote de confiance qu'elle a accordé au Brésil. Je lui souhaite plein succès dans ses travaux.

La partie formelle de mon discours est maintenant terminée. Je voudrais juste ajouter une chose: le moment que nous sommes en train de vivre est très délicat, mais il est aussi très spécial.

Nous devons apprendre à la faveur de cette crise: au lieu de nous lamenter, nous devons réfléchir; au lieu d'insulter, nous devons faire des propositions, parce que le monde a besoin de nouvelles alternatives.

Vous savez bien que, lors de la crise des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, le FMI et la Banque mondiale avaient toutes les solutions pour les pays pauvres. Or, lorsque la crise se produit aux Etats-Unis, au Japon et en Europe, ni le FMI ni la Banque mondiale n'ont la moindre proposition à faire pour la résoudre.

Les grandes banques privées qui mesurent à longueur de journée les risques que présentent le Mexique, le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay, le Pérou, l'Afrique du Sud, l'Angola et le Mozambique, toutes ces grandes banques – qui sont de si éminents spécialistes dans la mesure des risques que présentent nos pays – ne se sont pas arrêtées cinq secondes pour mesurer leurs propres risques, et ont connu la banqueroute.

L'an dernier, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, j'ai déclaré que le moment était venu de répondre aux crises par des politiques. Si le cycle de négociation de Doha n'a pas été conclu, c'est à cause de problèmes politiques. Il allait y avoir des élections aux Etats-Unis, puis en Inde, et cela n'a pas permis d'aboutir à un accord alors que nous avions déjà été très loin dans les négociations. Qu'attendions-nous du cycle de Doha? Nous voulions flexibiliser le marché agricole des pays riches pour que les pays les plus pauvres de notre planète puissent produire et vendre leurs produits à ces pays. Nous voulions que les Etats-Unis réduisent leurs subventions en tant que contribution à la capacité de production des pays plus pauvres, en particulier des pays d'Amérique latine et centrale, des Caraïbes et de certains pays d'Afrique.

Or, cela n'a pas été possible. Pendant un an, je me suis entretenu par téléphone avec presque tous les présidents. J'ai répété à l'envi que nos techniciens avaient atteint leurs limites et qu'il fallait maintenant que les dirigeants politiques prennent des décisions. Mais cela n'a pas été possible. Et, là encore, nous nous sommes arrêtés alors que nous étions sur le point d'aboutir à un accord.

Puis est venue la crise économique. Une crise économique qui a commencé alors que nous ne savions pas encore très bien de quoi il s'agissait, puisque tout a commencé avec les *subprimes* aux Etats-Unis, pour s'étendre dans une sorte de toile financière spéculative sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Ce qui est incroyable, c'est que nous, pauvres mortels, nous n'avons pas réussi à comprendre pourquoi le pétrole est passé de 30 dollars à 150 dollars le baril. Nous n'avons pas compris pourquoi les matières premières agricoles, en deux mois, ont vu doubler leur prix. Alors, les partisans des explications les plus simplistes ont dit que c'était l'éthanol du Brésil qui en était la cause, alors que le Brésil produit de l'éthanol sur 1 pour cent à peine de ses terres arables. C'est que, avec le pro-

blème des *subprimes* aux Etats-Unis, les grandes banques et les spéculateurs ont cessé de spéculer sur le pétrole sur le marché à terme, pour spéculer sur les matières premières sur ce marché. Celui qui travaille en achetant et en vendant du papier, c'est-à-dire sans rien produire, finit par faire faillite. Et c'est ce qui s'est produit.

A présent, on exige des travailleurs, des employeurs et des gouvernements, une attitude plus dure. On ne peut pas se permettre de vivre avec des paradis fiscaux, on ne peut pas continuer à vivre avec un système financier qui spéculer sur le papier, sans créer le moindre poste de travail, sans produire la moindre chaussure, la moindre chemise, la moindre cravate. Il n'est pas possible que nous ne nous rendions pas compte que plus d'un milliard d'êtres humains ont encore des difficultés simplement pour manger une fois par jour.

Le moment est venu, comme vous le faites ici, d'élaborer une proposition, de faire en sorte que le G20 l'entende, et aussi, dans chaque pays, chaque responsable politique. Il faut que cela se produise dans le cadre d'un débat à l'Assemblée générale des Nations Unies. Le chômage, qui pour l'instant n'est qu'un problème social, ne deviendra un problème politique que lorsque vous commencerez à agir, à exiger, car il n'est pas possible que le XXI^e siècle se termine comme le XX^e siècle.

Si l'être humain est né sur le continent africain, il y a quelque chose qui ne joue pas, parce que le continent africain reste un continent très pauvre malgré toutes ses richesses.

Nous avons imploré pour que les pays riches élaborent des projets de développement, et le Brésil a proposé de se joindre à eux pour faire des investissements productifs, afin que chacun puisse produire et créer des emplois, parce qu'il n'y a pas d'autre issue. Nous ne pourrions pas créer un état de bien-être social, s'il n'y a pas de production, de richesse et de travail.

Je me suis rendu, il y a peu, dans plusieurs pays d'Amérique centrale et je me suis rendu compte que l'imposition, dans certains pays, est de 9 pour cent du PIB. Dans d'autres, elle atteint 12 pour cent. Mais comprenez bien, un Etat qui n'impose qu'à hauteur de 9 pour cent n'existe pas en tant que tel. Contrairement aux pays pauvres où la charge fiscale est faible, l'OIT pourrait nous offrir, par exemple, l'imposition de la Norvège, de la Finlande, de la

Suède, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, pour que nous comprenions que les Etats qui mènent le plus une politique sociale sont précisément ceux qui ont un niveau d'imposition qui correspond au besoin de justice sociale pour leur peuple.

En d'autres termes, cette crise économique ouvre une immense perspective pour que nous puissions débattre d'absolument toutes ces questions.

Avant cette crise, souvenez-vous, il y a eu le Consensus de Washington, qui semblait être la panacée pour toute la planète; malheureusement, cela n'a pas été le cas. Puis est venu le néolibéralisme et on nous a dit que l'Etat devait assumer le moins de responsabilités possible et que le marché résoudre tous les problèmes. Nous avons bien vu que ce n'était pas le cas. Vers qui les banques se sont-elles tournées lorsque la crise a commencé à se faire sentir? Vers l'Etat. Les banques allemandes se sont tournées vers l'Etat, parce que seul l'Etat peut garantir ce que le marché n'arrive pas à faire, et a la crédibilité pour le faire.

(Applaudissements.)

Pour cette raison, je m'adresse aux dirigeants syndicaux. Je crois que c'est une occasion unique pour que vous réfléchissiez à des alternatives avec le patronat, pour que nous arrivions ensemble à changer la relation entre l'Etat et la société, et que nous puissions construire dans nos pays un monde plus juste, plus solidaire et plus humain.

Je suis Président de la République, mais dans un an et demi je serai un citoyen du monde et je continuerai à lutter pour que les choses s'améliorent, parce que le Brésil vient de donner l'exemple. Alors que les pays riches rejettent la faute sur les travailleurs migrants, cette semaine au Brésil le Congrès national a adopté, à l'initiative du gouvernement, une loi qui légalise la situation de tous les immigrants dans notre pays.

(Applaudissements.)

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Je déclare close la onzième séance de la 98^e session de la Conférence internationale du Travail et première séance du Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi.

(La séance est levée à 12 h 55.)

Douzième séance

Lundi 15 juin 2009, 14 h 40

Présidence de M. Hossain et de M. Allam

SOMMET DE L'OIT SUR LA CRISE MONDIALE DE L'EMPLOI (SUITE)

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Nous allons reprendre nos discussions consacrées au Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi.

Je donne maintenant la parole à M. Kharge, ministre du Travail et de l'Emploi de l'Inde.

Original anglais: M. KHARGE (*ministre du Travail et de l'Emploi, Inde*)

Je voudrais féliciter l'Organisation internationale du Travail pour avoir mis à l'ordre du jour la crise financière internationale et son impact sur la vie des travailleurs du monde entier. Le coût social de cette crise est essentiellement supporté par les populations innocentes.

Le Pacte mondial pour l'emploi proposé est une initiative importante pour relever ce défi planétaire. En Inde, la crise s'est avérée moins critique que dans certains pays en développement, ne serait-ce que parce que nos banques et nos institutions financières ont toutes suivi parallèlement des politiques prudentes et équilibrées. Mais les secteurs manufacturiers et des services fortement axés sur l'exportation, ont néanmoins été gravement touchés. Soucieux de l'ampleur de cette crise, qui ne cesse de s'approfondir, notre gouvernement a pris des contre-mesures conjoncturelles. Au niveau national, notre réponse a été immédiate et, comme le montre l'évolution récente, bénéfique. La banque centrale indienne a ainsi pris des mesures particulières pour injecter des liquidités dans le système bancaire. Le dispositif de relance mis en place par l'augmentation record et des dépenses du gouvernement central et l'assouplissement des règles de surveillance pour aider les secteurs des infrastructures et du logement fortement générateurs d'emplois, ont eu un effet positif.

Le gouvernement de l'Inde a également annoncé des mesures incitatives en faveur du crédit aux micro-, petites et moyennes entreprises. Ces mesures sont notamment dotées d'une facilité de 1 500 millions de dollars. Grâce à des taux d'intérêts bas, à une forte demande rurale, et en tablant sur les prévisions d'une mousson normale, nous pensons pouvoir dépasser rapidement la crise. Certains secteurs qui dépendent fortement des exportations continueront bien sûr à souffrir, mais la confiance des entreprises commence progressivement à revenir.

Notre gouvernement croit fermement aux principes du tripartisme et du dialogue social pour remédier à la crise. L'Inde a également pris des mesures en faveur de la protection des personnes les plus vulnérables, notamment en étendant la protection sociale et les indemnités chômage et en facilitant les systèmes complémentaires de formation et de protection. Ainsi, la loi relative à la garantie de l'emploi rural (NREG) au niveau national a mis en place un système important de sécurité sociale. Elle a d'ailleurs été reconnue et saluée par l'OIT. Elle va de pair avec les initiatives gouvernementales en vue de mettre sur pied un régime d'assurance-maladie sur la base d'une carte à puce gratuite pour les personnes les plus démunies du secteur informel. Il s'agit notamment de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Nous avons adopté un nouveau régime de retraite, volontaire et universel, qui offrira un dispositif de sécurité sociale de grande ampleur.

Le développement des compétences est un moyen d'action important dont l'initiative est conduite par le Premier ministre lui-même. Notre gouvernement a adopté récemment un programme national de développement des compétences dont l'objectif est de former 500 millions de personnes d'ici à 2022.

Nous avons aussi créé un réseau qui permet aux entreprises qui le souhaitent de participer au financement de toutes ces mesures.

La crise mondiale que nous sommes en train de vivre exige une coopération internationale et la réforme de l'architecture du système financier. Nous avons effectivement participé à son élaboration et attendons impatiemment d'assister le plus vite possible à son institutionnalisation.

Cette crise a des conséquences particulièrement négatives pour les travailleurs migrants. Il incombe aux partenaires sociaux de se pencher sur cet aspect afin de pouvoir proposer à ces travailleurs migrants des systèmes de sécurité sociale qui leur assurent une véritable protection.

La crise permet également de juger de la pertinence des institutions multilatérales. Le travail décent et l'emploi durable sont deux aspects décisifs pour favoriser la relance et remédier aux conséquences de cette crise. L'OIT a ici un rôle de tout premier plan à jouer pour créer les conditions d'une mondialisation équitable.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

J'ai le privilège, au nom des membres du bureau de la Conférence et au nom de la Conférence elle-

même, d'accueillir son Excellence M. Sarkozy, Président de la République française, à la 98^e session de la Conférence internationale du Travail qui marque le 90^e anniversaire de notre Organisation.

Sa présence à cette session est un honneur pour nous tous. J'invite le Secrétaire général de la Conférence à prononcer quelques paroles d'introduction.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Monsieur le Président de la République,

C'est un grand honneur de vous accueillir aujourd'hui à l'occasion du Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi.

Alors que l'Organisation internationale du Travail fête son 90^e anniversaire, votre présence souligne avec force la place de la France dans notre institution.

Tout au long de son histoire, l'OIT a pris conseil auprès de personnalités françaises remarquables, comme Léon Jouhaux, prix Nobel de la paix, Albert Thomas et, bien sûr, Francis Blanchard que je veux remercier d'être là parmi nous, comme ancien Directeur général du BIT, mais aussi Gilles de Robien, Philippe Séguin, dernier Président français du Conseil d'administration du BIT, un grand Président du Conseil d'administration. Nicolas Améline, Paul Ramadier, Alexandre Parodi, Yvon Chotard et cela continue.

Des grands noms français au niveau gouvernemental, Marc Blondel pour les travailleurs, Jean-Jacques Oechslin, Pierre Waline pour les employeurs et la liste est longue.

Au moment où cette Conférence se penche sur l'impact de la crise sur l'emploi, sur la protection sociale et sur la vie des gens, votre venue revêt une signification particulière. Chacun s'accorde à reconnaître votre rôle déterminant dans la réponse internationale à la crise, au niveau multilatéral, mais aussi dans la réflexion sur les changements nécessaires à apporter à une logique économique qui a amené à la crise et sur une nouvelle gouvernance mondiale.

Lors de votre présidence à l'Union européenne, vous avez été à l'origine du premier Sommet international sur la refonte du système financier international. Le Sommet du G20 à Washington a permis d'ouvrir la voie.

Votre action internationale a trouvé un prolongement à l'OIT dans un message personnel adressé au Conseil d'administration. Quelques jours après le Sommet de Washington, vous avez encouragé et je vous cite: «L'OIT a fait entendre sa voix dans le débat qui s'ouvre actuellement sur la définition d'une nouvelle gouvernance mondiale.»

Nous avons répondu à votre exhortation et le Conseil d'administration a émis alors une position en six points fondée sur l'Agenda du travail décent.

Vous avez aussi appelé l'OIT à faire des propositions concrètes pour que la promotion du travail décent soit au cœur des règles qui constitueront demain l'armature d'un nouvel ordre mondial.

Votre appel et votre soutien nous ont inspirés fortement. Ce sommet et le Pacte mondial pour l'emploi sont une suite logique de vos demandes. Ils se construisent dans le fil des actions que nous menons pour construire une dimension sociale de la mondialisation.

En juin 2008, cette même Conférence internationale du Travail a adopté une importante Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable. Le 10 novembre 2008, puis en mars 2009,

notre Conseil d'administration traitait longuement de la crise, appelant notamment le G20 à accorder une intention particulière aux répercussions de la crise de l'emploi. C'était aussi votre position.

Nous sommes très contents que le G20 ait pris cette position et ait encore demandé de faire quelques commentaires et quelques suggestions à ce propos.

Autant de sujets et bien d'autres sur lesquels, Monsieur le Président de la République, nous avons hâte de vous écouter.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

J'invite Son Excellence M. Sarkozy, Président de la République française, à prononcer son discours.

M. SARKOZY (*Président de la République française*)

Dans quelques jours, l'OIT fêtera le 90^e anniversaire de sa création. Si j'ai répondu à l'invitation du Directeur général, M. Somavia, dont je salue l'action exemplaire, c'est parce que je voulais rendre hommage à la plus ancienne de nos organisations internationales et au rôle qu'elle joue depuis la fin de la première guerre mondiale.

Parmi ceux qui avaient connu la guerre, ses morts, ses souffrances, se levèrent des hommes de bonne volonté qui s'écrièrent: «Plus jamais ça!».

Ils voulaient que le droit prenne le pas sur la force. Ils créèrent la Société des Nations. Ils mirent la guerre hors-la-loi.

On sait ce qu'il advint. Le Traité de Versailles, en achevant une guerre, en avait préparé une autre. Et cette nouvelle guerre fut pire que la précédente.

Du grand rêve de paix qui avait porté les espoirs d'une génération meurtrie, il ne resta à nouveau que des ruines, des larmes, des millions de morts et le souvenir de la Shoah.

De cet échec, quelque chose cependant survécut.

Les rédacteurs du Traité de Versailles avaient eu au moins raison sur un point: «La paix universelle ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale.»

Saint-Just avait eu beau proclamer qu'avec la Révolution le bonheur était devenu une idée neuve en Europe, en 1919, la guerre totale avait renvoyé aux oubliettes les idéaux de l'homme de 1789. La création de l'OIT fut la réaffirmation que l'homme devait cesser d'être regardé comme un moyen pour être reconnu comme une fin en soi. Opposer le travail comme un moyen d'accomplissement et d'émancipation au travail comme une aliénation et un asservissement, faire de la justice sociale l'une des voies de la paix, voilà ce qui fut à l'origine de la création de l'OIT.

Il a fallu la foi ardente de quelques hommes lucides et courageux, au premier rang desquels se trouve Albert Thomas, le premier Directeur du BIT. Je veux rendre hommage à cette grande figure du socialisme européen, à cet ami de Jaurès, qui toute sa vie a voulu dépasser la lutte des classes. Il pensait que «dès l'instant où les hommes se rencontraient les yeux dans les yeux et se parlaient, quelle que fût l'opposition des intérêts, un grand résultat était déjà acquis pour les ententes nécessaires».

Il installa l'OIT, la seule Organisation où aujourd'hui encore se rencontrent les représentants des Etats, ceux du patronat et ceux des salariés. Il lui donna son crédit et il inventa le dialogue social à l'échelle internationale.

Alors, d'où vient que les démocraties se soient trouvées aussi démunies face à la crise des années trente?

La réponse est simple, elle est cruelle, elle est d'actualité: Les Etats, les gouvernements, ne furent pas au rendez-vous des engagements qu'ils avaient pris. En 1925, Albert Thomas écrit: «Je cherche péniblement la route qui mène à la ratification de conventions.»

Rien ne bouge.» En 1930, il s'impatiente et s'écrie: «Si nous laissons passer les années, les dangers de conflagration apparaîtront de nouveau.»

Il avait raison. Trop peu le comprirent, et, parmi ceux qui l'avaient compris, beaucoup n'osèrent pas.

Il me revient en tant que Président de la République française de poser une question devant vous. Allons-nous tirer les leçons de l'Histoire pour qu'elle ne recommence pas, ou bien allons-nous refaire les erreurs du passé, avec des conséquences qui pourraient se révéler aussi désastreuses, alors que l'économie mondiale se trouve plongée dans une crise sans précédent depuis 1945?

Je pose cette question: Pouvons-nous attendre? Face à la misère, à la faim, au travail forcé, aux conditions de vie dégradantes dans le monde, avons-nous le droit d'attendre?

Face au réchauffement climatique, aux menaces qu'il fait peser sur la stabilité du monde et sur la survie d'une partie de l'humanité, avons-nous le droit d'attendre?

Face à l'épuisement des ressources non renouvelables, jusqu'à quand devons-nous attendre pour produire différemment, pour vivre autrement, pour développer d'autres formes d'énergie?

Face à un capitalisme financier devenu fou à force de n'être soumis à aucune règle, serait-il raisonnable d'attendre encore?

Faut-il attendre que la crise économique, financière, sociale et écologique se transforme en crise politique majeure à l'échelle planétaire, pour nous décider enfin à changer, au risque qu'il soit trop tard?

N'avons-nous pas assez attendu pour réguler une mondialisation qui, à côté de l'abondance de richesses qu'elle contribuait à créer, faisait grandir des poches de misère et de frustration?

La régulation de la mondialisation, c'est la question centrale. Le monde ne peut pas être gouverné que par la seule loi de l'offre et de la demande. La mondialisation ne peut pas être l'alibi de tous nos renoncements, politiques, intellectuels, moraux. Or c'est justement ce à quoi nous condamne l'absence de régulation mondiale.

Oserai-je ajouter que la mondialisation ne survivra pas à la loi de la jungle parce qu'il ne peut pas y avoir de liberté sans règles.

L'OIT a toujours défendu cette thèse, non sans courage, alors qu'elle était absolument à contre-courant d'une idéologie dominante puissamment ancrée dans les esprits et dans les institutions mondiales.

Dès juin 2004, Philippe Séguin, à peine élu Président du Conseil d'administration du BIT avait dit: «La priorité de l'OIT est de répondre aux besoins de régulation de la mondialisation.» C'était prémonitoire à une époque pas si lointaine où si peu de responsables dans le monde prenaient cette question au sérieux. Depuis, vous y avez répondu en partie avec la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable. Il reste à la faire entrer dans les faits, comme il reste à faire entrer dans les faits

les décisions prises par le G20 sur la régulation financière.

Tout se tient: les dumpings, qu'ils soient monétaires, sociaux ou environnementaux ne doivent pas être regardés seulement comme des distorsions de concurrence qui provoquent des manques à gagner pour les entreprises qui les subissent. Ces dumpings sont aussi à l'origine de coûts sociaux et humains considérables.

Le travail des enfants n'est pas seulement de la concurrence déloyale. Il empêche aussi les enfants d'aller à l'école et de s'instruire.

Il y a deux types de mondialisation: celle qui privilégie la croissance externe, chacun cherchant par tous les moyens à prendre les emplois et les marchés des autres, et la mondialisation qui privilégie la croissance interne, c'est-à-dire un modèle de développement dans lequel chacun produisant plus et consommant davantage contribue au développement de tous.

La première pousse à l'extrême la logique de la compétitivité à tout prix en recourant à toutes les formes de dumping, à l'écrasement du pouvoir d'achat et du niveau de vie. La deuxième s'appuie sur l'augmentation de la productivité, l'élévation du niveau de vie et, finalement, l'amélioration du bien-être. La première est conflictuelle, la deuxième est coopérative. La première oppose le progrès économique et le progrès social, la deuxième, au contraire, les lie l'un à l'autre. Tout l'enjeu d'aujourd'hui est de faire passer la mondialisation de la première logique à la seconde.

Ceux qui ne veulent rien changer – et ils sont nombreux – prétendront que mon discours est chimérique. Ma conviction est que ce qui est chimérique aujourd'hui – allons plus loin –, ce qui est irresponsable aujourd'hui, c'est de croire que la crise est une parenthèse et qu'après la crise tout pourra recommencer comme avant. Cette analyse est absolument suicidaire pour chacun et chacune d'entre nous.

Ce qui est chimérique et irresponsable, c'est de croire que ce système de spéculation, de rentes, de dumpings, qui a enfermé la mondialisation dans l'impasse dans laquelle elle se trouve, va pouvoir continuer indéfiniment, que l'on va pouvoir continuer de tout donner au capital financier et rien au travail, que les marchés financiers vont pouvoir continuer à imposer à toute l'économie leur obsession d'une rentabilité à court terme dopée par de gigantesques effets de levier d'endettement.

Ce qui est chimérique, ce qui est irresponsable, c'est de croire que les peuples du monde subiront sans rien dire les conséquences douloureuses de la crise, qu'ils ne réclameront pas plus de protection, pas plus de justice, qu'ils supporteront de nouveau comme si de rien n'était les parachutes dorés, et les gains mirobolants des spéculateurs payés par le travail des autres.

Je crois profondément qu'il y aura dans le monde qui vient une exigence de raison qui s'exprimera avec tant de force que nul ne pourra s'y soustraire.

Au nom de cette exigence de raison, il y aura des comportements indécents qui ne seront plus tolérés. Vous l'avez d'ailleurs pressenti en mettant à l'honneur la notion de travail décent.

Je le dis avec gravité et en pesant mes mots, ou nous aurons la raison ou nous aurons la révolte, ou nous aurons la justice ou nous aurons la violence, ou nous aurons des protections raisonnables ou nous aurons le protectionnisme.

Nous avons besoin de règles qui deviennent des normes et qui s'imposent à tous. Que les choses soient claires, il ne s'agit pas d'harmoniser dans le détail toutes les législations du travail. Il ne s'agit même pas d'imposer aux pays les plus pauvres les normes sociales des pays les plus riches – ce serait absurde. Mais il s'agit de mettre en place entre les nations un système de règles qui tirent tout le monde vers le haut au lieu de tirer chacun vers le bas.

Comment comprendre qu'une cinquantaine d'Etats dans le monde n'aient pas encore ratifié les huit conventions qui définissent les droits fondamentaux au travail? Mais quel monde voulons-nous? Voilà la question qu'il nous faut nous poser. La France y répond en prenant l'engagement de ratifier à très bref délai la convention sur le travail maritime et la convention-cadre sur la santé. Quand on veut que les autres fassent la même chose que soi, mieux vaut faire soi-même ce que l'on doit faire en temps et en heure.

Le problème des normes sociales et environnementales est sans doute l'un des plus difficiles. Il nous oblige à nous interroger sur ce qu'il faut bien appeler «la marchandisation du monde», c'est-à-dire l'extension progressive de la sphère marchande à toutes les activités humaines, qui a été l'une des caractéristiques majeures de la mondialisation des vingt dernières années et qui, à ce titre, a mis le droit du commerce au-dessus de tout.

Mais la santé, l'éducation, la culture, la biodiversité, le climat, voire le travail ne sont pas des marchandises comme les autres. On sait que l'énergie que la France a mise à faire valoir le respect de la diversité culturelle sera mise également à placer sur un pied d'égalité le droit de la santé, le droit du travail, le droit de l'environnement et le droit du commerce. La France mettra la même énergie à lutter contre la tentation du protectionnisme et à défendre l'idée que j'affirme du haut de cette tribune, que l'OMC ne peut pas être seule à décider de tout et que chaque institution spécialisée doit avoir sa part dans la définition des normes internationales, et par-dessus tout de leur mise en œuvre.

Il faut plus de pouvoir pour le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale du Travail pour que les normes que vous édictez ne restent pas lettres mortes. Et, lorsque nous serons parvenus à Copenhague à un accord ambitieux sur le climat, il faudra que soit créée alors une véritable organisation mondiale de l'environnement en vue de faire appliquer les engagements qui auront été pris, je l'espère, par tous.

A quoi cela sert-il de voter des normes si personne ne les respecte? La gouvernance mondiale du XX^e siècle ne peut ressembler à celle du XXI^e siècle. Nous avons donc trop attendu.

J'appelle à associer les grands pays émergents à la gouvernance. Comment peut-on espérer gouverner le monde en laissant de côté plus de la moitié de l'humanité?

J'appelle à soumettre le libre-échange à une exigence de réciprocité.

Sur ce point également, nous avons trop attendu au point de dénaturer le libre-échange et de dresser contre lui ceux qui devraient en être les plus ardents défenseurs. J'appelle donc que les interventions du FMI, de la Banque mondiale, des banques du développement, du PNUD soient soumises à une condi-

tionnalité environnementale et à une conditionnalité sociale.

Il est quand même étrange que le FMI ou la Banque mondiale viennent au secours d'un pays sans que l'on puisse lui demander de respecter des règles élémentaires en matière d'environnement, de droit du travail ou de santé publique. On ne peut pas accepter que l'aide internationale serve à encourager le travail forcé ou une pollution qui menace l'avenir de la planète.

Mais on ne peut pas aborder ce problème de la conditionnalité sociale ou environnementale sans poser la douloureuse question des politiques d'ajustement. Car on ne peut pas demander à un pays de respecter un certain nombre d'exigences sociales et lui imposer en même temps, comme on l'a trop souvent fait dans le passé, des plans d'ajustement ayant des conséquences sociales et humaines absolument désastreuses. Pour pouvoir donner des leçons, les organisations internationales doivent d'abord se les appliquer à elles-mêmes.

On ne peut pas non plus exiger des pays pauvres et des pays émergents des efforts qu'ils ne seraient pas capables d'accomplir sans ruiner définitivement leur économie et leurs possibilités de développement. Les efforts demandés doivent être raisonnables et progressifs, et à tout effort doit correspondre une aide au développement accrue. C'est dire que l'on ne pourra progresser dans l'intérêt de tous que si l'effort est partagé, que si les pays les plus avancés sont capables de partager leurs rentes et de faire preuve de solidarité. Il n'y aura aucun progrès si l'aide au développement reste au niveau où elle est et si l'aide au développement n'est pas regardée comme le complément indispensable des conditionnalités environnementales et sociales sans lesquelles la mondialisation est absolument condamnée à l'échec.

Je voudrais proposer une autre révolution dans la gouvernance mondiale pour que les normes qui sont inscrites dans les accords internationaux soient effectivement appliquées. A quoi servirait pour l'OIT de continuer à adopter des normes si celles-ci n'ont aucun caractère obligatoire? Une norme qui n'est pas obligatoire n'est pas une norme, c'est une recommandation, c'est un conseil, c'est un avis, c'est une feuille qui s'en va dans le vent. Cela ne compte pas, cela ne sert pas.

La révolution à laquelle je nous appelle repose sur l'idée que les institutions spécialisées puissent intervenir dans les litiges internationaux, notamment les litiges commerciaux, par le biais de questions préjudicielles.

Bâtissons ensemble cette nouvelle gouvernance mondiale pour que l'OIT puisse avoir son mot à dire auprès de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale, dès lors que seront en jeu les normes fondamentales que l'OIT est en charge de faire respecter. La communauté internationale ne peut être schizophrène, car c'est bien de la schizophrénie pour la communauté internationale que d'ignorer à l'OMC ou dans les institutions de Bretton Woods ce que promeut l'OIT. Et c'est le rôle de la saisine préjudicielle d'éviter que cela se produise.

Ainsi, le juge du commerce ne serait plus le seul à décider. Ainsi le droit commercial ne serait plus le seul à prévaloir. Ainsi l'OIT serait-elle obligatoirement saisie chaque fois que, dans un contentieux impliquant des Etats, une question relative au respect des droits fondamentaux du travail serait posée. Le FMI serait obligatoirement saisi quand se trou-

verait posée une question relative au dumping monétaire. La future organisation mondiale pour l'environnement serait obligatoirement saisie en matière de dumping environnemental. De la sorte, la logique marchande ne pourrait plus l'emporter sur toutes les autres, et toutes les règles deviendraient véritablement des normes que chaque institution internationale spécialisée s'appliquerait à faire respecter pour ce qui concerne son domaine de compétence.

Naturellement, on ne règlera rien si l'on ne règle pas d'abord la question du capitalisme financier, qui impose à l'économie son propre système et ses propres normes. Les réunions de Washington et de Londres resteront dans l'histoire comme des étapes décisives, à la condition que les engagements qui ont été pris soient tenus. Et dans beaucoup de domaines, il faudra aller beaucoup plus loin pour reconstruire un système financier qui finance davantage les entrepreneurs que les spéculateurs.

Il faut tout revoir: la surveillance prudentielle des banques, la réglementation des *hedge funds*, les règles comptables, les modes de rémunération. La crise nous rend de nouveau libres d'imaginer. C'est le moment d'aller le plus loin possible, ce n'est pas le moment de reculer. Nous ne pouvons pas perdre de temps! Nous sommes passés, nous le monde, au bord de la catastrophe. Faut-il prendre le risque de recommencer? Je sais bien que, dans certains milieux, dans certaines administrations – ici même peut-être –, parce que les marchés vont un peu mieux, parce que les spéculateurs se sont remis à spéculer – regardons ce qu'il se passe avec le pétrole –, il y a la tentation de réduire la portée de ce qui a été décidé. Céder à cette tentation serait une faute historique.

Je le dis à tous les chefs d'Etat et de gouvernement du G20: c'est pour chacun d'entre nous une responsabilité historique d'aller au bout de ce que nous avons entrepris. C'est une responsabilité historique de ne laisser aucun groupe de pression, aucune bureaucratie, aucun intérêt particulier y faire obstacle.

Je veux dire au Président des Etats-Unis que l'Amérique doit être la plus ambitieuse, parce que c'est la vocation de l'Amérique, parce que c'est le rôle de l'Amérique de précéder le mouvement, parce que c'est à l'Amérique de Wilson et de Roosevelt que nous devons le multilatéralisme et l'idée même d'une régulation et d'une gouvernance mondiales.

Je veux dire à tous les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne que l'Europe doit être exemplaire parce que c'est ainsi qu'elle sera la plus fidèle à ses valeurs et qu'elle aura une chance de les faire partager. Que pourrait dire au monde une Europe qui ne serait même pas capable de se doter d'une régulation et d'un régulateur européen?

Je veux dire à tous ceux qui ont peur du changement que le changement est nécessaire pour rétablir la confiance, et que le plus risqué pour le monde serait de ne pas changer.

Je veux leur dire à tous que la France veillera à ce qu'aucun débat ne soit enterré, à ce qu'aucune question ne soit éludée.

Regardez le débat sur la taxe Tobin, qui est une taxe pour freiner la spéculation. Je ne sais pas si c'est une bonne idée. Je ne sais pas si elle est applicable. Mais qui pourrait comprendre que l'on n'en débattenne même pas, et qu'avant même d'y avoir réfléchi on enterre ce débat?

Que l'on sache en tout cas que la France ne laissera pas subir à la taxe carbone le sort que l'on a fait subir par le passé au débat sur la taxation de la spéculation. Parce que la taxe carbone, c'est la condition d'une concurrence loyale et d'un effort partagé pour sauver la planète.

Je veux le dire, et il y a urgence à poser cette question et à y répondre, si l'on ne veut pas avoir à choisir demain entre le libre-échange et la lutte contre le réchauffement climatique.

La France veut porter le débat sur la réforme de la gouvernance mondiale. Elle veut porter le débat sur la réciprocité, sur la conditionnalité sociale et sur la conditionnalité environnementale.

J'appelle aussi l'attention sur la nécessité qu'il y a d'avancer sur la réforme – oserai-je dire, sur la refondation? – du système monétaire international.

Comment ne pas voir que c'est toujours le travail qui paye le premier les conséquences du désordre monétaire? Comment ne pas voir que dans la déloyauté de la concurrence mondiale, ce sont les monnaies qui jouent aujourd'hui le rôle le plus important? Il faudra bien qu'à l'avenir le G20 se saisisse aussi de cette question. Comme il faudra bien qu'il prenne davantage en compte la dimension sociale de la crise et du nouvel ordre mondial qu'il entend contribuer à construire.

J'ai plaidé pour que le Directeur général de l'OIT participe à la réunion des chefs d'Etat et des gouvernements, au même titre que le Directeur général du FMI ou le Directeur général de l'OMC. C'est une nécessité absolue à mes yeux, parce que cela témoignera que la question du travail est mise au centre de la réflexion mondiale. Je souhaite que l'OIT fasse des propositions concrètes pour mettre la promotion du travail décent au cœur des règles qui constitueront le fondement d'un ordre mondial plus respectueux de l'homme.

La crise des années trente nous enseigne qu'il ne faut pas répondre à la crise en imposant aux salariés des sacrifices si lourds que la reprise devient impossible. Aussi la France soutient-elle l'adoption par la Conférence internationale du Travail de «conclusions» sur un Pacte mondial pour l'emploi.

La France souhaite que ce Pacte mondial pour l'emploi soit discuté dans le cadre d'une «commission sur l'emploi» à laquelle l'OIT et les partenaires sociaux participeraient pour préparer le prochain sommet du G20. Je mesure que ces révolutions dans la régulation et la gouvernance mondiales exigent des ruptures dans les habitudes et les manières de pensées. Je ne sous-estime nullement les objections qu'on peut leur opposer, les craintes que mes propositions peuvent susciter.

Je sais que beaucoup de partenaires de la France ne seront pas d'emblée d'accord pour aller aussi loin, mais mon idée c'est que c'est le devoir de la France de montrer la voie et de susciter le débat. La France n'aura pas raison toute seule. Mais si on n'ouvre pas ces débats maintenant, quand la crise force tout le monde à s'interroger, quand la fera-t-on? Jamais! Cela est ma conviction absolue.

Alors, à ceux qui abordent avec méfiance la Conférence de Copenhague sur le climat, à ceux qui hésitent à donner plus de pouvoir de régulation au FMI, à ceux qui retardent sans cesse la ratification des conventions de l'OIT, à ceux qui regardent la création d'une organisation mondiale pour l'environnement comme une menace à la liberté du commerce et une entrave à la croissance écono-

mique, je veux dire que la seule chose dont ils doivent avoir peur, c'est l'immobilisme.

Le Président Roosevelt l'avait dit en 1933 aux Américains, dans son discours d'investiture: «La seule chose dont nous devons avoir peur, c'est de la peur elle-même.» Rien n'a changé. Pour sortir de la crise, pour rétablir la confiance, pour que des centaines de millions d'êtres humains puissent de nouveau regarder l'avenir comme une promesse, il faut changer de modèle de croissance. Il faut réguler la mondialisation. Nous devons nous souvenir que la démocratie, la liberté, l'ouverture, le progrès social ne sont pas des acquis irréversibles.

Je voudrais achever mon propos en citant Francis Blanchard. Il a écrit dans ses Mémoires: «Le problème n'est pas celui des fins fixées dans tant de décorations solennelles et d'agendas, mais celui de leur suivi, et des moyens que seule une forte volonté politique permettrait de mettre en œuvre dans des domaines vitaux et dans l'urgence. Des discours accompagnés d'engagements précis s'imposent pour faire sauter plusieurs verrous qui ferment les voies du développement durable.» Ainsi parlait Francis Blanchard.

Car, aujourd'hui, c'est la même question qui se pose, et je reprends ses propres mots pour rendre justice au final à l'OIT, qui a eu grand tort d'avoir raison trop tôt.

Mon message est simple. N'attendons pas pour agir qu'il soit trop tard. Quel monde laisserions-nous à nos enfants si nous n'étions même pas capables de nous mettre d'accord sur la limitation des gaz à effets de serre, sur les paradis fiscaux ou sur des principes aussi fondamentaux que la liberté syndicale, l'interdiction du travail forcé, l'abolition du travail des enfants, l'élimination des discriminations en matière d'emploi, au moins comme des objectifs qu'il nous faut nous efforcer d'atteindre?

Quelle responsabilité porterions-nous vis-à-vis des générations futures et vis-à-vis de notre propre conscience si nous devions renoncer? Vous l'avez compris, la France ne renoncera pas.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Monsieur le Président, merci de nous avoir fait part de vos réflexions et de vos visions si claires sur la crise financière mondiale et des mesures à prendre pour nous permettre d'en sortir. La Conférence internationale du Travail a écouté vos paroles très attentivement.

M^{me} GOSSELIN (sous-ministre du Travail, Canada)

C'est pour moi un plaisir de participer à la Conférence internationale du Travail et de vous exposer, au nom de la ministre du Travail du Canada, M^{me} Rona Ambrose, les mesures prises par le gouvernement du Canada pour pallier les difficultés économiques auxquelles nous sommes tous confrontés.

La Conférence internationale du Travail tombe donc à point pour que nous portions notre attention sur des mesures concrètes pour remédier aux conséquences sociales et aux problèmes d'emploi qui découlent de cette crise.

Pour contrer les effets de la crise, le gouvernement du Canada a mis en place un plan de relance économique pour ranimer la confiance de ses citoyens et investir dans la croissance durable à long terme. Il prend également soin de soutenir les travailleurs canadiens et leurs familles.

Au Canada, les mesures de relance prévues dans les budgets, qu'elles soient adoptées par le gouvernement fédéral ou les gouvernements des provinces et des territoires, sont axées sur les emplois. D'ailleurs, bon nombre des éléments du Pacte mondial pour l'emploi proposés ici figurent déjà dans le plan de relance économique du Canada.

En ces temps difficiles, le gouvernement du Canada a adopté une approche équilibrée en matière d'investissement. C'est-à-dire qu'il s'efforce de répondre aux besoins immédiats des Canadiens sans toutefois perdre de vue ses objectifs à long terme. Il fait également preuve de prudence, car il effectue, au bon moment, des investissements ciblés et temporaires.

Comme l'employabilité est l'une des principales priorités du Canada, le gouvernement investit 8,3 milliards de dollars dans la stratégie canadienne en matière de compétences et de transition afin de, non seulement répondre aujourd'hui aux besoins des travailleurs, mais également à préparer ces derniers aux emplois de demain. La stratégie prévoit un soutien du revenu pour ceux et celles qui ont travaillé dans le même secteur ou qui ont occupé le même emploi pendant de nombreuses années et qui entreprennent maintenant une formation à long terme. La portée d'un programme conçu à l'intention des travailleurs âgés a également été élargie.

Pour ce qui est de l'emploi des jeunes, les jeunes bénéficient d'une aide financière bonifiée et ont ainsi plus facilement accès aux études postsecondaires. Par ailleurs, la nouvelle subvention à l'achèvement de la formation d'apprenti vient en aide à ceux et celles qui ont choisi la voie des métiers spécialisés.

Le gouvernement a également pensé aux travailleurs et aux familles à faible revenu et à revenu moyen. En effet, il a augmenté les crédits d'impôt, prolongé la période durant laquelle les chômeurs touchent des prestations d'assurance-emploi et amélioré le programme de protection à l'intention des salariés dont l'employeur fait faillite.

Parallèlement, les investissements dans les infrastructures, y compris, les projets durables, contribueront à créer de l'emploi, et les industries en difficulté recevront le soutien dont elles ont besoin. Le gouvernement a prolongé les ententes sur le travail partagé conclues dans le cadre du régime d'assurance-emploi du Canada et en a élargi la portée. Grâce à ces investissements, les Canadiens pourront continuer à travailler malgré le ralentissement économique.

Dans un autre ordre d'idées, il ne faut pas oublier que les ministères du travail ont un rôle important à jouer en offrant un soutien aux employeurs et aux travailleurs pour les aider à faire face à la crise actuelle. Ils doivent, par exemple, rendre accessibles les services de médiation professionnelle afin d'aider les syndicats et les employeurs à trouver des solutions novatrices et éviter les arrêts de travail. Ils peuvent aussi réduire les coûts attribuables au manque de sécurité dans les milieux de travail et faire en sorte à ce que l'on continue de respecter les normes du travail.

Les dirigeants des pays membres du G20 sont bien conscients qu'il ne faut pas négliger l'aspect humain de l'actuelle crise, et ils ont exhorté l'OIT, avec la participation d'autres organismes, à évaluer les mesures déjà prises et à déterminer celles qu'il faudra envisager pour l'avenir.

Grâce à sa perspective tripartite unique, l'OIT est bien placée pour évaluer l'incidence des diverses mesures et pour diffuser les pratiques exemplaires qui mèneront à une reprise économique axée sur l'emploi. Dans le contexte de l'Agenda du travail décent et de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable adoptée en 2008, l'OIT devra s'attacher à renforcer les capacités des autorités nationales, à répondre aux défis dans les milieux de travail, à promouvoir les possibilités d'emploi, à adopter des mesures de soutien du revenu et à forger des marchés du travail inclusifs et équitables pour les hommes et les femmes.

Le Canada est fier des efforts qu'il a déployés pour faire face à la crise économique mondiale et il est prêt à collaborer avec l'OIT et les pays partenaires pour concevoir des mesures concrètes et responsables qui permettront de garantir que les entreprises et les travailleurs des quatre coins du monde sauront affronter la crise actuelle.

Original espagnol: M. GONZÁLEZ SADA (employeur, Mexique)

Nous vivons une époque difficile de pénurie pour des millions de personnes, mais également une époque d'alternatives ouvertes. Si nous adoptons cette approche et réussissons à être à la hauteur, la période difficile que nous traversons pourra devenir une ère de renouveau et nous permettre de mettre en place un développement réellement durable.

Il ne s'agit pas d'être alarmistes, mais au contraire d'assumer les défis avec lucidité, esprit d'ouverture, courage et bon sens.

Du point de vue de la Confédération patronale de la République mexicaine, en tant que représentants des employeurs mexicains, nous estimons que, dans notre pays comme dans le reste du monde, il faut emprunter un chemin à deux voies.

Cette formule s'applique à l'ensemble des entreprises quel que soit leur contexte particulier, et ne considère pas ces dernières uniquement d'un point de vue commercial, mais également comme constituant un projet de vie commun pour les travailleurs et les employeurs.

La première de ces voies correspond à la situation actuelle à laquelle devons apporter une réponse urgente. Ici, nous pensons que l'intervention du secteur public au niveau mondial et dans chaque pays est indispensable pour que les marchés récupèrent leur dynamisme. Cela relève, de fait, de la responsabilité gouvernementale.

La conjoncture que nous traversons actuellement menace la viabilité de millions d'entreprises et les emplois qu'elles créent.

Il n'y a aucune raison d'y voir un vice inhérent aux principes démocratiques et à l'économie de marché. Il faut, au contraire, mieux les utiliser. Ces principes sont, en effet, les meilleurs outils dont nous disposons pour répondre efficacement aux évolutions politiques et économiques des individus.

Nous pourrions comparer la situation à un barrage qui aurait débordé et qui ne pourrait pas être réparé uniquement par des digues ou en colmatant provisoirement des brèches. Nous devons retravailler sa structure afin qu'elle puisse nous servir pendant de nombreuses années encore. Il s'agit là de la deuxième voie, pour laquelle nous pensons que nous avons encore un long chemin à parcourir.

Nous ne pouvons pas considérer la crise de façon isolée. Il s'agit, comme en chimie, d'un élément qui réagit à un composé qui ne fonctionne pas correctement.

Au Mexique et en Amérique latine, la crise nous a pris au dépourvu en pleine période de transition. Il n'y a pas très longtemps que les principes de la démocratie et du libre-échange ont commencé à s'ancrer dans la pratique de façon solide dans nos pays.

Comme dans toute transition, les possibilités et les espoirs vont de pair avec des menaces de régression et des maux qui accompagnent les bouleversements. Il s'agit là d'un terrain fertile à l'opportunisme politique, qu'il soit de gauche ou de droite.

Aujourd'hui, le risque de populisme est particulièrement important. Nous ne devons pas nous laisser tromper par le populisme et laisser qu'il profite de la situation de crise. Nous devons libérer la démocratie et l'économie de marché des obstacles qui empêchent leur bon fonctionnement.

Si nous en sommes incapables, alors il ne faudra pas s'étonner de voir l'opportunisme populiste ou certaines idéologies qui ont déjà démontré leurs dangers et leurs limites, gagner du terrain.

À l'heure actuelle, il y a en Amérique latine un véritable débat sur toutes ces questions. En tant qu'organisation d'employeurs, nous tenons à réaffirmer notre solidarité et notre soutien aux associations sœurs qui luttent, en empruntant les voies légales, pour la défense de la démocratie et de la liberté d'entreprendre dans leur pays, comme par exemple au Venezuela.

Le Mexique ne fait pas figure d'exception. Il y a à peine trois ans, nous avons vécu une situation extrêmement complexe de polarisation, que nous n'avons pas encore entièrement surmontée. Il y a des revendications légitimes de la part des couches de population aux revenus les plus faibles qui n'ont toujours pas été résolues après des décennies.

Bien que la situation soit délicate, nos pays sont aujourd'hui mieux armés pour résister aux difficultés, notamment grâce aux avancées démocratiques et économiques. Il faut désormais non plus faire un simple pas en avant, mais un grand saut, pour consolider tous ces changements. Ceci est également valable au niveau mondial.

Nous devons rejeter le protectionnisme et le populisme et trouver un élan définitif qui nous permette par exemple de conclure une fois pour toutes les négociations du Cycle de Doha, et nous accorder ainsi sur une mondialisation plus humaine, durable et intelligente.

Il faut accorder la priorité aux petites et moyennes entreprises, encourager une éducation et une formation de qualité, ainsi que le développement technologique et l'innovation au niveau des entreprises, des syndicats et des gouvernements. Il faut voir dans les technologies écologiques une véritable opportunité pour relancer l'économie.

Les entreprises doivent miser sur l'innovation, mais également sur la responsabilité sociale. Il faut promouvoir l'emploi décent, l'état de droit et l'économie formelle, de préférence à l'économie clandestine. Il faut également s'employer à déreglementer et à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour adapter nos économies aux réalités nouvelles.

Par exemple, au lieu d'entraver l'emploi, nous devons créer un cadre juridique qui mette à profit les possibilités que nous donnent aujourd'hui les nouvelles technologies et les situations démographiques des différents pays.

Si nous n'empruntons pas cette voie, le résultat sera celui d'un retour en arrière. Nous devons nous

y opposer. Aujourd'hui, les pays, les employeurs, les travailleurs, les organisations et la société dans son ensemble doivent relever le défi qui consiste à trouver les synergies nécessaires pour consolider les bases du développement humain.

Original anglais: M. RAHMAN (employeur, Bangladesh)

En tant que citoyen de l'un des pays les moins avancés, je suis tout naturellement enclin à envisager les événements liés à la crise économique actuelle du point de vue d'un pays en développement.

Il est évident que les perspectives de croissance des pays en développement sont intimement liées à celles des pays développés.

Plusieurs études ont montré qu'après le second choc pétrolier des années soixante-dix, l'économie mondiale a connu un ralentissement qui a duré jusqu'à dans les années quatre-vingt et s'est prolongé pendant une partie des années quatre-vingt-dix.

C'est aux pays développés qu'était imputable ce ralentissement de la croissance. La croissance du PIB réel moyen par habitant dans les pays en développement était nulle. Il n'est dès lors pas étonnant que les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix aient été qualifiées par certains de «décennies perdues». Puis, pendant un certain laps de temps, la mémoire collective s'est chargée d'oublier cette époque. En effet, le début du XXI^e siècle a été marqué par une période de vigoureux essor économique dans le monde entier.

Entre 2002 et 2007, les pays en développement ont connu une croissance inégale depuis les années soixante. D'où un certain optimisme consistant à dire que l'économie mondiale était désormais «découplée», à savoir que les économies en développement et émergentes, avec à leur tête les «cinq grands» – le Brésil, la Russie, l'Inde, l'Indonésie et la Chine – viendraient à la rescousse de l'économie mondiale, même si même si la croissance du G3 (Etats-Unis, zone Euro et Japon) stagnait.

L'effondrement collectif des économies en 2008 et 2009 a eu raison de la thèse du découplage de l'économie. Le cycle conjoncturel caractérisé par une perpétuelle alternance entre expansion et récession est revenu en force.

Le sort des pays en développement dépendra en grande partie de celui des pays du G3. Nous devons éviter désormais de revenir à une situation comparable à celle des décennies perdues. Certains annoncent les bourgeons prometteurs de la croissance, mais si les pays du G3 n'arrivent pas à remettre leur économie sur les rails de la croissance, les bourgeons en question ne tarderont pas à dépérir.

Bien entendu, on a déployé des mesures d'envergure pour faire face au problème. Les dirigeants des pays développés ont consacré des billions de dollars au renflouement du système financier et des milliards encore aux plans de relance budgétaire. Ces interventions ne semblent pas suffisantes cependant compte tenu de l'ampleur des difficultés actuelles. La Banque mondiale projette ainsi que l'écart de production atteindra 6 pour cent dans les pays en développement et près de 8 pour cent dans les pays développés en 2009 et 2010. Elle table de même sur un ralentissement de l'économie mondiale de près de 3 pour cent pour 2009, et non pas de 1,7 pour cent comme estimé dans un premier temps. Les plans de relance budgétaire des principaux pays ne semblent pas à même, du fait de leur taille modeste et de la nature de leur contenu, de réduire un écart de production à ce point considé-

rable dans un laps de temps aussi limité. Un certain nombre d'économistes éminents ont appelé du reste, et cela n'a rien de surprenant, à l'adoption d'une seconde série de plans de relance devant se prolonger tout au long de 2009 et 2010.

Le système financier semble promis à un avenir plus sombre encore. L'appui massif dont il a bénéficié ne s'est pas traduit par une expansion parallèle de l'activité de crédit des banques, expansion pourtant nécessaire pour répondre aux besoins de liquidités de l'économie réelle. Ce système financier moribond nuira à la capacité des entreprises de l'économie réelle de se développer et de jouer le rôle moteur qui leur revient dans la création d'emploi.

On peut se demander pourquoi le système financier n'a pas réagi plus favorablement à l'assistance sans précédent prêtée par les pouvoirs publics. Selon deux anciennes personnalités éminentes de Wall Street, cet échec vient de ce que l'on a omis de remédier aux lacunes structurelles du système financier. En bref, le redressement économique ne se produira que lorsque les pays développés seront en mesure de corriger les failles de leur système financier et de lancer un nouveau cycle de mesures de relance adéquates. Parallèlement, ces pays doivent veiller à conserver l'ouverture de leurs marchés et ne pas céder au protectionnisme. Ils peuvent aussi venir en aide à ceux des pays en développement qui ne sont pas en mesure de lancer des initiatives globales contre la crise, même en présence d'une volonté politique adéquate, du fait d'une marge de manœuvre et d'une capacité institutionnelle insuffisantes.

De leur côté, les pays en développement ont l'obligation de veiller à ce que l'assistance et l'appui extérieurs servent véritablement à renforcer le bien-être des citoyens. En d'autres termes, ils doivent veiller à investir dans la santé, l'éducation et les infrastructures, assurer la formation et le perfectionnement professionnel de leur main-d'œuvre, prendre les mesures nécessaires à la constitution à terme d'un système de protection sociale viable, améliorer la législation du travail et renforcer la qualité de la gouvernance au sein des secteurs public et privé. C'est dans le respect de ces obligations réciproques et forts d'un engagement renouvelé en faveur de la citoyenneté mondiale que nous parviendrons à jeter les bases d'une reprise durable.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Son Excellence M^{me} Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de la République argentine, est maintenant parmi nous.

Madame la Présidente, j'ai le plaisir et l'honneur de vous saluer au nom du bureau de la 98^e session de la CIT et au nom de la Conférence elle-même. Nous avons le privilège de vous avoir parmi nous aujourd'hui et nous nous félicitons de pouvoir entendre votre point de vue sur la crise mondiale de l'emploi. J'invite Monsieur le Secrétaire général de la Conférence, M. Somavia, à prendre la parole pour quelques mots d'introduction.

Original espagnol: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Madame la Présidente, Maria Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de la République d'Argentine.

C'est un véritable plaisir personnel et un honneur pour l'Organisation de vous recevoir à nouveau à

l'OIT. Vous êtes une amie de l'OIT et nous vous remercions des paroles que vous avez prononcées à l'occasion des quatre-vingt-dix ans de l'OIT. Merci aussi de vos paroles, il y a deux ans, lorsque vous êtes venue à cette même Conférence pour expliquer comment vous pensiez que la mondialisation évoluait dans la direction que nous connaissons aujourd'hui avec cette crise. Votre vision était prémonitoire.

Vous avez servi votre pays à différents titres: députée au niveau de la province et au niveau national, sénatrice, première dame et maintenant première femme élue présidente des Argentins. J'ai eu l'honneur de participer à votre investiture.

Tout au long de votre carrière politique, vous vous êtes battue pour le respect des droits de l'homme, contre les inégalités sociales et pour la dignité du travail.

Le retour rapide à la croissance économique, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté prouvent que les politiques appliquées par le gouvernement argentin, depuis le début de la crise, à la fin de 2001, ont donné de bons résultats.

Depuis cette époque, votre exemple extraordinaire nous a montré comment faire face à des problèmes que d'autres pays rencontrent aujourd'hui. Je crois que votre expérience est une expérience dont beaucoup de pays pourront profiter. Elle s'inscrit parfaitement dans la ligne du Pacte mondial pour l'emploi que nous préparons ici.

Dans votre action, vous avez mis en avant l'importance du dialogue puisque vous avez créé le conseil économique et social.

Comme vous le savez, l'Argentine occupe aussi une place particulière dans le cœur de l'OIT pour une autre raison. Votre pays a été un pays fait œuvre de pionnier en se dotant d'un programme national de promotion du travail décent. Vous avez toujours défendu ardemment la voix de l'OIT dans les enceintes internationales, et vous avez notamment demandé notre présence au G20. Je tiens à vous remercier de la détermination avec laquelle vous avez défendu cette position. Vous savez que vous n'êtes pas seule dans cette entreprise, nous avons entendu le Président Lula et le Président Sarkozy à ce sujet, mais je tiens à souligner votre engagement personnel à cet égard.

Avant de vous donner la parole, je voudrais citer une phrase que vous avez prononcée il y a très peu de temps, lors de la célébration du 90^e anniversaire de l'OIT: «La véritable croissance économique c'est celle qui est créée par l'emploi car ce n'est pas la richesse qui crée le travail, mais le travail qui crée la richesse.»

C'est précisément la voie que nous avons choisie et c'est pourquoi nous allons vous écouter maintenant.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

J'ai maintenant l'honneur de donner la parole à Son Excellence Madame la Présidente.

*Original espagnol: M^{me} FERNÁNDEZ de KIRCHNER
(Présidente de la République argentine)*

Merci beaucoup, Monsieur le Directeur général, de ces très généreuses paroles que vous avez prononcées à mon endroit. Je voudrais rappeler que je prononçais un discours ici même, il y a très exactement deux ans et une semaine. A l'époque le monde était différent. Monsieur le Directeur général du BIT me disait que ce discours avait eu un caractère

prémonitoire quant à ce que signifierait cette crise économique mondiale, cette crise que nous vivons aujourd'hui.

En guise d'illustration, je voudrais raconter une anecdote, ce qui m'est arrivé il y a quelques jours, en tant que présidente de l'Argentine, dans mon pays, à Rosario, province de Santa Fe plus précisément.

Mon gouvernement a accordé un prêt à l'entreprise multinationale américaine General Motors installée dans cette province pour qu'elle n'ait pas à fermer son usine et que l'on puisse ainsi préserver des emplois. Si quelqu'un m'avait dit, il y a quelques années, qu'en tant que présidente de l'Argentine j'allais accorder un prêt à une multinationale d'Amérique du Nord qui, en plus, avait été étatisée cette même semaine ou presque par le premier président afro-américain des Etats-Unis, on aurait vraiment pensé que c'était du délire total. Pourtant, cette anecdote reflète très bien, dans toutes ses dimensions, les transformations qu'a connues le monde. Lorsque ces changements se sont produits, où en était mon pays, la République argentine? Mon pays, en 2008, a connu le cycle de croissance économique le plus important de ses deux cents années d'histoire. Toutefois, cette croissance n'a pas été identique à celle que nous avons déjà connue: la croissance que nous avons connue pendant les années quatre-vingt-dix, par exemple, mais qui avait été accompagnée par une destruction massive d'emplois, ou la croissance du début du XX^e siècle, lorsque nous étions devenus un pays qui exportait uniquement des matières premières, sans aucune valeur ajoutée, lorsqu'un petit cercle était riche et que le reste de la population vivait dans la pauvreté, souffrait, connaissait le chômage.

Cette croissance qui est peut-être la plus importante, comparée à d'autres cycles, se déroule dans un contexte entièrement différent, étant donné que le modèle de croissance économique qui a commencé le 25 mai 2003 a été un modèle de croissance fondée sur le travail et la production. En effet, nous pensons que l'argent ne se multiplie qu'avec la production de services ou de biens. C'est bien là un objectif que l'on avait perdu de vue pendant la mondialisation financière, et ce que j'appelle «l'apparition de l'argent électronique».

L'Argentine, en mai 2003, avait un taux de chômage de près de 25 pour cent, c'est-à-dire qu'un quart de la population économiquement active n'avait pas de travail. Les apports des travailleurs ne représentaient que 34 pour cent du PIB environ et la banque centrale avait à peine neuf milliards de dollars de réserves. Le système de prévision sociale, pendant les années quatre-vingt-dix, avait été transformé puisque l'on était passé d'un système par répartition à un système par capitalisation administré par le secteur privé.

Six ans après, fin 2008, le taux de chômage était de 7,3 pour cent. Les apports des travailleurs représentaient 43,6 pour cent du PIB. Quant à la banque centrale, elle avait plus de 46 milliards de dollars de réserves. Plus de 1 500 conventions collectives avaient été négociées et adoptées. Pour la première fois après de longues années, la négociation collective entre travailleurs et employeurs est revenue, ce qui a permis d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs et, en même temps, de développer un marché intérieur extrêmement important. De plus, le secteur formel a beaucoup progressé. En 2003, à peu près 50 pour cent des travailleurs n'étaient pas

déclarés. Ce chiffre est de 36 pour cent d'après les dernières statistiques. Nous n'avons pas encore touché au but, mais nous sommes sur la bonne voie.

Nous avons permis à deux millions de personnes de bénéficier d'un système de prévision. Ces personnes, en raison de privatisations ou d'employeurs sans scrupules, ou parce qu'elles avaient été au chômage pendant très longtemps – notre pays a connu des taux de chômage extrêmement élevés – n'avaient pas la possibilité de s'affilier à un système de prévision.

Au moyen d'un ample moratoire, nous avons fait en sorte que deux millions d'Argentins de plus soient affiliés à la sécurité sociale, l'un des réseaux les plus importants du continent, voire le plus important.

En même temps, nous avons lancé une politique de désendettement extrêmement poussée. En effet, en 2003, la dette représentait 156 pour cent environ du PIB. Aujourd'hui, ce taux est d'à peu près 59 pour cent du PIB, qui est de presque 300 milliards de dollars. Le résultat a donc été un marché intérieur solide, qui s'est développé à l'exportation et qui s'est intégré dans la mondialisation de la meilleure manière possible pour un pays, c'est-à-dire que nous exportons nos produits avec une valeur ajoutée qui permet de créer des emplois pour les Argentins. Et c'est là aussi une des clés du modèle que nous avons élaboré et appliqué depuis 2003. A telle enseigne que, en 2008, nous avons battu tous les records d'exportations – plus de 71 milliards de dollars. Ces exportations ont également débouché sur l'excédent commercial le plus important que nous ayons jamais enregistré.

Telle était la situation dans le pays en septembre, lors de la chute de Lehman Brothers. Cette situation ressemblait à celle de beaucoup d'autres économies émergentes, mais j'ajouterai que, ces six dernières années, nous avons également élaboré un plan de développement des infrastructures économiques et sociales, dans les domaines de l'énergie, du logement, de la construction de routes, d'écoles et d'hôpitaux, et des travaux publics. Ce plan a dynamisé l'économie. Je vois d'ailleurs ici Gerardo Martínez, du Syndicat de la construction, qui n'avait que 60 000 affiliés. Il en compte près d'un demi-million aujourd'hui, précisément grâce à tous ces travaux publics.

Quelle a donc été la première réaction face à cette crise qui venait de l'extérieur et qui, c'est curieux, a été provoquée par ceux qui, six années durant, n'ont cessé de critiquer notre modèle. Une anecdote s'impose. Une semaine avant la chute de Lehman Brothers, les plus importants conseillers de cette banque affirmaient que l'Argentine n'allait pas pouvoir honorer ses engagements et que finalement le modèle s'effondrerait. D'autres agences de notation, d'autres analystes disaient la même chose, mais sans rien dire aux syndicats aux employeurs ou aux médias, de cette crise qui se profilait, alors qu'ils auraient dû veiller à ce qu'elle ne se produise pas, ou au moins donner l'alarme.

Néanmoins, ici même dans cette salle, il y a exactement deux ans et une semaine, comme le rappelait si bien Juan Somavia, nous disions qu'il était impossible de continuer à construire une économie fondée sur la financiarisation du capital, et que le capital devait être inexorablement rattaché au travail et à la production.

Quels sont donc les objectifs que nous nous sommes fixés immédiatement pour affronter cette

crise qui nous frappait de l'extérieur? Premièrement, nous avons consolidé le lien avec le travail. Il est absolument indispensable pour tout gouvernement que toutes ces mesures et toutes ses politiques visent à protéger les emplois des travailleurs dans les entreprises. La relation de travail, c'est quelque chose de tout à fait fondamental dans le cadre de notre modèle. Nous avons appris en effet que chaque travailleur est en même temps un consommateur et que, face à une crise venue de l'extérieur, un pays doit soutenir son marché intérieur, précisément avec ses travailleurs.

Par ailleurs, il faut veiller à la survie des entreprises, qui sont le milieu naturel des travailleurs. Il n'y a pas de formule magique ni de formule d'algèbre pour défendre ces politiques. Nous avons institué un comité, qui réunit le ministre du Travail, le ministre de la Production, le responsable du Trésor public fédéral. Nous avons pensé en effet que la mesure la plus importante, la plus importante peut-être de ces six années, compte tenu de la structure de notre modèle, c'était que l'Etat reprenne l'administration des cotisations des travailleurs qui était entre les mains du secteur privé.

Voilà un autre élément qui a eu une importance cruciale, car, c'est difficile à croire, pour pouvoir verser la pension minimum aux personnes qui avaient pris leur retraite dans le cadre du système privé – soit à peu près 60 pour cent de ceux qui avaient cotisé, l'Etat, c'est-à-dire le secteur public, devait prendre en charge ce que le secteur privé ne prenait pas en charge.

Mais, qui plus est, au lieu de voir se développer un marché des capitaux florissant, auquel auraient pu avoir accès les PME et différents types d'entreprises, il s'était créé au contraire un petit club d'entreprises qui étaient les seules à avoir accès à ce marché de capitaux.

Ainsi, les ressources des travailleurs, leurs cotisations, constituent aujourd'hui un des instruments qui permettent précisément de soutenir le niveau d'activité et l'emploi dans notre pays, ce qui est absolument crucial pour obtenir la capitalisation qu'exigent ces systèmes.

Je ne vais même pas parler des milliards de dollars qui ont été perdus en raison des actifs toxiques que détenaient toutes ces sociétés de gestion de fonds de pensions, situation qu'ont connue d'autres pays.

Ne serait-ce que pour vous donner une petite idée, la loi qui avait autorisé ce système de capitalisation privée exigeait que 0,5 pour cent des capitaux soit affecté à la construction de logements, ce qui donnait la possibilité de construire environ un demi-million de logements en Argentine. Sept cents cinquante logements seulement ont été construits par ce biais.

Autre instrument: la banque hypothécaire. C'est une banque traditionnelle en Argentine qui accorde des crédits à faible taux, et nous sommes en train d'ouvrir des crédits pour la construction, l'agrandissement ou la rénovation de logements, activités qui contribueront à relancer l'économie.

Nous avons pris d'autres mesures extrêmement importantes. Il y a notamment le comité dont j'ai parlé, qui se réunit tous les lundis et qui passe en revue les différents problèmes des différentes branches d'activités des différentes régions, pour essayer d'apporter une aide par le biais du ministère du Travail. Ce dernier contribue à verser les salaires des travailleurs pendant une période déterminée ou

à accorder des crédits comme dans le cas de General Motors, avec suffisamment de garanties pour pouvoir consolider l'activité de cette entreprise et lui permettre de continuer à exporter.

Dans le cas des entreprises en faillite, on a créé un fonds fiduciaire qui, en louant ces entreprises, permet aux travailleurs de continuer à produire dans ces entreprises.

Nous avons relancé un nombre important d'usines qui avaient cessé leurs activités. Cette autre solution novatrice a été trouvée en modifiant la loi sur les faillites et a permis de conserver 10 000 emplois, 100 usines ayant été reprises par des coopératives de travailleurs.

Voilà encore un des instruments que nous avons adoptés pour faire face à la crise, en organisant au niveau de l'Etat, de façon tout à fait hétérodoxe et créative, la protection de l'activité économique, la préservation de la relation de travail et le maintien des entreprises.

A propos de la préservation de la relation de travail, nous le faisons car avant tout, il faut éviter les licenciements. Des entreprises, avec l'accord des syndicats et des travailleurs, et en tenant compte des activités de l'entreprise, ont accepté de réduire le temps de travail, et de le faire passer à trois ou quatre jours par semaine, l'objectif étant de conserver la relation de travail. Je ne parle plus là en tant que présidente ni en tant que juriste, je le dis en tant que femme qui a vu comment est détruit tout un pays et toute une société lorsque les gens perdent leur travail et connaissent le chômage. Voilà ce que tout syndicat, tout employeur, tout dirigeant politique doit empêcher, à savoir la rupture de la relation de travail, car, par la suite, il est extrêmement difficile de la reconstruire. Or, c'est crucial. Lorsque l'on entend dire que, cette année, 50 millions d'emplois ont été détruits, il ne faut pas songer uniquement aux chiffres. Il faut s'imaginer ce que cela représente pour les familles, pour la vie de ces 50 millions de personnes qui sont laissées à la grâce de Dieu. C'est ce que l'on ne comprend pas toujours lorsque l'on cite, sur un ton monocorde, des statistiques.

Au cours de ce premier trimestre, avec toutes ces politiques que nous avons mises en œuvre, tous les crédits à la consommation que nous avons développés pour maintenir la demande intérieure, autre instrument crucial pour soutenir l'activité économique, sur les 44 pays qui ont fait l'objet d'une enquête du BIT, nous faisons partie des onze dans lesquels il n'y a pas eu d'augmentation du chômage pendant le premier trimestre, ceci grâce à notre marché intérieur robuste. Grâce à une politique intelligente, nous avons également réussi à utiliser les instruments autorisés par l'OMC et par le MERCOSUR pour défendre le travail dans notre pays, ce qui nous a permis non seulement de conserver notre excédent commercial – ce qui est essentiel pour le bon fonctionnement de notre pays, et de n'importe quel autre pays d'ailleurs –, mais aussi d'accroître cet excédent, pendant les cinq premiers mois de l'année en cours, soit 120 pour cent de plus que celui de l'année passée, et cela malgré une chute des exportations de plus de 20 pour cent, comme cela a été le cas dans presque tous les pays.

Quel est l'élément crucial qui nous a permis, à nous Argentins, d'affronter cette crise dans de meilleures conditions? Souvenez-vous des effets de la crise Téquila en 1994. Le chômage avait augmenté de 7,7 pour cent en Argentine à cause de cette crise

qui n'était pourtant que régionale. A l'époque de la crise russe, le chômage s'était encore accru de 2 pour cent environ, et de nouveau à la suite de l'effet caipirinha de la crise brésilienne en 1999. Comme vous le voyez, à la suite des crises régionales, il y a eu des augmentations du chômage dont le taux cumulé a été de 10 à 11 pour cent alors que, dans une crise mondiale, nous avons réussi à conserver le même taux de chômage qu'au cours du premier trimestre de l'année 2008, qui, je le répète, a été la meilleure année du cycle en termes économiques.

Quelles ont été les clés? Elles sont exactement les mêmes que j'ai mentionnées ici même il y a deux ans et une semaine, à savoir la nécessité de concevoir un modèle économique fondé sur l'accumulation, un modèle économique mais surtout politique, qui place l'homme au cœur de la société, de l'économie et de la politique. Si l'homme est au centre de l'économie, de la société et de la politique, seul le travail est le grand créateur de richesses. A partir de là, on peut imaginer qu'un avenir où seul compte ce qui est financier, ce qui est strictement lié au capital, sans être rattaché au monde du travail ne conduit nulle part. Cette crise que nous essayons de surmonter exige de notre part à tous, je dis bien à tous, un apprentissage extrêmement difficile. Nous disposons d'une stratégie nationale que je viens de vous décrire, mais il est évident qu'une stratégie nationale exige également une stratégie mondiale pour faire face à la crise.

C'est pourquoi, il y a quelques mois, à Buenos Aires, à l'occasion d'une réunion qui visait à commémorer les quatre-vingt-dix années de l'OIT, j'ai proposé que l'Organisation participe aux réunions du G20, car les travailleurs et les employeurs sont représentés ici. Ils représentent le capital et le travail et ce sont précisément eux qui vont nous aider à sortir de la crise. J'ai déjà participé à deux réunions du G20 où nous avons entendu le Fonds monétaire international, la Banque mondiale. Nous avons constaté que toutes les questions étaient abordées sous l'angle financier. Je pense que nous devrions les aborder du point de vue de l'économie réelle, qui a été la grande absente au cours de toutes ces décennies du Consensus de Washington.

Il faut donc une stratégie mondiale, qui exige la présence de cette Organisation à toutes les réunions, non seulement pour y être entendue mais pour proposer des solutions et d'autres stratégies de sortie de la crise. Il faut recourir de nouveau au crédit international, dans le cadre de programmes très agressifs dans le domaine des infrastructures car c'est le principal moyen de rééquilibrer les économies et de créer des emplois. En outre, nous avons besoin que l'Etat joue un rôle beaucoup plus actif en matière de réglementation et de contrôle car, en définitive et pour résumer, cette crise profonde est due au fait que l'Etat était absent, qu'il ne contrôlait plus ni les agences de notation, ni les banques d'investissements ni les marchés des capitaux, ce qui s'est soldé non seulement par une autodestruction du système mais aussi par des répercussions sur l'économie réelle.

Il faut donc une stratégie mondiale où le capital et le travail redeviennent les axes, où le financement soit consacré à des travaux d'infrastructures, à la recherche et à l'innovation technologique. Nous avons besoin de savoir que ce n'est pas par la flexibilisation du travail que l'on obtiendra la rentabilité mais, plutôt, qu'il y a rentabilité lorsque les travail-

leurs sont bien rémunérés et bien formés. Voilà d'autres éléments clés. Le Président Lula, et moi-même avons livré une dure bataille lors de la dernière réunion du G20 à Londres, lorsque certains ont voulu introduire les termes «flexibilisation du travail» dans le document final du G20.

Et nous avons dit à cette occasion que, si ces termes étaient inclus dans le document, nous ne le signerions pas. Pourquoi? Parce que l'Argentine a déjà été confrontée à des personnes qui voulaient la convaincre des bienfaits de la flexibilisation qui, nous disait-on, permettrait de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Au contraire, nous avons vu les longues files de chômeurs et nous savons tous que, lorsque le chômage dépasse des taux à un chiffre, il n'est possible de trouver ni un bon emploi ni une bonne rémunération.

Nous nous souvenons aussi, en Argentine de l'implosion en 2001 des capitaux financiers. Nous avons constaté que les capitaux financiers repartent aussi facilement qu'ils viennent. Ce dont nous avons besoin, c'est d'investissement dans la production pour créer des emplois et une économie réelle. C'est pourquoi il nous paraît indispensable que cette Organisation soit présente au G20.

Pour conclure, en sortant d'ici je rencontrerai Madame la Secrétaire du Travail des Etats-Unis, M^{me} Hilda Solis, à qui je vais également proposer que le nouveau Président des Etats-Unis – qui fort heureusement est en train d'instaurer des nouveaux paradigmes dans le monde entier –, en tant qu'hôte de la prochaine réunion du G20, invite l'OIT à y participer. Je pense que c'est le plus important que nous puissions faire pour pouvoir entendre la voix de ceux qui ne sont pas le problème mais qui, bien au contraire, sont la solution aux problèmes que connaît actuellement l'économie. Ces personnes-là sont bien sûr les travailleurs et les employeurs.

(M. Allam prend place au fauteuil présidentiel.)

Original arabe: Le PRÉSIDENT

Madame la Présidente, votre vision est d'une importance capitale pour les participants à la Conférence et elle enrichira nos travaux de la session.

Au nom des membres du bureau de la Conférence, j'aimerais vous remercier considérablement de l'honneur que vous nous avez fait par votre présence.

M. SÂRBU (*ministre du Travail, de la Famille et de la Protection sociale, Roumanie*)

Je voudrais tout d'abord dire combien j'ai apprécié le rapport du Directeur général intitulé: *Faire face à la crise mondiale de l'emploi: Une reprise centrée sur le travail décent*. Comme à l'accoutumée, le rapport du Directeur général présente une bonne possibilité d'évaluation ainsi qu'une source d'inspiration pour l'activité à l'avenir, activité marquée plus que jamais par la nécessité de trouver une stratégie optimale de lutte contre la crise que nous sommes en train de traverser.

Nous soutenons le concept d'un Pacte mondial pour l'emploi qui implique de mettre l'emploi et la protection sociale au centre des politiques fiscales et monétaires à court terme, de stimuler l'économie réelle et de garantir de meilleurs résultats sur le plan social. Nous sommes d'accord sur le fait que la mise en œuvre du pacte devra, toutefois, envisager la diversité des situations, des besoins et des res-

sources nationales, être adaptée aux situations nationales concrètes, mais permettre également des synergies et des interactions de nature à renforcer les effets positifs d'ensemble. Nous croyons cependant que tous les gouvernements devraient prendre des mesures pour lutter contre la crise économique et financière. Ce n'est que par une action globale que les mesures pourront avoir des effets bénéfiques.

De même, j'espère qu'à la fin de cette session de la Conférence internationale du Travail, le Pacte mondial pour l'emploi sera adopté en tant que document essentiel pour appuyer les efforts et trouver des réponses à la crise économique qui nécessite, implicitement, des solutions globales.

Le gouvernement de la Roumanie a déjà pris des mesures similaires à celles que recommande le Pacte mondial pour l'emploi. En vue d'assurer le maintien de l'emploi, un investissement majeur dans l'économie est nécessaire.

Etant donné que le secteur privé voit son activité s'effondrer en raison de la crise économique, l'investissement public gouvernemental doit remplacer, pour le moment, le déficit d'investissement. C'est pour cette raison que 20 pour cent du budget de la Roumanie sont octroyés aux investissements dans le transport, l'agriculture, l'environnement et la santé, domaines qui ont un effet multiplicateur dans l'économie. Ces investissements sont un moyen de dépasser la crise économique ainsi qu'un outil particulièrement nécessaire à la modernisation des infrastructures de la Roumanie.

L'emploi efficace des fonds européens est un objectif prioritaire, particulièrement en matière de ressources humaines, pour soutenir la formation professionnelle. Des projets financés par le Fonds social européen ont été lancés en vue d'appuyer les entreprises afin qu'elles emploient de la main-d'œuvre, assurer la formation professionnelle des employés et améliorer les conditions de sécurité sociale sur le lieu du travail.

Etant donné que, en définitive, les PME sont un moteur de l'activité économique, le gouvernement de la Roumanie a récemment approuvé un plan d'aide sociale pour l'appui et le développement des PME, en multipliant par 20 le budget de l'aide d'Etat aux PME pour la période 2009-2011. La valeur maximale de l'aide d'Etat pour une entreprise est d'environ 200 000 euros non remboursables. Il s'agit d'une aide que l'Etat octroie à l'entreprise pour maintenir les emplois et développer ses activités productives.

Dans le même temps, pour aider les personnes qui sont dans une situation difficile au cours de cette période, le gouvernement de la Roumanie a pris les mesures de protection sociale suivantes: prolongation de la période d'octroi de l'allocation de chômage pour l'année 2009; exonération de taxes et de contributions au budget d'Etat et au budget d'assurance sociale d'Etat, pour une période maximale de trois mois, pour les revenus provenant du chômage technique, exonération qui sera prise en charge par l'Etat; soutien financier au programme de formation professionnelle continue pour les salariés et les chômeurs; mise en place, en deux tranches, de la pension sociale minimale garantie; et augmentation de 15 pour cent du montant du SMIC.

Je voudrais également mentionner la ratification, cette année, par la Roumanie, de la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952.

Une autre mesure a été de repenser les dépenses budgétaires sur la base de certains principes équitables. Dans ce contexte, nous travaillons intensivement à un projet de loi unitaire des salaires du personnel budgétaire ainsi qu'à une nouvelle loi sur le système unitaire de la pension publique.

En raison de la situation sociale et économique difficile, un autre objectif majeur du gouvernement de la Roumanie et des partenaires sociaux est de renforcer et de revitaliser le dialogue social à tous les niveaux.

Les partenaires sociaux ont participé aux débats avec des propositions. Les mesures visant à lutter contre la crise ont déjà été approuvées par les trois partenaires, et sont le résultat d'un dialogue intensif et transparent.

Les représentants du gouvernement et ceux des confédérations des employeurs et des syndicats ont commencé à travailler pour modifier la loi sur le contrat collectif de travail, la loi sur la résolution des conflits collectifs du travail, la loi sur les syndicats et la loi sur les organisations d'employeurs, modifications qui sont également incluses dans l'Agenda du travail décent 2008-09 approuvé par le Bureau international du Travail.

Dans ce domaine, nous envisageons la signature, dans les plus brefs délais, d'un pacte socio-économique avec les partenaires sociaux pour obtenir la stabilité politique, économique et sociale.

L'OIT peut et doit jouer un rôle majeur afin de promouvoir les normes et les valeurs qui la caractérisent, particulièrement pendant les périodes de crise.

Par l'intermédiaire du Pacte mondial pour l'emploi, l'OIT pourrait consolider sa position d'acteur principal, engagé dans une démarche de recherche de réponses à la crise approuvées par les partenaires sociaux. Nous apprécions que l'objectif clé du pacte résume l'essentiel du contexte international actuel: placer l'emploi, la protection sociale et le respect des droits des travailleurs au centre des politiques nationales destinées à atténuer les effets de la crise.

La Roumanie a acquis une expérience précieuse dans la gestion des licenciements collectifs de personnel qui ont accompagné le processus de restructuration et de modernisation de son économie. C'est une leçon importante des années de restructuration, et l'équilibre entre les mesures de réforme économique et de soutien social doit être maintenu pour surmonter les périodes difficiles.

La Roumanie est disposée à soutenir et contribuer aux politiques de l'OIT, tant par une participation active que par la fourniture d'une assistance technique et d'une expertise.

Original espagnol: M^{me} GONZÁLEZ FERNÁNDEZ (ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Cuba)

En cette célébration du 90^e anniversaire de l'OIT, nous, ministres du Travail du Mouvement des pays non alignés, exprimons notre profonde inquiétude face à la crise économique et sociale mondiale et à ses retombées négatives sur la vie et le bien-être de millions d'êtres humains, en particulier ceux d'entre nous qui pâtissent de l'injustice de l'ordre économique international.

Comme toujours ce sont les pays du Sud, dont Cuba fait partie, qui pâtissent le plus des conséquences des contradictions et des irresponsabilités du système capitaliste de production, qui ont aggra-

vé la crise avec l'imposition du néolibéralisme et la spéculation financière.

La crise ne peut être résolue par des mesures techniques ou réglementaires, et encore moins par le renforcement du rôle des institutions financières dont les politiques ont contribué au fléau actuel.

Indépendamment des idéologies, des positions de gauche ou de droite, il faut reconnaître que la crise est la conséquence de la non-viabilité d'un système dont la philosophie de rentabilité coûte que coûte conduit sans cesse à la fermeture d'usines et à la suppression d'emplois, remet en cause la protection des personnes, condamne les trois quarts de l'humanité à la pauvreté et met en danger la survie même de l'espèce humaine.

Aucun des acteurs tripartites présents dans cette salle n'échappera à la crise, en particulier les travailleurs et les pays pauvres qui devront payer au prix fort l'injustice et l'opulence du mode de vie des plus riches.

A ce jour, personne ne peut encore prédire l'issue de cette crise, pas plus que ses conséquences, mais ce qui est prévisible, c'est que la crise ne se résoudra ni par des discours, ni par des injections de capitaux en faveur des banques coupables de spéculation, ni par des rencontres entre acteurs puissants dans le dos des Nations Unies.

L'OIT est tenue de jouer un rôle important dans la recherche de solutions à la crise, de concert avec les organismes du système multilatéral, tout en défendant le Pacte mondial pour l'emploi, en insistant sur le renforcement des structures de protection sociale, sur l'augmentation des investissements publics, sur la protection des principes et droits fondamentaux au travail et, surtout, en exigeant une augmentation des ressources destinées à l'aide publique au développement.

Cuba n'est pas épargnée par les effets de la crise mondiale, auxquels s'ajoutent les problèmes dus au blocus appliqué par les Etats-Unis contre la volonté de la communauté internationale et en dépit des 17 condamnations dont cette politique génocide a déjà fait l'objet de la part des Nations Unies.

Cependant, à Cuba, nous ne nous déchargerons pas de la crise sur le dos du peuple, pas plus que nous ne supprimerons des emplois, ne procéderons à des licenciements ou ne retirerons la protection à quiconque. Nous répartirons entre tous les ressources disponibles, et aucun Cubain ne sera abandonné à son sort. Cuba continuera à remplir sans relâche ses engagements vis-à-vis de l'OIT et à lutter pour le monde meilleur, fait de paix et de justice sociale, que désirent et méritent nos peuples.

Original arabe: Le PRÉSIDENT

Nous nous préparons maintenant à accueillir Son Excellence M. Essozimna Gnassingbé, Président de la République togolaise. Nous avons le privilège de recevoir notre éminent invité à cette 98^e session de la Conférence internationale du Travail et nous attendons avec impatience d'entendre ses propos. Je donne la parole au Secrétaire général de la Conférence pour quelques paroles d'introduction.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

C'est un réel privilège et un immense plaisir de vous recevoir à l'occasion de ce Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi. Nous accueillons en vous un homme de réflexion et d'action, des qualités que vous avez su faire valoir notamment en tant que député au sein du Parlement togolais mais

aussi en tant que ministre de l'Équipement, des Mines, des Postes et Télécommunications.

Depuis votre élection à la présidence du Togo en 2005, vous n'avez cessé de travailler à la consolidation du processus démocratique au Togo. Vous avez œuvré à l'apaisement de la société togolaise, à la réconciliation nationale, à l'ouverture du dialogue politique et à la consolidation de l'État de droit.

Vous visez à faire rentrer votre pays dans une ère nouvelle. Votre présence aujourd'hui illustre votre attachement et celui de votre pays aux valeurs d'égalité et de solidarité de l'OIT.

Ainsi votre politique nationale d'équité et d'égalité des genres, est un axe clé de vos réformes. Depuis 2008, vous êtes parrain de la Conférence panafricaine coopérative car vous croyez en l'importance de l'économie sociale pour le développement de l'Afrique. Vous avez affirmé votre volonté politique de faire face à la crise multidimensionnelle – alimentaire, sociale, économique, financière – à laquelle l'Afrique est confrontée et à laquelle le Togo n'échappe pas.

Nous sommes avec vous dans votre combat contre la pauvreté et pour une stratégie fondée sur la création d'emplois, c'est l'objectif du Pacte mondial pour l'emploi. Aujourd'hui, cette assemblée se réjouit de partager votre vision pour rechercher ensemble des solutions communes et durables aux défis posés pour cette crise mondiale.

(M. Hossain prend place au fauteuil présidentiel.)

Original anglais: Le PRÉSIDENT

J'ai maintenant l'honneur de demander à notre invité de prendre la parole.

M. ESSOZIMNA GNASSINGBÉ (*Président de la République togolaise*)

J'aimerais, avant toute chose, exprimer toute ma gratitude à l'Organisation internationale du Travail qui a bien voulu nous associer aux échanges sur la thématique, combien pertinente et d'actualité, prévue dans le cadre des travaux de cette auguste assemblée, sur la crise mondiale de l'emploi.

Quelle autre préoccupation peut être plus importante dans le contexte d'incertitude généralisée que nous connaissons?

Je saisis cette occasion solennelle pour exprimer mes plus sincères félicitations à l'Organisation internationale du Travail qui, depuis bientôt un siècle, se bat inlassablement contre l'injustice sociale sous toutes ses formes.

Cette lutte souvent difficile, parfois menée au péril de l'existence de votre noble institution, mérite notre plus grand respect. Aujourd'hui, grâce à sa capacité à braver avec audace et détermination les multiples défis qui ont jalonné son évolution, la promotion du travail décent comme vecteur principal du progrès social n'est plus considérée comme un risque économique, mais plutôt comme une condition sine qua non du développement durable.

Notre humanité est en crise, une crise globale et générale, bousculant toutes les valeurs qui ont jusqu'à présent gouverné la marche du monde. Cette crise remet en cause tous les modèles et les systèmes de développement mis en place dans tous les pays, qu'ils soient développés ou non.

C'est une crise de valeur, une crise de vision, une crise de fondement, une crise de survie. Le système financier mondial s'est désarticulé. Les repères économiques se sont effondrés, les règles commerciales

sont mises à rude épreuve, les finances publiques se sont dégradées, les systèmes de protection sociale se sont disloqués et les emplois sont de plus en plus rares et précarisés.

Les États sont eux dans l'incertitude. Les entreprises sont en perte de compétitivité et les individus sans réelles perspectives. Le capitalisme, dans sa forme actuelle, est en train de connaître la plus grave crise de son histoire. L'interventionnisme étatique, qui était devenu il y a quelques années un anathème, est remis au goût du jour et a été l'élément clé de tous les mécanismes mis en place pour juguler les conséquences de la crise.

Les fonds directement investis par les pouvoirs publics pour sauver les entreprises privées sont sans précédent. La crise qui était d'abord financière s'est rapidement muée en une crise sociale et en une crise de l'emploi.

La situation, comme vous le voyez, est grave, mais je crois qu'elle n'est pas désespérée si l'on sait comment orienter les ressources, si l'on choisit avec perspicacité les leviers et les repères pour avancer.

Il est essentiel que nous repensions notre mode de vie. Il est urgent que nous revisitions certaines valeurs ou concepts. Il est utile que nous changions d'orientation et, pour ce faire, il faut trouver une occasion pour réunir les principaux acteurs de la croissance économique et du progrès social.

La Conférence internationale du Travail, par sa composition particulière, donne chaque année l'opportunité aux dirigeants des entreprises, aux représentants des travailleurs et aux pouvoirs publics de revisiter les défis et de proposer des approches et des solutions.

L'histoire semble donner raison à l'OIT. La récente Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée le 10 juin 2008 à Genève, dans cette même salle, est le témoignage de la véracité des analyses et de la justesse des solutions proposées par les mandants tripartites.

J'aimerais revenir sur un concept qui, à mon avis, offre à notre humanité les repères fondamentaux pour réussir le pari du développement, de la croissance et de la cohésion sociale. Il s'agit du concept du travail décent, inventé et structuré par l'OIT à travers le Bureau international du Travail.

Avant de continuer, permettez-moi de remercier le Directeur général du BIT et toute son équipe pour avoir généré ce concept nouveau et innovant. En effet, le travail décent, par sa définition, laisse entrevoir un diagnostic exhaustif des problèmes majeurs auxquels un homme, une femme ou une entreprise peuvent être confrontés au cours de leurs différents cycles de vie.

Quelques questions essentielles suffisent pour comprendre que le concept de travail décent, s'il est appliqué et réalisé, permettra à notre monde de faire de grands progrès sur le chemin de l'épanouissement des êtres humains.

Peut-on parler de développement sans régler les problèmes de chômage et de sous-emploi? Peut-on réellement lutter contre la pauvreté sans une protection sociale adéquate et généralisée? Peut-on parler d'un monde civilisé si les femmes et les hommes ne travaillent et ne vivent pas dans la liberté, la dignité et l'égalité?

Peut-on parler de développement durable sans faire cas de la responsabilité sociale des entreprises? Quels sujets sérieux peut-on valablement aborder aujourd'hui sans un cadre de concertation et de dialogue?

Le travail décent fournit des réponses pertinentes à toutes ces interrogations et donne des orientations pour la mise en place de solutions. Il est un concept mais également un objectif et une stratégie qui responsabilisent les acteurs en leur offrant une vision, en leur permettant de cogérer les problèmes et les défis.

Je voudrais, pour toutes ces raisons, vous féliciter encore et saluer le Pacte mondial pour l'emploi comme une riposte à la crise, riposte fondée sur le travail décent que vous venez d'adopter.

Ce pacte, auquel nous adhérons pleinement, préconise des solutions hardies pour faire face à la crise, et nous nous en réjouissons.

Notre millénaire naissant est caractérisé par une singularité. Bien que la richesse mondiale continue de croître, la pauvreté existe toujours dans une grande partie du monde. Sur le continent africain, l'ampleur et la progression de la pauvreté constituent une menace pour la stabilité politique, sociale et économique de nos Etats.

En phase avec la communauté internationale, les Etats africains reconnaissent l'insuffisance des résultats obtenus en termes de rapport entre la croissance de l'emploi et la croissance du produit intérieur brut.

Le secteur de l'emploi, tributaire de l'économie, paie un lourd tribut à la crise financière, occasionnant des licenciements à tour de bras, avec son corollaire de détresse humaine et de fracture sociale.

C'est le lieu pour féliciter les organisateurs de ce rassemblement qui ont vu juste en soumettant à notre réflexion un thème qui interpelle toutes les consciences. Il est vrai que nul ne peut rester indifférent devant cette situation où des milliers d'hommes et de femmes se retrouvent du jour au lendemain sans travail et sans espoir de réintégrer le marché de l'emploi.

Au Togo, le phénomène du chômage et du sous-emploi s'est posé avec acuité vers la fin des années quatre-vingt, lorsque notre économie commençait à subir le contre-coup de la crise mondiale engendrée par les chocs pétroliers successifs et la crise monétaire.

A peine relevé de cette épreuve, notre pays a eu à traverser une longue et ruineuse crise sociopolitique qui a mis à mal les principaux ressorts de sa base économique et sociale. Le secteur de l'emploi a été frappé de plein fouet par la déconfiture de notre économie et il s'est rétréci en quelques années.

Les viviers traditionnels de l'emploi, comme l'agriculture, l'artisanat et le commerce, se sont essouffés suite à un manque drastique de débouchés et de mécanismes de relais. En conséquence, le chômage et le sous-emploi ont pris des proportions dramatiques.

La marginalisation de notre pays par la communauté internationale pendant de longues années a fini de dessécher les maigres ressources disponibles et a exacerbé la conjoncture nationale déjà précaire. Le secteur informel, synonyme d'un autre contexte d'économie parallèle et parfois souterraine, a connu une évolution exponentielle, traduisant ainsi la fragilité et l'instabilité des secteurs publics et privés réglementés.

Pendant ce temps, les structures publiques et privées de formation déversent chaque année et par milliers de jeunes diplômés sur notre marché de l'emploi, dépourvu d'opportunités.

Ce sombre tableau social et économique prévalait lors de notre accession à la magistrature suprême. Il

fallait donc trouver des solutions appropriées à une situation explosive et s'attaquer de front à une économie dont tous les secteurs étaient en situation d'extrême détresse.

L'apaisement du climat social et politique nous a paru le meilleur chemin pour aborder nos difficultés. Pour ce faire, et ayant compris que la paix sociale est mère de paix civile et politique, tous les acteurs de la vie sociale et économique ont été invités à une concertation profonde, visant à instituer les mécanismes d'une gestion consensuelle des questions d'intérêt national.

Ce processus, fort heureusement, a débouché sur les grandes assises du dialogue social, tenues au cours du premier semestre de l'année 2006. Lesdites assises, fortement soutenues par le BIT, ont débouché sur un protocole d'accord, comportant près de 130 engagements.

Elles ont permis aux pouvoirs publics et aux partenaires sociaux de faire sans tabou le diagnostic des maux dont souffre notre pays et d'imaginer les solutions les plus appropriées.

C'était la première fois qu'une assise de ce genre était organisée au Togo. Sa réussite a été un serment important pour le dialogue politique qui a eu lieu quelques semaines plus tard. Le défi était que, ce que les acteurs du monde du travail ont pu réussir, les acteurs politiques le pourront également.

Cette approche nous a permis de consolider, jour après jour, notre démocratie et de redorer l'image de notre pays et de reprendre langue avec nos principaux partenaires.

L'organisation d'élections pacifiques et démocratiques, saluée par tous les observateurs aussi bien nationaux qu'internationaux pour leur exemplarité, a été le couronnement de cette politique.

Parallèlement à cet effort d'assainissement du climat social et politique, un vaste programme de réformes économiques a été lancé. Le gouvernement a mis en place un cadre national de réforme et de modernisation de l'administration, qui s'articule autour des objectifs visant à redéfinir les missions de l'Etat, promouvoir une culture administrative fondée sur l'efficacité, la neutralité et la continuité du service public.

On est sur le principe qu'aucune stratégie de réforme d'un pays ne peut se faire sans une modernisation du système judiciaire. Nous avons décidé de faire de la dynamisation de notre justice la clé de voûte de l'architecture de notre système de réforme.

Le processus mis en place a pour objectif d'améliorer les appareils juridique et judiciaire et de conforter l'Etat de droit et la démocratie. Aujourd'hui, le processus de modernisation de la justice et ses résultats à mi-parcours ont servi de modèle à un vaste plan de réforme qui touche des secteurs aussi divers que l'économie, la santé, la formation professionnelle, l'emploi, l'agriculture et les infrastructures.

Un des défis essentiels de tous les efforts en cours est la mise en place d'un programme national de promotion du travail décent, qui a mobilisé durant le mois de mars 2009 une équipe pluridisciplinaire du BIT et tous les acteurs du monde du travail au Togo.

Le projet de notre programme national de promotion du travail décent est déjà disponible. Nous allons y apporter quelques corrections avant de le signer officiellement avec le BIT dans les prochaines semaines.

Il est difficile de dresser ici un bilan de nos réformes, qui sont à mi-parcours de leur plan d'exécution. Néanmoins, les résultats que nous avons obtenus sont déjà encourageants.

Concernant le domaine spécifique de l'emploi, le Togo a adopté plusieurs mesures institutionnelles, juridiques et stratégiques qui ont permis à ce jour de recruter, dans un contexte international défavorable et une situation interne difficile, plus de 13 000 jeunes dans la fonction publique.

Dans le même temps, des dizaines de milliers d'autres ont bénéficié d'emplois à temps partiel dans l'exécution des programmes visant à moderniser notre agriculture, et surtout dans le cadre d'un projet à haute intensité de main-d'œuvre destiné à renforcer l'ensemble de nos infrastructures routières profondément dégradées, suite à plus d'une décennie de crises sociopolitiques.

Nous ne sommes pas ignorants du fait que les structures étatiques ne peuvent, à elles seules, prétendre résoudre l'ensemble des problèmes de l'emploi. Forts de ce constat, nous orientons l'essentiel de nos efforts vers la promotion de l'auto-emploi et de l'emploi indépendant.

Notre approche des solutions face à l'emploi laisse apparaître clairement que le Togo retrouve tout son potentiel et dispose de ressources spirituelles et morales à même de l'amener à faire un saut qualitatif, synonyme de progrès social et économique.

Mais, encore marqué par les stigmates de la crise qui l'a fortement ébranlé, le Togo a plus que jamais besoin de vos appuis et de votre assistance. Pour combler notre retard, nous devons non seulement prendre nos devanciers comme référence, mais surtout chercher des raccourcis susceptibles d'accélérer la mise en commun des conditions pouvant garantir notre essor.

Il est évident que nous ne pouvons réussir ce pari sans un réseau dynamique, dont vous serez le maillon essentiel. Le Togo sait qu'il peut compter sur vous pour qu'ensemble, nous fassions de la crise économique et financière actuelle non un frein mais plutôt un tremplin pour un essor social et économique, moralement sain et politiquement réalisable.

Il nous faut construire un grand consensus si nous voulons maîtriser les conséquences de la crise. Il faut aller vers une entente globale, concertée et préventive, si nous voulons envisager notre futur avec optimisme et assurance. Personne n'y perdra et tout le monde y gagnera.

Je ne peux terminer mon propos sans réitérer la gratitude du peuple togolais au Conseil d'administration et au Directeur général du BIT pour le soutien multiforme qu'ils apportent à mon pays.

Je ne puis oublier les ingénieux employeurs, les vaillants travailleurs des organisations très engagées assistant à cette grande Conférence.

Je profite de l'occasion pour lancer un appel à toutes les autres organisations internationales pour qu'elles se mettent aux côtés de l'OIT pour relever le défi de la croissance dans la justice car la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour le reste de l'humanité.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Monsieur le Président, merci infiniment de vos propos et de la clarté de vos points de vue concernant la crise. Votre perception sera fort utile aux

participants pour les importants travaux qu'ils mènent ici.

(M. Allam prend place au fauteuil présidentiel.)

Original anglais: M. BARBER (travailleur, Royaume-Uni)

En tant que Secrétaire général du TUC du Royaume-Uni, c'est un plaisir pour moi de participer à ce débat important. J'interviens au milieu d'une crise économique et environnementale qui a des incidences très importantes pour les travailleurs dans le monde entier.

Des millions d'emplois sont menacés, tant de personnes basculent dans la pauvreté et notre planète se réchauffe à un rythme catastrophique. Nous avons donc grandement besoin de créer une économie mondiale différente, où le succès ne se mesure pas seulement en termes de quantité de richesse créée, mais de répartition de cette richesse dans le monde, où le travail décent et les services publics sont considérés non pas comme une entrave à la croissance, mais comme une condition préalable à cette croissance, et où les enjeux climatiques ne sont pas traités séparément du renouveau économique, mais sont le moteur de la relance. Ce sont des causes nobles que nous devons faire progresser ensemble et nous avons là une occasion unique de le faire.

Le mouvement syndical se félicite de la confiance que les pays du G20 ont placée en l'OIT pour promouvoir l'idée d'un Pacte mondial pour l'emploi. Nous devons nous concentrer sur ce problème urgent de l'emploi en créant des emplois décents, bien rémunérés, avec de nouveaux salaires minimums, lorsqu'ils sont inexistantes; des emplois qui stimulent la demande intérieure et empêchent la déflation et qui développent les compétences écologiques nécessaires à un redressement durable.

Rien de cela ne se produira par hasard. Ce n'est que si les gouvernements et les institutions internationales ont le courage d'abandonner le consensus néolibéral étouffant de ces dernières trente années que cette vision deviendra réalité.

De toute évidence, la tâche la plus urgente à laquelle nous devons nous atteler consiste à rééquilibrer l'économie mondiale, à repenser les liens entre l'Etat et le marché, entre le travail et le capital, entre les nations endettées et les nations créancières; à traiter les inégalités profondes qui existent entre les pays et à l'intérieur des pays et à aller vers un modèle de mondialisation plus stable, où le moteur de la croissance n'est pas constitué par des dettes colossales et la spéculation financière, mais par le pouvoir d'achat des travailleurs ordinaires.

Jamais le fameux précepte de l'OIT selon lequel la pauvreté, quel que soit l'endroit où elle se situe, est une menace pour la prospérité partout dans le monde, n'a eu autant d'écho qu'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle le Pacte mondial pour l'emploi doit s'appuyer sur des ressources; les pays en développement ont besoin d'un espace politique; il ne peut y avoir de recul par rapport à la négociation collective ou aux normes de l'OIT, ni par rapport aux protections sociales qui doivent les accompagner.

Nous sommes parvenus à un moment critique. Certains commentateurs pensent que la récession est terminée. Il est vrai que les politiques agressives qui visent à éviter l'effondrement du système financier ont porté leurs fruits. L'économie mondiale n'est pas en chute libre, pas pour le moment en tout cas, mais cela ne signifie pas qu'elle s'est redressée.

Inévitablement, les fabricants qui ont épuisé leurs stocks doivent les reconstituer, mais où sont les marchés d'exportation? Trop de banques, d'entreprises et de consommateurs sont encore criblés de dettes. Le prix du pétrole s'est de nouveau envolé, prêt à étrangler la croissance. Certes, nous devons nous féliciter de constater une légère reprise, mais ce ne sont pas quelques statistiques, peut-être sporadiques, qui engendrent un redressement. Et la fin concrète de la récession ne signifiera pas grand-chose, si nous sortons de l'ornière sans créer d'emplois. Alors que le chômage mondial va continuer de croître pendant des mois, cela ne ressemble pas à une véritable reprise pour des millions de personnes qui craignent de perdre leur emploi.

Je vois là des intentions cachées. Si l'économie s'améliore, disent les néolibéraux, alors nous pourrions retourner à la situation d'antan, et il ne sera pas nécessaire d'agir en ce qui concerne les emplois, la réglementation, ou les paradis fiscaux.

Mais cet argument est voué à l'échec, car ce n'est que lorsque les gens auront retrouvé un travail, un bon emploi, avec un salaire décent et une demande soutenue que cette crise sera véritablement terminée. Et à moins de créer une économie verte sur les décombres de l'économie de l'avidité, la prochaine crise mondiale, sans aucun doute, sera pire. Le choix auquel nous sommes confrontés est donc simple: revenir au confort des habitudes ou donner à la mondialisation un visage humain et à notre planète une chance de lutter pour sa survie. Ne nous trompons pas.

M. MAILLY (*travailleur, France*)

Warren Buffet, célèbre financier américain, expliquait il y a quelque temps: «Tout va très bien pour les riches dans ce pays. Nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre des classes et c'est ma classe qui est en train de la gagner.» Il y a bien entendu du cynisme dans cette déclaration.

Il n'en reste pas moins que partout dans le monde les travailleurs, déjà soumis à la précarité, au chômage où à l'emploi informel, souvent exclus de toute protection sociale, sont aujourd'hui les victimes principales d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Cette crise est fondamentalement une crise de système, système qui a provoqué une répartition de plus en plus inégalitaire des richesses, ce que soulignait en 2004 la Commission sur la dimension sociale de la mondialisation.

L'accroissement important des inégalités a généré une exploitation accrue des travailleurs. Au chômage et à l'exclusion se sont ajoutés l'endettement et le surendettement.

Il est donc essentiel, pour ne pas dire vital, de modifier structurellement les conditions de production et de répartition des richesses afin que les turpitudes d'hier n'aient plus cours demain. Répondre à l'urgence de la crise et changer le système en profondeur sont pour nous la même exigence.

L'Organisation internationale du Travail doit être un acteur majeur de la cohérence sociale des politiques nationales et internationales. Seul organisme international consacré au social, son fonctionnement tripartite est un atout pour la construction des normes internationales: sa légitimité et son autorité doivent être renforcées.

Les normes doivent être consolidées, ce qui exclut la *Soft Law* ou la norme flexible.

Il est donc plus que temps que les normes internationales du travail aient la primauté dans l'organisation de l'économie, qu'elles deviennent des conditionnalités aux interventions économiques, financières ou monétaires. Mettre les femmes et les hommes en priorité, c'est aussi redonner à l'économie son rôle d'outil.

Au titre des normes fondamentales figure le respect de la liberté syndicale et du droit à la négociation collective. Elles imprègnent les travaux de l'Organisation internationale du Travail.

Elles doivent être à la base du Pacte mondial pour l'emploi, elles doivent le plus rapidement possible avoir une valeur et une application universelles: je pense bien entendu aux conventions n^{os} 87 et 98.

Il faut donner force aux conventions concernant les salaires, la politique et la sécurité de l'emploi, la sécurité sociale, le temps de travail et le temps de travail et le contrat de travail.

La crise ne fait que rendre plus nécessaire la chaîne devant exister entre adoption, ratification, application et contrôle des normes.

A sa création en 1919, l'OIT a marqué l'Histoire. Face à la crise du système à laquelle nous sommes confrontés, l'OIT doit aujourd'hui par sa légitimité, son autorité, son expertise et une place accrue, marquer à nouveau l'Histoire.

L'Organisation internationale du Travail peut et doit conduire à ce que la justice sociale l'emporte sur les intérêts mercantiles pour que le monde change, pour que l'aspiration des femmes et des hommes à l'émancipation, à la liberté et à l'avenir, ne soit pas un vain espoir.

Original arabe: M. ALOBIDI (ministre des Affaires européennes, Jamahiriya arabe libyenne)

J'exprime ma satisfaction de voir inscrit à l'ordre du jour de la Conférence, le Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi.

Le rapport du Directeur général *Faire face à la crise mondiale de l'emploi: Une reprise centrée sur le travail décent* présente la réalité du monde après la crise économique et financière et analyse ses causes et sa dimension sociale. Il met en garde contre l'accroissement des taux de chômage et l'extension de la pauvreté. Les taux de chômage et la pauvreté devraient encore augmenter d'ici à la fin de 2009. Environ 200 millions de travailleurs verront leur revenu diminuer pour atteindre des niveaux inférieurs au seuil de pauvreté. Le chômage touchera plus de 50 millions de travailleurs.

Le système économique mondial a manifestement échoué au cours des quinze dernières années, à commencer par la crise au Mexique en 1994, suivie de la crise des pays du Sud-Est asiatique en 1997 et de la crise des sociétés informatiques à la fin des années quatre-vingt-dix et au début du nouveau millénaire. La crise mondiale actuelle a prouvé la nécessité de remettre en question le système économique mondial en vigueur depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le capitalisme étant devenu la caractéristique de ce système, avec ses corollaires que sont la mondialisation et l'économie de marché.

La dernière crise financière a entraîné l'écroulement des plus grandes banques et des compagnies mondiales d'assurance et provoqué une crise financière sans précédent, révélant le besoin urgent, non seulement de réformer le système financier et économique mais également de restructurer les fondements de ce système. Beaucoup de modifications doivent être apportées aux politiques et aux

établissements économiques, de manière à permettre à la mondialisation de donner de meilleurs résultats notamment pour les pays en développement, qui regroupent environ 80 pour cent de la population mondiale, qui avaient dans le passé été exploités par les pays coloniaux et dont les ressources avaient été pillées. Aujourd'hui ces mêmes pays sont déçus par la mondialisation et connaissent de bas niveaux de revenu, la pauvreté et le chômage et de faibles niveaux en matière d'instruction et de santé.

La crise mondiale actuelle est une crise économique et non seulement financière. Lui dénier la dimension économique aurait pour effet de concentrer les solutions sur les marchés financiers, sans aborder les accords de commerce internationaux inéquitables, les conventions sur la propriété intellectuelle inadéquates, et les mécanismes de gestion des institutions financières et économiques internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce.

Le communiqué final du G20 daté du 2 avril 2009 souligne que cette crise financière exige une solution à l'échelle mondiale et que le plan mondial en vue de la reprise doit comporter les besoins des familles, non seulement dans les pays avancés, mais également dans les économies des pays en développement, des pays émergents et des pays les plus pauvres, et refléter les besoins non seulement des habitants actuels du monde mais également des générations futures. Le communiqué en question affirme la nécessité de se mettre d'accord pour trouver un nouveau consensus mondial au sujet des valeurs et principes fondamentaux de nature à encourager l'activité économique, de discuter d'une charte sur l'activité économique durable et d'établir les fondements d'une économie mondiale équitable.

Nous devons reconsidérer les institutions financières de Bretton Woods, et admettre leurs lacunes structurelles afin de trouver des solutions pratiques et de créer un nouveau système financier dans le cadre des Nations Unies. Les conditions posées par les pays développés, comme l'adoption par exemple des politiques d'économie de marché en préalable à toute fourniture d'aide et d'assistance aux pays en développement, ont très souvent des conséquences néfastes pour les travailleurs et les pauvres dans ces pays en développement. Les pays donateurs doivent respecter leur engagement de consacrer 0,7 pour cent de leur PIB à l'aide au développement et d'encourager l'investissement. Ce n'est qu'ainsi que nous trouverons une solution à cette crise économique et financière, en offrant des possibilités nouvelles de travail dans les pays en développement.

Il est vrai que les effets de la crise financière ont touché tous les pays du monde. Mais l'impact de

cette crise a été moins marqué dans mon pays, où nous avons adopté des politiques financières basées sur des projets de développement économique et social, et la construction d'infrastructures qui ont généré de nombreux emplois et intégré un grand nombre de chercheurs d'emploi, en même temps que les allocations offertes et les services de santé gratuits ont contribué à atténuer l'impact de la crise.

L'agression israélienne sauvage contre Gaza en décembre 2008 a causé la mort de plus de 1 500 Palestiniens, et blessé plus de 5 000 personnes dont plus de la moitié étaient des femmes et des enfants. Elle a également laissé plus de 100 000 personnes sans abri et détruit entièrement l'infrastructure économique et sociale de Gaza, des écoles, des routes, des maisons et des entreprises et des dizaines de milliers de bâtiments, dont le siège de l'Union syndicale. D'autre part, il existe plus de 620 barrages et points de contrôle séparant les villages, les villes et les camps de Cisjordanie, qui paralysent ainsi l'économie et le développement et empêchent la libre circulation des travailleurs. Nous réclamons l'ouverture de tous les points de passage à la bande de Gaza, soumise depuis deux ans à un bouclage qui n'a fait qu'augmenter la pauvreté et le taux de chômage.

Nous remercions pour son rapport la mission annuelle de haut niveau chargée d'évaluer la situation des travailleurs en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés. Nous tenons cependant à souligner que ce rapport ne reflète pas vraiment la situation tragique du peuple palestinien, pourtant exposée dans les rapports d'autres missions internationales qui ont visité la région. Nous ne comprenons pas également pourquoi le rapport persiste à appeler les Palestiniens qui sont ceux à qui appartient la terre, les «habitants», ainsi qu'il le fait pour le peuple autochtone du Golan syrien. De même que le rapport ne désigne pas clairement l'entité sioniste responsable de tous les crimes à leur égard. Nous tenons à réaffirmer ici notre soutien total au droit légitime du peuple palestinien à l'autodétermination.

Nous espérons enfin que le BIT accordera plus d'attention à l'élargissement de l'emploi de la langue arabe notamment dans les points à l'ordre du jour, et dans les autres études menées par l'Organisation et concernant le monde du travail.

(La séance est suspendue à 18 heures et reprend à 18 h 15 pour la Table ronde sur «La coordination mondiale et régionale face à la crise de l'emploi» dont il sera rendu compte dans le Compte rendu provisoire n° 11B.)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Onzième séance

Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi	1
---	---

Douzième séance

Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi (<i>suite</i>)	22
--	----